

Université de Montréal

Grandeur et décadence de la Décade Infâme : l'apparition du nouveau
professionnalisme en Argentine entre les coups d'État de 1930 et 1943

Par

Nariman Asadi

Études internationales, Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures en vue de l'obtention du grade de
Maître en sciences (M.Sc.) en Études internationales

Août 2022

© Nariman Asadi, 2022

Résumé

La crise de 1929 a réduit les revenus de l'État argentin et la capacité du président démocratique Yrigoyen de maintenir son appareil partisan. La diminution des soutiens du président a permis à l'armée de renverser le pouvoir, en 1930, au nom du maintien de l'ordre et de l'indépendance des forces armées.

La décennie qui suit est caractérisée par un prétorianisme de plus en plus aigu. À l'encontre des préceptes du professionnalisme qui régissait jusque-là les relations entre civils et militaires, l'armée s'est saisie de l'exécutif et se préoccupe de plus en plus de question politique au détriment de ses occupations martiales, c'est-à-dire la sécurité externe de l'État. Cette nouvelle réalité met fin à la séparation rigoureuse entre politique et science militaire.

La neutralité argentine durant la Seconde Guerre mondiale va faire subir à Buenos Aires un embargo sur les armes et l'industrie lourde qui rend la réalisation de la mission sécuritaire des officiers de plus en plus ardue. Une fois ce choc encaissé, les officiers incorporent les réflexions politiques, traditionnellement du ressort des civils, dans la science militaire, mettant définitivement fin à la séparation entre militaires et civils. Science militaire et politique ne peuvent plus se penser séparément. Ce « nouveau professionnalisme » a été inspiré aux officiers argentins par l'analyse de la Guerre d'Espagne et des doctrines franquistes grâce à une compatibilité culturelle entre les deux sociétés.

Mots-clefs

Argentine; coup d'État; Décade Infâme; nouveau professionnalisme; professionnalisme; prétorianisme;

Abstract

The 1929 economic crisis diminished the Argentinian state's revenue and undermined the president Yrigoyen's ability to maintain his political machine. Lowering support allowed the army to seize power in 1930 in the name of order and the independence of the organization.

The following decade is characterized by a pretorianism more and more acute. Against the professionalism that until then codified the relation between civilians and soldiers, the army took control of the executive. The corporation is, with the time, more dedicated to resolve political matters than purely martial ones, namely the State's defence against external threat. This new reality incarnates the end of the firm separation between politics and military science.

Argentine neutrality during World War II put Buenos Aires under embargo, prohibiting the entry of weapons and heavy machinery from the allied side, while restricting the emission of credits. Internalizing this shock, it becomes clear to the officers that they are no longer able to pursue their security obligations. In order to assure the defence of the State, they will argue that they have to include politics in their military reflection. Going against what the ancient professionalization required, politics and security can no longer be treated separately. Following the coup of 1943, they put in practice this new paradigm, this « new professionalization » in which politics has become a part of the wider field of military science. This new model came in place after a study conducted by Argentinian officers of the franquist doctrines formulated during the Spanish Civil War. This implementation is possible thanks to cultural match between the two societies, visible during the thirties.

Key Words

Argentina; coup d'état; Infamous decade, new professionalism; professionalism; pretorianism

Table des matières

Introduction.....	6
Chapitre 1 : Théorie et contexte.....	25
Chapitre 2 : La Décade Infâme, une décade prétorienne.....	59
Chapitre 3 : Le coup d'État de 1943 et la filière espagnole.....	81
Conclusion générale.....	117
Bibliographie.....	120

*La struggle for life, che,
unos se regeneran y otros caen;
así es la vida¹*

¹ Arlt, Roberto. 1926 (2015). *El juguete rabioso*. Buenos aires :Centro de Editor de Cultura. p177

Remerciements

Je tiens à remercier le professeur McLauchlin d'avoir accepté de diriger ce projet et m'avoir aidé à l'amener bien plus loin que ce que je croyais être à ma portée.

Je remercie Fabian Alonso, des *Archivos Generales de la Nacion*, pour son aide et ses suggestions lors de ma consultation des archives à Buenos Aires, et m'avoir guidé dans l'immensité de la documentation. À cet égard, je remercie les *Archivos Generales de la Nacion* et *La biblioteca del Congreso*, de m'avoir ouvert leurs portes en pleine pandémie.

Je remercie Martin Fernandez de m'avoir accueillie chez lui en Argentine, durant la pandémie, et de m'avoir cherché à l'Aéroport de Buenos Aires pour m'amener chez lui après 10h de route.

Je remercie ma mère qui m'a enseigné que toute instruction est bonne à prendre et l'importance de l'effort et de la persévérance.

Je remercie mon épouse, Mariela Fernandez, pour son appui et son écoute malgré que mon sujet d'investigation soit éloigné de ses intérêts.

Je remercie toutes les personnes que j'ai croisées durant l'élaboration de ce projet, en Argentine ou au Canada, amis, connaissances, ou simple résultat des circonstances. Nos échanges sur l'état du pays, son passé et son potentiel ne cesseront de nourrir une réflexion et une passion qui ne termine pas avec ces lignes.

Introduction

Au XXe siècle, l'Argentine a connu six coups d'État (1930, 1943, 1955, 1962, 1966, 1976) (Lewis, 2001, XVIII-XX). Une telle quantité démontre la propension de l'armée à intervenir dans la vie politique nationale. Les coups d'État, aussi nombreux soient-ils, ne sont pourtant pas égaux entre eux. Si certains vont tenter de mettre un frein à la politique d'un parti (1962 (Torre et de Riz, 1991, 113)), ou d'un seul homme (1930, 1955) (Rock, 1991, 6; Lewis, 2001, 113-115), d'autres vont tenter de renverser l'ordre politique en place (1943, 1966) (Rock, 1991, 5; Torre et de Riz, 1991, 128-129) ou entreprendre une révolution intégrale de l'ordre social (1976 (Torre et de Riz, 1991, 157 sq; Barbosa dos Santos, 2019, 74; Sharpf, 2018)). Le fait que ces renversements ne se destinent pas qu'à l'élimination des pouvoirs civils, en s'attaquant tout autant aux administrations dirigées par des militaires, interdit l'interprétation résumant l'histoire argentine, au siècle dernier, à un simple conflit entre civils et militaires. Tout comme les civils, en démocratie, ne constituent pas un bloc monolithique, les forces armées se retrouvent parfois divisées en leur sein. Avec les années, les intérêts et aspirations des officiers évoluent et changent dans des directions souvent contraires à celles de leurs collègues.

L'histoire ne peut traiter l'armée comme un fait invariable et indivisible, toujours égale, jamais différente, une donnée en soi sur laquelle les autres variables s'adaptent et se greffent. L'institution, comme les autres acteurs, fluctue sous les mouvements de l'environnement dans lequel elle évolue. L'importance évidente qu'a eue l'armée sur le cours de la nation, et, avec l'évolution de ses besoins et intérêts, sa grande malléabilité

politique, rendent son analyse incontournable. Pour comprendre l'Argentine au XXe siècle, il faut comprendre ses forces armées.

Pourtant, en Argentine, celles-ci ne sont pas un poids mort qui passe à travers les années, imperturbables. L'armée qui prend le pouvoir en 1930 n'est bien évidemment pas la même que celle qui a inauguré la dernière dictature de 1976 à 1983, tout comme le contexte national et international qui l'a vue sortir de ses casernes. Face à six coups d'États et tout autant d'explications possibles, il faut étudier les forces armées en elles-mêmes et comprendre comment elles se structurent et comment elles conçoivent le monde et leur propre mission. Sans chercher à exclure les continuités existant au sein d'une même institution, il faut comprendre ce qui motive un putsch à un moment précis plutôt qu'à un autre et à l'inverse rendre compte des accalmies pouvant survenir parfois avec la même imprévisibilité. Au-delà des « contingences » historiques, l'analyste voulant comprendre des événements menant à un coup d'État doit se pencher sur le fonctionnement interne des forces armées pour reproduire la doctrine et la vision du monde des officiers leur ayant démontré la nécessité de renverser le gouvernement en place. Le monde change l'armée qui cherche en retour à le façonner. Il importe donc d'étudier les coups d'État et ces deux piliers sur lesquels ils culminent.

La littérature portant sur les coups d'État s'inscrit dans un corpus plus général touchant les relations entre civils et militaires. L'ouvrage incontournable pour appréhender le pouvoir civil et le pouvoir militaire reste encore, plus de 50 ans après sa publication, *The soldier and the state* de Samuel Huntington (1957). Pour établir le fonctionnement de l'un et de l'autre, et les différencier, Huntington les analyse lorsque les relations entre militaires et civils sont à leur meilleur, à l'image d'un idéal type.

Le paradigme veut que chaque groupe s'occupe de son domaine spécifique, nommément, dans le cas des forces armées, la science militaire. Huntington établit que les forces armées sont expertes, à distinguer des amateurs, en gestion de la violence, c'est-à-dire qu'elles veillent à l'organisation, la planification et la direction des opérations de combats. Cette expertise est balisée par une relation contractuelle que les forces armées et la société passent. Les premières sont responsables vis-à-vis des civils qui, en retour, leur commandent les objectifs à poursuivre. L'armée ne peut discuter ces buts et doit, en vertu de ses connaissances, faire de son mieux pour les atteindre; autrement dit, les officiers subordonnent leur connaissance aux intérêts de leur employeur, la société au sens large. En aucun cas, l'armée ne peut user son expertise en gestion de la violence afin de poursuivre son propre intérêt. Il est encore moins envisageable d'utiliser cette connaissance à des fins d'ambitions personnelles, au détriment des autres membres du corps, l'armée constituant un tout cohérent, ou de la société au grand complet. En effet, au-delà de l'expertise et du sentiment de responsabilité mentionné, les forces armées sont une corporation, unifiée et distincte du reste de la société grâce à une éthique particulière, des symboles distincts et des critères d'admissions objectifs et régulés.

Si militaires et civils représentent deux corps distincts, les objets qui les occupent, quoique complémentaires, les différencient. L'armée s'occupe de l'application de la force en vue d'accomplir des objectifs clairement définis par le politique et selon les critères de sa science militaire; elle met en place des moyens en vue d'une fin établie par le gouvernement qu'elle sert. L'armée n'a son pas son mot à dire sur les objectifs. À l'inverse, les civils ne peuvent légitimement commenter la gestion martiale. La politique revient aux politiciens, et la guerre aux militaires.

Pourtant, les études empiriques menées dans les années suivant la publication de l'ouvrage d'Huntington vont rendre compte de l'émergence d'un nouveau phénomène dans le domaine des relations civico-militaires. À partir de l'analyse des forces armées au Brésil et au Pérou (Stepan, 1976), le constat d'un « nouveau » professionnalisme va s'imposer. Toujours soucieux de remplir leur devoir de sécurité, les officiers brésiliens vont s'attarder de plus en plus aux menaces internes, jugeant que le risque sécuritaire pour l'État qu'ils servent ne provient plus d'une nation externe, mais bien de groupuscules agissant au sein de ses frontières (Stepan, 1976, 274). L'ennemi selon ce nouveau professionnalisme n'est plus externe, mais bien interne. Pour lutter contre celui-ci, et en rupture totale avec le précepte d'Huntington, les officiers vont se consacrer de plus en plus aux questions politiques et dédier une part de plus en plus importante de leur formation à l'étude de la politique au nom de la lutte contre la subversion (Stepan, 1976, 252). Les officiers brésiliens, pour remplir leur mission sécuritaire, finissent par établir un programme politique cohérent, persuadés que pour éteindre l'incendie subversif, il fallait mener le combat sur le terrain politique (Stepan, 1976, 252).

Alfred Stepan (1976, 248-9), dans son étude brésilienne, refusait de voir le nouveau professionnalisme confiné au seul Brésil et à la seule Guerre froide. Il considère la possibilité de l'étendre aux États-Unis, et à la France durant la Guerre d'Algérie. D'autres lui emboîtèrent le pas et réalisèrent que ce nouveau professionnalisme a précédé la mise sur papier de l'idéal-type d'Huntington, en Scandinavie, durant l'Entre-deux-guerres (Agøy, 1996), tout comme il se laissait déjà deviner aux États-Unis au lendemain de la Guerre de Sécession (Gates, 1985). À cet égard, il est légitimement permis, face à une telle diversité, de se demander si ce nouveau professionnalisme n'existait pas aussi en

Argentine, une nation où les forces armées ont déjà démontré leur propension à intervenir dans la vie politique nationale.

Le présent texte cherche à démontrer que le nouveau professionnalisme est apparu en Argentine durant la Décade Infâme, en réaction au prétorianisme sévissant dans le pays depuis le coup d'État de 1930. Une telle étude possède plusieurs avantages pour la connaissance du nouveau professionnalisme, en plus de l'histoire argentine elle-même. Concernant le concept du nouveau professionnalisme, les cas étudiés par Stepan (1976) ou mentionnés brièvement dans son article phare, c'est-à-dire la France de la Guerre d'Algérie ou la 82nd Airborne des États-Unis (1976, 248-249), sont issus de la Guerre froide. Démontrer que le nouveau professionnalisme existe avant la Seconde Guerre mondiale et le nouvel équilibre des puissances en découlant permet de se défaire de certains aprioris entourant l'importance de la rivalité soviético-américaine sur les doctrines militaires. En effet, il serait intéressant de voir celles-ci évoluer sans l'instrumentalisation des conflits domestiques par les grandes puissances, qui ont appuyé des coups d'État, parfois de manière directe, ou indirecte grâce à la formation d'élites militaires ou civiles du Sud dans les grands centres éducatifs des États-Unis et de l'Union soviétique. De même hors du contexte de décolonisation et la rivalité idéologique entre communisme et libéralisme, typique de la Guerre froide, le débat politique dans lequel s'immisce les officiers change profondément, ce qui peut avoir une influence sur les raisons à l'origine d'une telle intervention militaire. Sans aller jusqu'à dire que les années trente sont un monde radicalement différent de celui de l'après-guerre, leurs structures respectives différent suffisamment pour tempérer et reconsidérer les causes internationales du nouveau professionnalisme, dont la compréhension est peut-être encore trop ancrée dans des

éléments propres à l'affrontement entre Moscou et Washington. Si le contexte influe l'émergence du nouveau professionnalisme, et que le premier change profondément, il faut redéfinir le lien entre les deux pour arriver à une explication plus sophistiquée et souple.

Par ailleurs, pour expliquer l'apparition du nouveau professionnalisme, Stepan relève l'importance des victoires d'armées révolutionnaires aux tactiques non conventionnelles sur des armées conventionnelles en Chine et en Algérie, par exemple (Stepan, 1976, 246). À cet égard, le cas argentin est doublement original. Premièrement, il n'est pas issu de la Guerre froide ni directement issu d'un conflit insurrectionnel de l'ampleur d'un mouvement anticolonial ou d'une guérilla de type maoïste. Tout au plus, les officiers argentins qui ont dû intervenir à l'intérieur des frontières ont affronté des grèves importantes et des épisodes de violence qui n'ont jamais atteint le niveau d'organisation ou l'ampleur qu'emploieront d'autres groupes révolutionnaires. En deuxième lieu, des cas antérieurs à la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis de la Guerre de Sécession, le Brésil et la Scandinavie de l'Entre-deux-guerres, seul le nouveau professionnalisme argentin naît hors d'un contexte démocratique. Même lorsque l'armée jouit d'une influence directe sur les affaires de l'État, certains officiers argentins, en 1943, vont juger nécessaire repenser les doctrines de sécurité nationale et la relation entre politique et sciences militaires, quitte à fomenter un coup. La grande différence repose néanmoins que cette réaction est provoquée par un régime prétorien et non-démocratique. Le cas argentin possède cette particularité d'illustrer la conquête du pouvoir puis la refonte idéologique et philosophique de l'armée, malgré que celle-ci est aux commandes de l'État. Le présent mémoire possède donc le mérite d'étendre la réflexion du nouveau professionnalisme à la période de l'Entre-deux-guerres, dans un pays n'ayant connu aucune

guerre insurrectionnelle et dont l'armée, en dépit de sa position centrale dans les affaires de l'État, redessine sa relation avec les civils. Le deuxième coup, tout comme la période postérieure au premier coup, met la lumière sur les divisions profondes et parfois violentes sévissant au sein des forces armées, ce que les autres cas antérieurs à 1945, au niveau international, ne semblent pas démontrer. Ces oppositions et débats, lorsqu'ils ont laissé des traces écrites, permettent de reconstituer les raisonnements à l'origine du nouveau professionnalisme et la chaîne causale menant à son instauration dans un cas particulier où l'armée redéfinit son propre rôle pour renverser un régime qu'elle avait pourtant consacré.

Le nouveau professionnalisme argentin n'est pas un paradigme issu d'un conflit particulier auquel les forces armées ont été amenées à répondre. La doctrine, au contraire, découle de l'observation et de l'étude de phénomènes étrangers : le nouveau professionnalisme argentin est donc issu d'un conflit que de manière indirecte. Face à des considérations politiques internes à l'Argentine, les officiers vont importer le modèle espagnol développé durant la Guerre civile (1936-1939) et l'implémenter sur les rives de La Plata grâce à un canal culturel liant Madrid à Buenos Aires. À partir du moment où l'Armée prend le pouvoir, au début uniquement dans le but de déposer le président Hipolito Yrigoyen, elle se retrouve de plus en plus impliquée dans la gestion quotidienne de l'État, érodant profondément le professionnalisme jusqu'à sa dissolution complète et avec lui son principe de séparation entre politique et science militaire. Si le prétorianisme sonne le glas du professionnalisme, la Seconde Guerre mondiale et la politique menée durant la « Décade Infâme » (1930-1943) poussent les officiers à penser un nouveau modèle pour l'armée. En effet, maintenant la politique de neutralité face à l'Axe, les dirigeants de la Décade Infâme ont provoqué l'ire de Washington. En représailles, la puissance nord-

américaine lui interdit l'accès à des capitaux, des biens industriels et des armes, autant d'éléments nécessaires au développement de la défense argentine. Sans ceux-ci, l'Armée argentine ne se sent plus capable de défendre la société dont elle a la charge, et la puissance de sa corporation est visiblement diminuée. Cet incident entre Washington et Buenos Aires démontre, aux yeux d'une partie des officiers, que certaines choses ne peuvent être laissées entre les mains des civils. Laisser la politique aux politiciens, lemmes régissant le fonctionnement de la République jusque-là et au cœur de l'ancien professionnalisme, est visiblement une entrave à la mission sécuritaire qui fait de l'armée sa raison d'être. L'ancien professionnalisme doit être remplacé par un modèle plus approprié à la défense nationale.

Cette prise de conscience de l'échec du modèle antérieur pousse les officiers putschistes à mettre en place une nouvelle norme, imposée par le coup d'État de 1943. En s'inspirant de l'Espagne franquiste, ils vont théoriser le nouveau professionnalisme, qui vient complètement renverser les enseignements de l'ancien professionnalisme. La séparation entre politique et science militaire, pourtant la condition *sine qua non* du professionnalisme, est désormais volontairement abolie. Toujours soucieux de défendre l'État, les officiers putschistes vont inclure la politique, autrefois hors de leur domaine d'expertise, dans leur mission sécuritaire. Autrement dit, la défense de l'État passe par la politique et le militaire « doit faire de la politique » pour remplir convenablement son devoir. Une des manifestations les plus dramatiques de ce nouvel organigramme est la détermination des cibles sécuritaires par l'Armée, et non plus par le politique. Comme la crise de l'armement de la Seconde Guerre mondiale le démontrera, dans certains cercles martiaux, les politiciens et les civils représentent désormais la principale menace pour

l'État qu'ils dirigent pourtant. L'ennemi n'est plus à l'extérieur, mais bien à l'intérieur. Le front est domestique.

La marche vers le nouveau professionnalisme en Argentine se fait donc en deux mouvements. Premièrement, le coup d'État de 1930 inaugure une période de prétorianisme qui sera fatal pour l'ancien professionnalisme. Deuxièmement, le coup d'État de 1943 est l'occasion d'instaurer un nouveau professionnalisme des forces armées en réponse à la situation nuisible du prétorianisme inauguré par la journée du 6 septembre 1930. Les deux coups d'État diffèrent donc en ce que 1943 possédait un projet de relation civico-militaire que 1930 ne possédait pas. Le premier coup d'État, à ce niveau, prétendait encore marquer la différence entre civil et militaire. Lorsque les officiers de 1930 parlent de politique, ce qu'ils feront allégrement, il ne s'agit que d'un palliatif dans le sens où le coup d'État ne vise qu'à restructurer la République pour assurer le retour des uniformes dans les casernes. Que ce retour tarde est une autre question. En 1943, au contraire, le politique doit être incorporé dans le militaire pour mener à bien les objectifs de ce dernier. La politique devient donc une prérogative militaire, à perpétuité. Plus dramatiquement encore, l'innovation principale du nouveau professionnalisme né en 1943 établit que la principale menace à laquelle fait face l'État que les militaires doivent défendre se trouve au sein même de la Nation et est incarnée, potentiellement, par la population civile dans son ensemble. Cependant, le fait même que le prétorianisme ouvert en 1930 perdure et que 1943 prétend le corriger démontre que les deux dates sont liées. Elles doivent, et seront, étudiées ici conjointement, pour comprendre comment la première mène à la seconde.

Or, comme vue précédemment, une lecture plus globale de l'histoire des relations entre civils et militaires dans le monde démontre que ce changement s'est opéré ailleurs

qu'en Argentine, parfois même avant la période étudiée. Le constat que le nouveau professionnalisme s'observe dans différents États à des moments distincts pose la question de la diffusion. Le panorama est incomplet si la recherche ne fait que relever des occurrences de nouveau professionnalisme sans chercher à expliquer comment le modèle en vient à se diffuser. En effet, toutes les forces armées ne choisissent pas la voie du nouveau professionnalisme, certaines y résistent, d'autres ne semblent pas considérer l'option. L'innovation, a priori, ne paraît pas s'implanter par le simple fait qu'elle soit possible ou nouvelle. Au contraire, une mécanique est à l'œuvre, autorisant ou prohibant la diffusion de l'innovation d'un État à l'autre. En conséquence le processus de diffusion du nouveau professionnalisme ne peut être traité comme une évidence et il importe de comprendre comment une armée adopte un modèle existant ailleurs. Pour l'Argentine, il incombe au présent travail de déterminer d'où provient ce nouveau professionnalisme et comment il a été importé. Les pages qui suivent portent en elle l'ambition d'approfondir la connaissance théorique de la diffusion d'un modèle professionnel d'une société à l'autre.

Il y a diffusion lorsque des objets, des processus, des idées et informations sont transférées ou transmises d'une population ou d'une région à l'autre (Checkel, 1999, 85). Dit de manière plus générale, « la diffusion a lieu quand « une innovation est communiquée au travers de certains canaux au cours du temps au sein des membres d'un système social » » (Checkel, 1999, 85). « La diffusion est plus probable lorsqu'une « compréhension culturelle du fait que les entités sociales appartiennent à une catégorie sociale commune construit un lien parmi elle » (Meyer et Strang, 1993, 490).² Autrement

² Cité par Checkel, 1999, 87; Meyer, J., et Strang, D. 1993. « Institutional Conditions for Diffusion ». *Theory and Society* 22:487-511.

dit : « La diffusion est plus rapide lorsqu'une compatibilité culturelle (*cultural match*) existe entre une norme systémique (*systemic norm*) et un pays cible, c'est-à-dire, quand elle résonne avec une norme domestique historiquement constituée » (Checkel, 1999, 87). Dans ce cas, la compatibilité culturelle « se définit comme une situation dans laquelle les prescriptions au sein d'une norme internationale convergent avec les normes domestiques, à l'instar de ce qui se reflète dans les discours, le système légal, et les instances bureaucratiques. Ainsi définies, les compatibilités culturelles varient d'un domaine à l'autre » (Checkel, 1999, 87). Il y a diffusion lorsque la norme à implanter est compatible avec certains éléments culturels dans l'État cible.

La possibilité de cette variation d'un modèle s'enrichit de la conclusion de l'auteur (Checkel, 1999, 107) voulant que les résultats de cette étude puissent s'étendre à d'autres domaines, au-delà de l'application des normes européennes sur la double citoyenneté en Allemagne. Cette remarque sera reprise par Théo Farrell (2001) qui s'évertuera à démontrer l'importance de la culture dans l'implantation de normes internationales, ce qu'il nomme « la transplantation de normes » (Farrell, 2001, 65). Cherchant à mieux rendre compte de la manière par laquelle la norme est transportée dans le domaine militaire, Farrell définit la diffusion de normes comme l'actualisation des normes transnationales dans les nouveaux contextes nationaux et organisationnels (Farrell, 2001, 65).

Pour ce faire, Farrell (2001) étudie un cas où l'implantation d'une norme ne pouvait s'expliquer en termes d'intérêts personnels ou d'imposition extérieure et donc comment l'implantation d'une norme peut se faire en toute indépendance grâce à la compatibilité culturelle (Farrell, 2001, 92). Dans le cas qu'il étudie, l'armée irlandaise a choisi le modèle britannique, car il s'agissait du paradigme qu'elle connaissait le mieux (Farrell, 2001, 67),

et ce malgré le fait qu'un tel choix déjoue les attentes rationnelles. En Argentine, une telle compatibilité culturelle existait avec l'Espagne, les milieux nationalistes faisant preuve d'une grande hispanophilie. Grâce à l'influence espagnole sur les rives de la Plata, les officiers argentins ont facilement implanté les enseignements de la Guerre d'Espagne (1936-1939), de manière délibérée et consciente au vu des nombreuses références au conflit civil sous la plume des putschistes. En Argentine, le nouveau professionnalisme est mis en place par les officiers participants au coup d'État de 1943 qui, pour répondre au prétorianisme de la Décade Infâme, se sont inspirés de l'expérience franquiste. Ce passage de l'Espagne à l'Argentine n'est pas dû hasard. La compatibilité culturelle entre les deux sociétés ayant tourné le regard de Buenos Aires vers Madrid et facilité l'implantation des doctrines espagnoles en Argentine. La théorie de la diffusion et la compatibilité culturelle permettent de comprendre d'où vient le nouveau professionnalisme en Argentine.

Comme le répète Farrell (2001, 84) « la transplantation radicale de normes implique un profond changement culturel dans la communauté visée ». Pour que cela ait lieu, il faut un choc externe qui, pourtant, ne suffit pas à lui seul. Un tel changement se comprend grâce à la réintroduction de l'agentivité au cœur du changement culturellement, notamment lorsque les entrepreneurs et les changements de personnel sont pris en considération dans l'étude de cas. Le choc crée l'espace nécessaire aux entrepreneurs pour remettre en question les normes. La proximité de ces derniers avec le pouvoir et la capacité d'encadrer (*frame*) le débat, en dernier lieu, vont leur assurer le succès dans leur entreprise. Le choc, par ailleurs, va aussi faciliter la fluctuation du personnel, présentée précédemment comme une autre condition au changement. Dans le cas qui nous intéresse, l'Argentine entre 1930 et 1943, un tel choc se fait sentir durant la Seconde Guerre mondiale lorsque l'Armée, en

grande partie à cause de la politique menée par les civils de la Décade Infâme, ne parvient plus à assurer son bon fonctionnement. Le coup d'État de 1943 est une réponse à ce choc et grâce à l'important changement de personnel en découlant, il est désormais possible d'effectuer le changement de culture nécessaire à l'instauration du nouveau professionnalisme depuis l'Espagne Franquiste. Cette implantation est possible grâce à la compatibilité culturelle entre l'Espagne et l'Argentine. À cet égard, le présent mémoire ouvre une porte importante dans la théorie du nouveau professionnalisme puisqu'il attire l'attention sur un cas où un nouveau paradigme apparaît en deux temps. Il y a premièrement, en Argentine, le constat d'un blocage insoluble, puis, en deuxième lieu, la recherche d'un modèle extérieur à importer, ici de l'Espagne. Étudier l'Argentine de 1930 à 1943 est donc particulièrement instructif puisqu'une telle analyse met en relief les deux étapes principales à la naissance du nouveau professionnalisme et surtout quels sont les mécanismes permettant sa diffusion d'un État à l'autre.

La réalité de l'armée argentine dans les années trente pose le problème : comment est apparu le nouveau professionnalisme en Argentine entre les coups d'État de 1930 et de 1943? L'hypothèse à vérifier avance que lorsque le Général José Félix Uriburu prend le pouvoir en 1930, il accélère la chute de l'Argentine dans le prétorianisme, entamée déjà sous la gestion difficile d'Yrigoyen. En effet, entre 1930 et 1943, date du second coup d'État, la vie politique argentine est caractérisée par un prétorianisme qui va détruire le professionnalisme en rompant, dans les faits, la séparation entre politique et science militaire, sans pour autant remettre en question cette division des tâches dans les mentalités. Pourtant, cette gestion abondamment qualifiée de chaotique par les putschistes de 1943 mine, selon eux, sa capacité à remplir son mandat sécuritaire, comme le démontrera la crise

de l'armement durant la Seconde Guerre mondiale. Ce choc externe va faire comprendre à un groupe d'officiers qu'un nouveau modèle doit être implanté pour assurer la défense de la nation et de la corporation militaire. Ils prendront le pouvoir en 1943. En s'inspirant de l'Espagne franquiste, par le biais d'un canal culturel privilégié, les putschistes vont mettre en place un nouveau professionnalisme. À partir de ce moment, en phase avec le discours franquiste, les menaces sécuritaires auxquelles, par définition, l'Armée doit s'attaquer pour défendre la nation rodent à l'intérieur des frontières, et non plus à l'extérieur. Pour mener à bien cette mission, et à l'inverse du professionnalisme conventionnel, ils doivent incorporer le pouvoir politique dans leur domaine d'action et leur science militaire. 1930 et 1943 diffèrent prodigieusement à partir du moment où la politique n'est plus considérée comme un « pis-aller » auquel les militaires s'adonnent en préparant leur retour dans les casernes, mais bien un élément en bonne et due forme de la sécurité nationale.

Pour corroborer l'hypothèse, la recherche étudie les documents produits par les officiers et leurs collaborateurs, scrutés à travers un important appareil théorique. Le mémoire est strictement qualitatif. Il se base exclusivement sur des documents écrits, des lettres d'officiers et de politiciens, des discours officiels retranscrits et des manifestes. À cet égard une très grande tolérance a été accordée au discours putschiste : l'objectif étant avant tout de comprendre les motivations derrière l'importation du modèle franquiste, il importe peu de reconstituer le contexte argentin au grand complet. Il ne faut que reconstruire le raisonnement propre aux officiers. Dans cette perspective, une très grande place a été donnée aux paroles militaires et leurs perspectives sans chercher à contrebalancer leurs arguments à l'aide d'autres témoignages sur les mêmes faits, par exemple sur la réalité économique, ou la vérité de la gestion d'Yrigoyen. L'auteur s'est

plutôt évertué à comprendre l'analyse des événements par les militaires que la reconstruction pure et simple du fait historique. Il fallait, en d'autres termes, reconstituer le monde subjectif des putschistes plutôt que le monde objectif dans lequel leurs actions ont eu lieu.

Cette méthode n'est pas sans failles, même pour l'objectif qu'elle sert. En vertu des limites inhérentes à la recherche historique, toute réponse ne pourra que se révéler incomplète, la faute reposant en grande partie sur l'état des sources qui font souvent descendre les prétentions éthérées du travail d'historiens vers la réalité concrète de la vie profane. Les conditions d'entreposages variant, la recherche est soumise à la réalité de l'administration, de la politique d'archivages et des moyens disponibles. Les centres d'archivages brillants par leur inégalité, le résultat de l'investigation dépend énormément de la réalité matérielle et de ses contraintes, en dépit de la rigueur du travail d'historiens et de ses efforts méthodiques. À titre personnel, si les visites à l'Archivo General de la Nación (AGN) à Buenos Aires ont été plus que satisfaisantes, il importe de spécifier que d'autres lieux d'archivages, pour diverses raisons, se sont avérés inaccessibles, notamment des archives militaires et diplomatiques qui auraient pu rendre compte de l'évolution des doctrines ou des relations diplomatiques entretenues par la Décade Infâme. Il reste important, néanmoins, de souligner la richesse des documents mis en place par l'AGN. En effet, grâce à son organisation par fonds présidentiels, les artefacts se retrouvent répartis par mandat présidentiel, puis de manière thématique. Pour la période concernée, la recherche s'est penchée sur les deux fonds présidentiels disponibles, soient ceux d'Uriburu et de Justo. Une fois ces dossiers ouverts, il a été question de rechercher, principalement, les sections nommées « conspirations » et « révolution du 6 septembre », pour comprendre

les mouvements putschistes, réussis ou non, grâce à la correspondance des officiers rebelles et des rapports de police enquêtant sur les allées et venues de certains officiers. À ces lectures se sont ajoutées, par la suite, l'étude des regroupements de discours présidentiels (devant le Congrès, devant des officiers) pour avoir une meilleure idée du contexte politique, tel que compris par le chef de l'exécutif. Les documents convoqués pour la présente recherche dépendent donc en grande partie de ce que la contingence a rendu accessible. Il est toujours permis d'imaginer qu'un document reposant sur une étagère éloignée, dans un immeuble anonyme de Buenos Aires, vienne corriger ou contredire certaines conclusions de l'analyse. En attendant, nous ne pouvons travailler qu'avec des vérités établies jusqu'à preuve du contraire.

Au-delà de la question de l'infinité des documents possibles, qu'il est impossible ou très difficile de consulter dans leur entièreté et de manière satisfaisante, il faut tenir compte de la réalité même des fonds documentaires accessibles. En effet, l'Archivo General de la Nacion abrite une très grande quantité de documents témoignant de l'histoire nationale et à cet égard, il constitue un passage obligatoire. Pourtant les collections qu'il abrite sont composées d'archives institutionnelles et de documents appartenant, principalement, à des civils, ce qui donne une vision évidemment incomplète d'évènements animés par des militaires. Les limites liées à la production d'un corpus de documents sont donc exacerbées à l'intérieur même des fonds, puisque, en dépit du fait que l'AGN préserve les archives présidentielles, le catalogue ne contient pas de collection sur les deux derniers présidents de la Décade Infâme (Ortiz et Castillo). Ortiz, qui aura été désigné par le président sortant Justo en 1938 pour la plus haute fonction étatique, et dans un système corrompu, élu, a tenté de rouvrir le système politique argentin et de reconfiner l'armée aux

casernes. En 1942, dans la seconde moitié de son mandat, sa santé s'est dégradée au point où il a dû laisser le pouvoir à son vice-président, Castillo, membre reconnu pour ses positions conservatrices, son attachement à l'oligarchie terrienne et qui s'évertuera à sécuriser l'appui de l'armée pour assoir son pouvoir. Il est difficile dans ce contexte d'estimer à quel point le résultat de la recherche aurait différé avec un accès aux documents rendant compte des tentatives de démocratisation du président Ortiz, notamment par le biais d'une reprofessonalisation, et de la réaction de Castillo, les deux présidents civils de la Décade Infâme, le premier cherchant à écarter les officiers ayant participé au coup de 1930, le second ayant mené une politique internationale suffisamment ambiguë pour pousser l'Armée à un produire un nouveau paradigme.

Dans la même veine, une logique similaire s'applique à la publication de documents historiques dans divers ouvrages. Sans remettre en question la rigueur du travail effectué au moment de prendre des décisions éditoriales, face à la panoplie, pour ne pas dire l'infinité de corpus possible, il faut tenir compte du fait que les documents consultés ne sont qu'un maigre panorama, forcément incomplet, dépendant du contexte de publication c'est-à-dire la raison derrière la publication de l'ouvrage abritant les documents, que ce soit l'édition d'écrits nationalistes d'importance pour souligner le bicentenaire argentin ou un travail académique d'un historien américain spécialisés dans le passé des forces armées en Amérique latine. Si les centres d'archives dépendent des aléas du destin et des conditions de restaurations et de conservations, les ouvrages reflètent un choix, souvent rationnel et argumenté, mais qui n'en restreint pas moins les sources disponibles. Le mémoire dépendant en grande partie de ces éditions, il faut rester reconnaissant envers ces

travaux dont l'utilité est inestimable, mais dont les limitations circonscrivent forcément les résultats.

Cette documentation sera mobilisée en trois temps. Premièrement, au cours du premier chapitre, il sera nécessaire d'établir les assises nécessaires à appréhender la question de front. Plus concrètement, ce travail préliminaire effectué dans le premier chapitre aura pour but d'approfondir l'appareil critique pour que les concepts de prétorianisme, de professionnalisme et de diffusion soient parfaitement limpides et ainsi mieux reconnaître leur présence et leur évolution. Une fois ce travail effectué, la seconde section du premier chapitre portera sur le contexte antérieur au coup d'État de 1930, qu'une troisième section sur l'armée argentine avant 1930 viendra clore. Le deuxième chapitre, pour sa part, portera sur le coup d'État de 1930. L'analyse portera sur les deux premières présidences de la Décade Infâme, celle du putschiste Uriburu et de Justo, tous deux généraux convertis en politiciens. Leurs réflexions autour des questions sécuritaires et domestiques, leurs passés dans les casernes et la capacité qu'ils ont eu de redéfinir les relations entre civils et militaires en font des acteurs incontournables pour la présente analyse. L'importance de ces questions bien saisie, le prétorianisme à l'origine du nouveau professionnalisme ne sera que plus évident. Finalement, le troisième chapitre s'attaquera au coup d'État de 1943, principalement face au contexte international, dans une première partie. Par la suite, le chapitre se refermera sur la mise en relief de l'influence de la Guerre civile espagnole sur les officiers argentins putschistes. Toute cette analyse s'effectuera au travers des concepts de prétorianisme, de professionnalismes et de diffusion, à la lecture de documents d'archives. Ces sources sont composées principalement de manifestes publiés, mais aussi de discours prononcés par les présidents Uriburu et Justo. En dernier

lieu, entourant les évènements de 1943, une grande partie de la recherche repose sur les documents de la loge putschistes.

Chapitre 1 : Théorie et contexte

Théorie

Le professionnalisme

La formulation la plus aboutie du professionnalisme des forces armées a été avancée par Samuel Huntington dans son ouvrage de 1957 *The soldier and the State*. Ce professionnalisme théorisant les relations civil-militaires, dit ancien professionnalisme, est à opposer au nouveau professionnalisme observé pour la première fois par Alfred Stepan au Brésil dans les années subséquentes au coup d'État de 1964. Bien établir la différence entre l'ancien et le nouveau professionnalisme est nécessaire pour contraster l'Armée argentine de 1930 et celle de 1943.

Après le récit de la longue genèse des relations civil-militaires, inaugurée par la défaite des forces prussiennes à la bataille de Iéna en 1806 aux mains de l'armée napoléonienne, Huntington cherche à établir sous quelles conditions l'armée opère de la manière la plus efficace. Il en vient à établir la doctrine des relations civil-militaires selon laquelle l'armée est la plus efficace lorsqu'elle se spécialise dans ses fonctions strictement sécuritaires, laissant la politique aux politiciens. Cette division du travail donne vie au concept d'ancien professionnalisme.

L'élément principal de la thèse d'Huntington veut que l'armée possède son propre domaine, séparé de la société au sens le plus large : l'officier d'Huntington est un professionnel. Sa profession consiste à gérer l'application de la violence (*the management*

of violence) (Huntington, 1957, 11). Cette profession ne se résume pas une spécialité, étant beaucoup plus exigeante que celle-ci. Elle se distingue à trois niveaux, permettant de démarquer clairement le civil du militaire.

Premièrement, l'officier en tant que professionnel, est un expert. À l'opposé du dilettante ou de l'amateur, l'expert possède une connaissance poussée d'un domaine particulier qu'il obtient uniquement à la suite d'une étude longue et appliquée. Cette connaissance est organisée, diffusée et structurée par le biais de publications, de conférences et une division du temps entre les activités de recherches et la pratique. Sa connaissance s'insère dans une tradition avec laquelle il doit être familier. Son expertise est acquise après l'obtention d'une éducation générale (*liberal education*) dans un lieu d'éducation dédié à ce domaine spécifique (Huntington, 1957, 8-9). La connaissance de l'expert est donc rationalisée, institutionnalisée et rigoureuse.

Dans le cas du soldat, plus spécifiquement de l'officier, son expertise consiste en la gestion de la violence. Elle se pense en trois étapes. L'officier organise les forces armées, planifie ses activités et, finalement, dirige ses opérations hors et en combat. Chaque officier possède sa spécialisation, et, plus son expertise augmente, plus il est capable de gérer des opérations complexes impliquant un plus grand nombre d'éléments. Néanmoins, peu importe le rang de l'officier, seule l'expertise acquise et démontrée lui donne le droit d'agir (Huntington, 1957, 11-14). Sa connaissance et son application sont donc méticuleusement circonscrites.

En second lieu, le professionnel est guidé par un sens des responsabilités. La particularité de son savoir le met dans une position particulière vis-à-vis de la société, son client. Sa responsabilité le force à agir en accord, dans une vision contractualisée, avec ce

que la société lui commande. Il est dans l'essence même du professionnel d'agir avec zèle et diligence; s'il le refuse, il faillit à sa tâche. N'étant nullement mû par l'argent, mais bien par un sens du devoir, il a passé une sorte de contrat moral avec la société, souvent consolidé par un document écrit. (Huntington, 1957, 9-10).

L'officier, en tant qu'expert, est redevable à la société. Il ne peut utiliser son expertise à l'encontre des intérêts de celle-ci, il lui est interdit de subordonner les intérêts de la société qui l'emploie aux siens. Il a donc à sa charge, en tant qu'expert en gestion de la violence, la sécurité de son client, la société. Au-delà de cet aspect de la vie de son client, il n'est plus concerné et il ne possède plus aucune légitimité ou droit de regard, à l'instar du médecin sourd aux pans de l'existence de son patient au-delà de sa santé, indifférent à l'état de ses finances, par exemple. Il ne s'occupe que de la sécurité de la société avec laquelle il est en liaison. Ses tâches consistent à expliquer comment atteindre un maximum de sécurité, et une fois les moyens définis, aider à leur obtention. (Huntington, 1957, 14-16)

En troisième et dernier lieu, le soldat fait partie d'une corporation lui procurant « *a sense of organic unity and consciousness of themselves as a group apart from laymen* ». N'est pas militaire qui le veut. En plus des deux points mentionnés précédemment, l'expertise et la responsabilité, le soldat est membre d'un groupe unifié et discriminant, avec ses propres codes, règles et valeurs. La différence entre le militaire et le civil n'est pas uniquement un fait réel, elle est désirée et activement entretenue (Huntington, 1957, 10). Les deux sont fondamentalement différents et irréductibles.

L'entrée dans ce corps est strictement régulée. Il faut un certain niveau d'éducation, et l'admission ne se fait qu'au plus bas de l'échelle. Une fois incorporé, le nouveau venu

est séparé de manière physique du reste de la société, l'officier vivant en retrait dans un lieu spécifiquement désigné pour lui et les siens, et symbolique grâce au port de l'uniforme. Il possède très peu de contact avec les non-initiés. Au sein même de l'organisation, les rapports sont régis par la hiérarchie, déterminée selon un cursus spécifique et des critères objectifs. Les fonctions de l'officier lui sont conférées par son rang, et non l'inverse (Huntington, 1957, 16-18). De plus, la corporation militaire possède sa propre mentalité et conception du monde l'entourant, décrite tout au long du chapitre 3 (Huntington, 1957).

Si la différence entre le civil et le soldat se fait grâce à la professionnalisation de ce dernier, reste à déterminer quelle relation les deux entretiennent. Pour faire au plus succinct, il ne sera question que du paradigme le plus efficace, c'est-à-dire lorsque les relations civil-militaires sont à leur meilleur. Les lignes qui suivent traitent de l'idéal type du professionnalisme des forces armées.

Cet idéal type est formulé par von Clausewitz dans *De la guerre*. La guerre est une science en soi, avec son propre objet, la force. « *War is thus an act of force to compel our adversary to do our will* ». À cet égard, il n'y a aucune ambiguïté possible. Le but de la science martiale est de réduire l'adversaire à néant, au sens littéral du terme, en diminuant ses forces au minimum pour abolir toute forme de résistance. Huntington souligne à juste titre que cet aspect est strictement théorique. La difficulté résulte de la mise en pratique de cet objectif. Quelle est la volonté (*will*) que cherche à imposer l'officier par l'utilisation de sa science?

Cette confusion résulte de la dualité de la guerre. Elle poursuit des objectifs qui lui sont extérieurs selon un schéma typique du professionnalisme. En effet, la guerre n'est pas menée pour elle-même. Elle n'est qu'un moyen vers une fin, elle détermine le premier

aspect grâce à la science pour s'assurer la poursuite de la seconde de la manière la plus efficace. Cependant, en aucun cas la science militaire elle-même n'est en mesure de déterminer la fin. Fin et moyen, analytiquement, constituent deux objets absolument distincts. Cette idée est condensée dans la célèbre maxime de von Clausewitz : « *War is nothing but a continuation of political intercourse with an admixture of other means* ».

Pourtant, si la fin poursuivie est extérieure au professionnel, il est de son mandat d'établir la meilleure façon d'y parvenir. À cet égard, il doit agir en toute indépendance, guidé vers sa destination par des critères uniquement scientifiques. La relation contractuelle est donc à double sens : le soldat détermine en toute indépendance le meilleur moyen de sécuriser un objectif qui lui est imposé par le politique sans égard pour l'avis des uniformes. Le soldat est plus efficace lorsqu'il poursuit cette tâche en toute indépendance. De même, le politique s'épanouit lorsqu'il détermine ses objectifs, politiques, sans tenir compte d'impératifs militaires, s'il y a lieu. La guerre est donc l'instrument du politique (Huntington, 1957,55-58).

Finalement, cette instrumentalisation se présente en deux teintes. Huntington marque la séparation entre ce qu'il appelle le contrôle objectif et le contrôle subjectif de l'armée. Il y a contrôle subjectif lorsqu'un groupe de civils, fragmenté par l'éclectisme de la société civile, tente de s'appropriier les forces armées, de se les allier dans sa lutte contre d'autres secteurs civils. Ce cas de figure est l'unique contrôle civil possible en cas d'absence de professionnalisme. Il y a, à l'inverse, contrôle objectif lorsque le professionnalisme est à son maximum. À l'inverse du contrôle subjectif qui cherche à faire des militaires des civiles, le contrôle objectif veut faire des soldats des instruments de l'État, la différence entre civile et militaire clairement soulignée.

Peu importe le type de contrôle civil, l'objectif consiste à minimiser le pouvoir des militaires. Dans un cas de figure objectif, le professionnalisme repose dans la neutralité politique des forces armées. L'armée se met à disposition du politique, peu importe l'équilibre des forces au sein de la société civile. Sa dépolitisation la confine à sa science, y consacrant toutes ses ressources et se voyant par le fait même au meilleur de ses capacités. Le professionnalisme, le contrôle civil objectif des forces armées assurent donc, dans la vision d'Huntington, l'optimisation des objectifs sécuritaires poursuivis par l'armée, au service de l'État (Huntington, 1957, 80-85).

Le nouveau professionnalisme

Les développements historiques postérieurs à la publication de l'ouvrage d'Huntington ont entraîné l'apparition d'un « nouveau » professionnalisme, à opposer à « l'ancien » tel qu'exposé précédemment. Alfred Stepan, son principal analyste, souligne que ce nouveau professionnalisme n'est pas une réfutation en soi de l'ancien professionnalisme, mais bien au contraire le résultat d'un changement d'orientation des forces armées, lorsque leur attention dévie des préoccupations externes vers les menaces internes (Stepan, 1976, 246).

Ce nouveau paradigme surgit de l'étude de la dictature brésilienne de 1964 à 1985. Inquiétée par un front subversif tel qu'observé durant les conflits algériens et vietnamiens, l'armée professionnalisée du Brésil s'est de plus en plus consacrée à des problèmes politiques. Les origines de la subversion étant comprises comme éminemment politique, pour répondre aux problèmes sécuritaires qu'elle entraînait, les officiers ont commencé à élargir leurs champs d'intérêt bien au-delà de la simple science militaire. Ne pouvant ignorer le lien entre développement et subversion, les forces armées au Brésil et au Pérou

ont pris sur elles la charge de gouverner leurs États respectifs pour imposer un développement cherchant, *in fine*, à résoudre le problème sécuritaire. Il s'agissait en quelques sortes de couper l'herbe sous le pied des forces révolutionnaires et aller au cœur du problème, « politisant » la sécurité, c'est-à-dire s'attaquer à des problèmes concernant la sécurité de l'État avec des outils politiques.

Cette « repolitisation par la porte arrière » qui pousse les forces armées à se mêler à la société civile pour adresser ses préoccupations sécuritaires entraîne de lourdes implications pour la définition même du professionnalisme (Stepan, 1976, 247-248). Le nouveau professionnel ne se préoccupe plus de la sécurité externe, mais bien de la sécurité interne (voir les deux dans le cas de la *Serviço Nacional de Informaçoēs*). Alors qu'une partie de la société civile remet en question la légitimité du gouvernement, le gouvernement militaire développe des compétences politiques de plus en plus poussées et de plus en plus mélangées à sa science militaire. Professionnellement, son champ d'action est illimité, faisant fi de la répartition méticuleuse des tâches propres à une armée professionnalisée selon les préceptes exposés précédemment. Stepan conclut donc que ce nouveau professionnalisme politise l'armée, contribue à une gestion militaire de la politique et *in fine* une expansion du rôle des officiers jusqu'à ce qu'ils s'approprient les fonctions civiles (Stepan, 1976, 248). Cette nouvelle orientation se reflète dans la formation des officiers, consacrant de moins en moins d'heures de formation à la guerre territoriale (*territorial warfare*), que Stepan identifie à l'ancien professionnalisme, pour dédier de plus en plus de temps à la sécurité intérieure et aux combats irréguliers, voir à la théorie politique pure et simple (Stepan, 1976, 252).

Agøy (1996), partant des travaux de Stepan, étudie les relations civico-militaires dans la Scandinavie de l'entre-deux-guerres et permet d'approfondir la dynamique menant au nouveau professionnalisme des forces armées. Son analyse avance l'hypothèse que ce nouveau professionnalisme, aux prises avec des questions de sécurité interne, prend forme au moment où les forces armées se voient sous-utilisées pour leur mission externe. Le repli interne alors effectué servirait à justifier un accaparement des ressources, comme une mission rédemptrice dans une quête de sens. Le nouveau professionnalisme est apparu en pleine peur rouge en Scandinavie, alors qu'aucune menace n'émanait de l'URSS ou de l'Allemagne. Autrement dit, en l'absence d'ennemis externes, un ennemi interne est né. Les armées des royaumes nordiques ont par conséquent exagéré la menace révolutionnaire des parties travaillistes, pourtant réformiste et donc engagée à effectuer les changements désirés dans la société par le biais de la démocratie, dans le but de justifier leurs implications toujours plus croissantes dans la vie politique de leurs États respectifs.

Outre le besoin de sécuriser des ressources, la politisation des forces armées répond à une menace existentielle. En effet, au cours de la période concernée, les partis de gauche, pacifistes, ont augmenté la menace pesant sur les officiers en formulant un discours antimilitariste niant la nécessité d'octroyer des pouvoirs toujours plus importants aux uniformes. L'armée, pour sécuriser ses acquis et mettre en échec les tentatives de diminuer son influence, s'est défendu dans l'arène politique afin d'anticiper (et prévenir) le pugilat de rue.

Nouveau professionnalisme hors du Brésil, avant 1964

Un des principaux mérites du texte d'Agøy (1996) est d'avoir fait sienne une remarque de Stepan (1976). En quelques lignes seulement, ce dernier spécifie que le

nouveau professionnalisme n'est pas le fait des seuls Brésil et Pérou des années 1960. Il croyait déjà voir en Indonésie le même phénomène se dessiner. Par ailleurs, il suspectait l'existence de ce nouveau professionnalisme hors du tiers monde. En France durant les années 1950 un paradigme semblable s'esquissait, alors qu'aux États-Unis la 82nd Airborne se dédie de manière croissante à des activités de formations à l'occupation de villes américaines en cas de révoltes domestiques (*domestic riot*) (Stepan, 1976, 248-249). Cet élargissement dans l'espace et le temps de ce nouveau professionnalisme a donné lieu à des travaux reconsidérant les relations civico-militaire aux États-Unis après la Guerre de Sécession (Gates, 1985) et au Brésil avant Vargas (1930-1945; 1951-1954) (McCann, 1979). À la lumière de ces travaux, il y est permis, voire tentant, de chercher ce schéma de relations civico-militaires ailleurs, passant d'un ancien professionnalisme à un nouveau.

Huntington nierait que l'Argentine au tournant du XXe soit professionnelle, et donc qu'il soit impossible de voir l'émergence d'un nouveau professionnalisme dans les années 30, avant même l'apparition d'un professionnalisme « à l'ancienne ». Pourtant, dès la première décennie du siècle dernier, une mission allemande, archétype même du professionnalisme selon Huntington, est envoyée en Argentine pour former le corps d'officiers (Pope Atkins et Thompson, 1972). Les officiers argentins ont été professionnalisés. Reste à savoir si cet ancien professionnalisme s'est métamorphosé en nouveau professionnalisme, entre 1930 et 1943, avant de voir d'où provient ce changement et surtout comment il est survenu.

Le prétorianisme

Au cours du XXe siècle, l'Argentine a connu cinq coups d'États et d'innombrables tentatives de soulèvements. Une telle intervention des forces armées dans la vie politique,

et de manière presque constante, suggère que la confusion entre les sphères militaires et civiles en Argentine est la norme plutôt que l'exception. Cette série de coups s'insère dans un climat propre aux rives de la Plata. L'implication constante des officiers dans la politique et l'utilisation de la force comme remède aux divers maux ne peuvent s'expliquer que par l'existence d'un État prétorien ayant de profondes conséquences sur la professionnalisation des troupes.

Ces concepts se trouvent exposés par Amos Perlmutter (1977). Historiquement, et de manière succincte, est dite prétorienne une armée qui jouit d'un pouvoir politique indépendant au sein d'une société, grâce à la menace ou l'usage de la force (Perlmutter, 1977, 89). Ce potentiel prétorien ne peut apparaître que dans un régime dans lequel le pouvoir exécutif s'est écroulé (Perlmutter, 1977, 89). Ainsi, le prétorianisme est un concept reposant sur deux piliers. En premier lieu, le prétorianisme naît de la confiscation par l'armée du gouvernement et plus particulièrement du pouvoir exécutif. Concrètement, la « direction » (*leadership*) de l'État repose dans les mains de l'armée et s'il y a un changement constitutionnel, il s'effectue avec l'aval de l'armée qui se trouve désormais en contrôle des institutions clefs de l'État (Perlmutter, 1977, 93). Le prétorianisme, dans un deuxième temps, s'appuie sur un exécutif « inefficace » et se nourrit d'une vie politique en décadence (Perlmutter, 1977, 93). Autrement dit, la crise politique et l'intervention de l'Armée font le prétorianisme.

Si le prétorianisme rend compte de la désagrégation du pouvoir civil, il reste à déterminer ce qu'il implique pour les forces armées et leur professionnalisation. En effet, son second postulat clef, après la chute du pouvoir civil, veut que l'Armée s'implique dans la politique étatique. Pourtant, comme vu précédemment, cela va à l'encontre du principe

même de professionnalisme qui tient la séparation entre politique et science militaire comme rigoureuse. Il semble donc que le prétorianisme, surtout s'il se maintient dans le temps, contient en son propre sein la chute du professionnalisme. À partir du cas extrême d'une intervention prétorienne totale, Perlmutter (1977, 100-102) procède de manière analytique pour esquisser la politisation des forces armées.

Comprendre comment l'armée brise le tabou de l'intervention permet de poser les premiers pas de l'analyse du cas argentin entre 1930 et 1943. Une fois qu'il est entendu comment l'armée se politise, le travail peut suivre avec les conséquences d'une telle politisation sur le professionnalisme, et par la suite les appliquer à l'étude empirique. Les coups remplacent les régimes en place lorsque les militaires constituent le groupe le plus organisé dans un système politique donné ou en l'absence d'opposition relativement plus puissante.

Ces brefs éléments du prétorianisme posent d'importantes questions pour l'étude du cas argentin, entre 1930 et 1943. Pour comprendre comment les coups sont consumés en 1930 et 1943, il est requis d'identifier les officiers à l'origine des mouvements, leur motivation et la structure du mouvement. Une fois ces points établis, il est nécessaire de les comparer en 1930 et en 1943, pour savoir ce qui a changé, si un tel changement a eu lieu. Voir les différences entre les deux coups permet d'isoler les éléments qui auraient justifié l'apparition du nouveau professionnalisme en 1943.

Évidemment, ces éléments prétoriens vont à l'encontre de ce qui a été énoncé antérieurement sur le professionnalisme. En effet, les promotions et nominations (*appointments*) ne se font plus sur la base du mérite ou de l'éducation, mais tiennent de plus en plus compte d'éléments politiques (Perlmutter, 1977, 103), ce qui est une

importante brèche du principe de rationalisation de la profession. Au-delà de cet aspect non négligeable, le prétorianisme réduit le professionnalisme puisqu'il sape son élément fondamental : le contrôle civil. En effet, comme le rappelle Perlmutter (1977, 33) à propos de la thèse d'Huntington, plus une armée est professionnelle, plus elle accepte le contrôle des autorités civiles. Sans cet élément, sans le contrôle par les civils des forces armées, il n'y a pas de professionnalisme. Or, comme vu plus haut, le prétorianisme se définit justement par une défiance (voir une négation) de l'autorité des civils dans les sphères politiques, à laquelle s'ajoute une cooptation : l'armée devient l'exécutif. Le prétorianisme, à ce niveau, est incompatible avec le professionnalisme traditionnel d'Huntington : l'armée-chef de l'exécutif, elle n'accepte plus la division pourtant essentielle entre science militaire et politique puisqu'elle contrôle désormais cette dernière.

Comment rendre compte d'un tel phénomène? Le prétorianisme apparaît dans les forces armées sous l'influence d'un noyau dur d'officiers politisés qui prennent d'assaut le pouvoir civil et avec lui le concept de professionnalisme. Dans les formes les plus radicales de prétorianismes, les officiers vont mettre en place un pouvoir exécutif indépendant et une organisation politique dans le but de dominer la politique et la société. De l'autre côté du spectre, un prétorianisme plus modéré ne donne naissance à aucune formation politique et ne prend pas la peine de formuler une idéologie politique cohérente (Perlmutter, 1977, 103). Ce qu'il importe de relever est que le prétorianisme possède divers degrés d'implication pour l'Armée dans la politique nationale, allant de la menace discrète, mais réelle vis-à-vis du pouvoir civil jusqu'au contrôle effectif de la haute fonction publique et de la présidence. Il est donc difficile à appréhender de prime abord puisqu'il ne se présente pas de manière uniforme.

Pour le présent travail, lorsqu'il est question du prétorianisme, il faut voir si l'Armée s'occupe de sujets dépassant la science militaire. En démontrant en Argentine le degré d'implication des officiers dans la politique nationale, il est possible de saisir l'ampleur de la déprofessionnalisation de l'Armée. Si l'Armée, en effet, est aux prises avec de nombreux problèmes politiques, et qu'elle tente de les résoudre, alors il y a lieu de voir une baisse du professionnalisme traditionnel, sous l'effet du prétorianisme. Pourtant, malgré l'importance que la politique revêt pour les officiers prétoriens, le prétorianisme n'est pas le nouveau professionnalisme. En effet, le prétorianisme n'a pas la prétention, comme le nouveau professionnalisme, de redistribuer les rôles dans l'État et d'incorporer la politique dans la science militaire au nom de la sécurité. Cette intégration de la politique dans la sécurité nationale, en 1943, se matérialisera par une mystique guerrière plaçant le militaire au-dessus des civils, grâce à une éthique le séparant du commun des mortels. Le prétorianisme de 1930 est notoirement muet sur ce point. De même, le prétorianisme ne déplace pas le théâtre opérationnel de l'extérieur vers l'intérieur. Par contre, comme il deviendra visible dans le cas argentin, le prétorianisme mène au nouveau professionnalisme.

La diffusion de normes : du monde à l'Argentine

Les théorisations du prétorianisme et des professionnalismes dans le monde et au cours de la modernité sont facilitées par la prolifération des cas d'études. Dans le cas du nouveau professionnalisme, par exemple, la recherche ne peut que bénéficier de la confrontation du cas brésilien, durant la Guerre froide (Stepan, 1976) et la Scandinavie de l'entre-deux-guerre (Agøy, 1996). Pourtant il ne s'agit que d'occurrences. Une lecture séparée de ces événements donne l'impression de faits isolés et ne rend pas compte de

manières précises de l'origine du nouveau professionnalisme dans les États concernés. Autrement dit, l'étude du nouveau professionnalisme se limitant aux frontières où il sévit ne rend pas justice à la réalité, suggérant que cette nouvelle doctrine, lorsqu'elle apparaît, est indépendante du contexte international, un peu à l'instar de la déesse Athéna née d'aucune mère, mais expulsée casquée de la tête de Zeus. Il faut donc faire appel à la théorie de la diffusion pour ne pas rester avec l'idée d'un nouveau professionnalisme surgi de la tête des officiers le mettant en place. Autrement dit, il faut ancrer les idées et comprendre pourquoi les normes migrent d'un espace à l'autre.

Une norme est « une attente partagée (*shared expectations*) face au comportement approprié d'un groupe d'acteurs » (Checkel, 1999, 83). Le problème reste néanmoins entier lorsqu'il s'agit d'analyser l'implantation des normes. Trop longtemps, en effet, « les travaux précédents effectués par les *culturalistes* dans les études sécuritaires ont eu tendance à voir les acteurs comme « des îles culturelles » (...) reflétant les expériences historiques et comprenant les normes particulières à l'État ou l'organisation en question » (Farrell, 2001, 71). Pourtant le virage vers le nouvel institutionnalisme a permis de traiter les acteurs comme des « systèmes ouverts » et les normes les régissant comme provenant de l'environnement dans lequel ils opèrent (Farrell, 2001, 72). L'environnement « pénètre l'organisation, créant la lunette à travers laquelle les acteurs voient le monde et les catégories mêmes de structure, action et pensée. Les normes, en retour, voyagent hors de l'organisation pour façonner l'environnement. Ainsi, l'organisation et l'environnement se constituent mutuellement » (Farrell, 2001, 72).

Pourtant, si ce virage a permis une meilleure intelligibilité des normes et de leur genèse, la compréhension reste quelque peu superficielle lorsqu'elle se borne à relever des

occurrences de diffusion, se limitant à voir des corrélations sans se pencher sur la mécanique de la transmission (Farrell, 2001, 73). En premier lieu, un déficit de systématisation dans l'étude des mécanismes mêmes de diffusion ne permet d'établir de causalité claire entre le passage de la sphère internationale à la sphère domestique d'une norme (Checkel, 1999, 85). En deuxième lieu, il reste à expliquer, lorsque la norme et sa mise en place sont bien comprises, comment il se fait que dans une société donnée une norme aille un effet dramatique dans une société, alors qu'elle se fera à peine se faire sentir dans une autre (Checkel, 1999, 85).

Afin de comprendre pourquoi la diffusion a lieu, Checkel (1999, 87) démontre que « la diffusion est plus probable lorsqu'une compréhension culturelle que les entités sociales appartiennent à une catégorie sociale commune construisant un lien entre elle ». Bien loin du modèle épidémiologique de la diffusion, le contact seul ne fait la transmission. Il faut une compatibilité culturelle. « La diffusion sera plus rapide s'il existe une compatibilité culturelle entre la norme systémique et le pays cible (...), où elle résonne avec une norme construite historique » (Checkel, 1999, 87). Une compatibilité culturelle « est une situation où les prescriptions dans une norme internationale convergent avec des normes domestiques, comme reflétée dans les discours, le système légal et les agences bureaucratiques. » (Checkel, 1999, 87). Cette compatibilité culturelle ne doit pas être comprise comme une dichotomie, mais bien comme une gradation rendant compte des multiples contextes où la diffusion a lieu (Checkel, 1999, 87).

Checkel, en guise de conclusion (1999, 107), considère que l'importance de la compatibilité culturelle, ayant fait ses preuves dans l'étude de l'implantation de la binationalité en Allemagne, peut être étendue à d'autres domaines. Farrell (2001) reprend,

deux ans plus tard, le concept de la compatibilité culturelle pour expliquer comment les normes transnationales sont implantées dans le domaine militaire à partir du cas de l'Irlande postindépendance.

Il n'est pas nécessaire à ce niveau de revenir sur les particularités du cas irlandais mentionné en introduction par Farrell. Essentiellement, Théo Farrell (2001) démontre que les officiers irlandais ont opté pour le modèle britannique tout simplement parce qu'il s'agissait de la structure qu'ils connaissaient le mieux en dépit du fait qu'un modèle conventionnel n'était pas l'option la plus efficace (Farrell, 2001, 71). Cette thèse vérifiée, Farrell démontre que les facteurs culturels sont au centre de la diffusion des normes transnationales dans l'armée, au-delà des préceptes de la raison instrumentale.

En se basant sur les discours politiques pour mesurer l'apparition d'une norme, en vertu de leur capacité de donner vie à des changements institutionnels et politiques et de témoigner du processus par lequel les normes forment les « non-événements », la mécanique de la diffusion est appliquée au domaine militaire (Farrell, 2001, 79). Comme le répète Farrell (2001, 84) « la transplantation radicale de normes implique un profond changement culturel dans la communauté visée ». Pour que cela ait lieu, il faut un choc externe qui, pourtant, ne suffit à lui seul. Un tel changement se comprend grâce à la réintroduction de l'agentivité au cœur du changement culturellement, notamment lorsque les entrepreneurs et les changements de personnel sont pris en considération. Le choc crée l'espace nécessaire aux entrepreneurs pour remettre en question les normes que la proximité de ces derniers avec le pouvoir et la capacité d'encadrer (*frame*) le débat va assurer le succès dans leur entreprise. Le choc, par ailleurs, va aussi faciliter la fluctuation du personnel, présentée précédemment comme une autre condition au changement. Dans

ce cas, le remplacement du personnel marquera la culture de la communauté cible si les individus en question ont les connaissances et compétences requises, et si la rotation (*turnover*) atteint une masse suffisamment critique pour que le changement se fasse sentir (Farrell, 2001, 85).

Comme vu dans l'introduction, le nouveau professionnalisme existait déjà antérieurement à 1943, ailleurs qu'en Argentine. À la suite des ajouts théoriques de Checkel (1999) et surtout Farrell (2001) dans le domaine militaire, pour comprendre comment le nouveau professionnalisme est arrivé à Buenos Aires, il faut rechercher une compatibilité culturelle, c'est-à-dire une autre communauté culturelle possédant un lien privilégié avec l'Argentine et qui aurait pu transmettre le nouveau professionnalisme. Farrell démontre néanmoins que pour que cette implantation ait cours, il faut qu'un choc suffisamment fort ébranle le groupe pour le forcer à repenser ses pratiques. L'étude historique, en conséquence, doit aussi chercher l'existence d'un tel choc.

L'investigation en cours cherche à établir les origines du nouveau professionnalisme en Argentine. Pour ce faire, un important appareil théorique est sollicité. Celui-ci permet, en premier lieu, de comprendre quelle est la différence entre nouveau et ancien professionnalisme. Si le second maintient l'importance de la séparation entre la sphère militaire et politique, le premier fait abstraction volontairement de cette différence. Toujours préoccupé par la sécurité de l'État, le nouveau professionnel comprend que la menace est cette fois-ci interne et que pour la combattre il doit faire sien le domaine politique.

Cette transition s'est effectuée sous l'auspice du prétorianisme. Ce concept décrit un État dans lequel l'exécutif tombe dans les mains de l'Armée qui, à force d'exercer le

pouvoir, efface la séparation entre politique et militaire. Sans cette importante distinction, il n'y a plus de professionnalisme, à proprement parler. Le prétorianisme permet de rendre compte, à lui seul, de la disparition de l'ancien professionnalisme, mais pas de son remplacement par le nouveau professionnalisme. À ce niveau, il est nécessaire de faire appel aux théories de la diffusion, pour comprendre comment le nouveau professionnalisme, existant déjà ailleurs, a été implémenté en Argentine grâce à la compatibilité culturelle entre cette dernière et une société émettrice de la norme déjà en place. Cette implantation est motivée par un choc externe qui démontre que les pratiques actuelles sont nuisibles et doivent être révisées. Le choc est donc une prise de conscience, dans ce cas-ci, que l'ancien professionnalisme n'est plus et qu'une solution s'impose. L'étude empirique qui suit démontrera qu'un tel modèle viendra de l'Espagne franquiste et que la crise de l'armement durant la Seconde Guerre mondiale démontrera la nécessité de changer le paradigme professionnel.

Contexte : avant la Décade Infâme (1930-1943), la démocratie

De 1916 à 1930 se succèdent les deux premiers présidents élus au suffrage masculin et secret, Hipolito Yrigoyen (1916-1922; 1928-1930) et Marcelo Torcuato de Alvear (1922-1928), tous deux membres de l'*Union Civica Radical* (UCR). L'UCR possède une très longue histoire qui s'écrit aujourd'hui encore. Pour la période qui nous intéresse, il suffit de garder à l'esprit que le parti est né en 1891 pour briser la domination du *Partido Autonomista Nacional* (PAN) qui régnait sans partage en tant que bras armé de l'oligarchie terrienne (Alonso, 2000, 1). Jusque-là, le PAN empêchait l'ascension de tout parti

d'opposition par le biais d'élections truquées et de candidatures désignées pour mettre en place son programme de développement économique tout en verrouillant le système politique (Alonso, 2000, 4). La modernisation économique, en contrepartie, a eu cet effet pervers octroyant une voix à de nouvelles forces politiques. Ces nouveaux acteurs ont réussi à s'imposer à l'oligarchie terrienne et au PAN qui, en retour, relâchent le processus. Avec l'introduction du scrutin masculin secret en 1912, le parti arrive au pouvoir en 1916 sous la direction d'Hipolito Yrigoyen et abandonne définitivement la lutte armée qui l'avait poussée à se soulever à de nombreuses reprises au niveau national comme provincial (Alonso, 2000, 1-2). Ses quatorze ans à la tête de la première expérience démocratique du pays le font régner sur la mémoire collective comme le parti de la démocratie qui a su imposer le changement de système. L'*Union* reste néanmoins énigmatique à celui qui tente de la définir. En effet, qu'elle soit le parti de la classe moyenne, de la petite bourgeoisie, des secteurs populaires, de l'immigration ou des créoles, l'historiographie se dispute pour savoir ce qui fait de l'UCR ce qu'elle est, tant dans ses objectifs que ses moyens (Alonso, 2000, 5).

Cette histoire protéiforme traverse le parti de deux tendances représentées par les présidents élus, Hipolito Yrigoyen (en 1916 puis en 1928) et Marcelo T. de Alvear (1922). Apparatchik radical depuis sa fondation en 1890, neveu de son fondateur historique, Leandro N. Alem, Hipolito Yrigoyen est le premier président argentin élu au suffrage universel masculin et secret. S'appuyant sur la classe moyenne qu'il a conquise avec un discours fustigeant l'oligarchie et une image de reclus austère léguant ses revenus aux œuvres caritatives, il a donné au parti sa base populaire qu'il a su encadrer grâce à une

gestion personnelle du pouvoir. Fuyant les bains de foule, sa poigne se repose sur un réseau d'alliances et d'allégeances lui étant directement inféodé (Rock, 1975, 52-55).

À l'inverse des origines modestes d'Yrigoyen, Marcelo T. de Alvear provient d'une famille argentine très bien positionnée. Lui aussi radical de longue date, Alvear tient un rôle mineur dans le gouvernement d'Yrigoyen face auquel il reste assez neutre (Cattarunza, 2016, 64). Grâce à sa vaste expérience parlementaire tout comme diplomatique, sa loyauté et son ancienneté au sein du parti, il est désigné à la suite d'Yrigoyen pour les élections de 1922, qu'il remportera (Cattarunza, 2016, 65) sans trop de difficultés (Rock, 1975, 221). Rapidement pourtant, l'union caractéristique de l'UCR entre la classe moyenne et l'élite économique se désintègrera, Alvear négligeant le progressisme économique de son prédécesseur, rimant trop souvent avec une forme de clientélisme, pour cultiver un pluralisme politique renforçant la démocratie (Rock, 1975, 221-222). À partir du moment où le cabinet d'Alvear n'accueille en son sein qu'un seul proche d'Yrigoyen, l'UCR se voit diviser en deux, avec d'un côté les loyalistes soutenant l'ancien président, composés principalement de la classe moyenne (Rock, 1975, 222) et de l'autre les soutiens d'Alvear, communément nommé *antipersonalistes* (Cattarunza, 2016, 66-67). Avec le second mandat d'Yrigoyen, la division entre les deux camps radicaux étant pleinement consumés, le gouvernement s'appuie plus que jamais sur la classe moyenne diplômée, issu de l'immigration récente et des comités partisans (Rock, 1975, 241). En 14 ans, principalement sous l'action énergique de son dirigeant adulé comme honni, l'UCR est passée d'une alliance hétérogène pour la démocratie à une lourde machine partisane au service d'un seul homme, face à un parti conservateur au mieux stagnant depuis 1912 (Rock, 1986, 428).

Qu'il ait été le parti de la réforme démocratique ou de l'intégration économique, le parti radical aura su gagner trois élections et loger deux présidents à la *Casa Rosada* en 14 ans. Le 6 septembre 1930, le Général José Félix Uriburu (1930-1932) met fin abruptement au second mandat d'Yrigoyen et avec lui à ce premier cycle démocratique. Si le coup d'État visait clairement à renverser Yrigoyen, le mouvement que dirige Uriburu semble aspirer à plus : il cherche à achever un régime qui n'arrive pas à maintenir l'ordre. Le 6 septembre, dans l'imaginaire des conspirateurs, serait donc la solution à une série de crises qui ne fait qu'éroder la nation. La plus importante de celles-ci relève du champ social, avec des conflits syndicaux sanglants. La seconde crise touche le parti radical en son sein, incapable de s'assurer l'appui des masses au lendemain de la crise de 1929. Finalement, la troisième crise oppose l'armée au pouvoir civil.

Crise sociale et désordre

Deux grands mouvements sociaux sous la première présidence d'Yrigoyen (1916-1922) vont planter le décor du mouvement d'Uriburu. Face à l'ampleur de la mobilisation ouvrière, et la violence de la répression, les conflits en Patagonie au début des années 20 et la *Semana Tragica* à Buenos Aires (1919), ont un impact profond sur les esprits. Ces deux mouvements seront les étoiles du berger des militaires de 1930 et de leur discours sur l'ordre.

La *Semana Tragica* (1919) n'est pas le premier mouvement ouvrier d'ampleur ni le dernier, mais la violence dont les rues de Buenos Aires sont témoins durant ces quelques jours va être déterminante pour le discours sur l'ordre dans les années suivantes (Cattarunza, 2016, 130) en plus d'être l'acte de naissance de la « droite militante » (Rock, 1975, 158). Les origines de la grève sont en soi simples. La Première Guerre mondiale

(1914-1918), et sa disruption du commerce international ont entraîné, en Argentine, une forte hausse du coût de la vie. En parallèle, la demande croissante de matières premières a stimulé l'emploi dans les secteurs de l'exportation et dans certains domaines industriels, grâce à une substitution des importations. La hausse de l'emploi a été accompagnée d'une augmentation de la syndicalisation. Il y a donc dans les origines de la mobilisation ouvrière de 1919 un double mouvement, d'un côté une hausse croissante du coût de la vie, traduit par une chute du salaire réel, et une croissance du rôle des syndicats (Rock, 1975, 158).

À la croisée de ces deux chemins se trouve la grève de la métallurgique *Vasena*, particulièrement touchée par la chute des importations causée par la Guerre et dont dépendent ses activités (Rock, 1975, 162-163). Particulièrement sensible aux flux internationaux, la métallurgique ne fonctionne qu'avec des produits dont l'importation a été rendue prohibitive avec la disruption du commerce mondial par la Grande Guerre. Notoire pour ses salaires de la faim et sa répression, elle emploie les individus les plus exclus de la société, des immigrants provenant parfois de l'Empire ottoman ou du Japon, que viennent épauler une main-d'œuvre féminine et infantile (Rock, 1975, 163). En novembre 1918, après plusieurs tentatives, les employés de Vasena constituent un syndicat qui entraîne une grève dès la première semaine de décembre. La réaction initiale de la police est violente et avec les jours les affrontements avec les forces de l'ordre se font de plus en plus sanglants (Rock, 1975, 163). Le support pour la cause ouvrière, notamment grâce à l'action des syndicats, croît. En réponse à cette intensification de la violence, une force paramilitaire, *La Liga Patriótica*, composée de civils de la haute classe moyenne, commence à patrouiller dans les quartiers ouvriers de Buenos Aires et entreprend de

véritables pogroms contre la communauté juive, sur fond de peur d'un complot « judéobolchévique » (Rock, 1975, 168-173).

Au-delà de la violence traduite dans le nombre élevé de victimes (700, même si l'ambassade américaine avance le chiffre de 1300 (Cattarunza, 2016, 133-132)), la *Semana Tragica* marque profondément la gestion d'Yrigoyen. La tentative de médiation du président radical, et son refus initial d'avoir recours à la répression lui attirent les foudres de l'opposition conservatrice qui juge le gouvernement faible devant le chaos, lorsqu'il ne l'encourage pas directement (Cattarunza, 2016, 62). Sur le plus long terme, cet épisode sera l'acte de naissance de la *Liga patriótica* proche des milieux patronaux et de l'armée, exaltant la ferveur « patriotique » face au chaos social. La *Liga* devient plus qu'un groupe paramilitaire, mais une véritable force politique, présente dans le débat argentin grâce à ses conférences, congrès et œuvres caritatives. L'incapacité du gouvernement Yrigoyen à réagir à la montée en puissance de ce groupe, qui n'hésite pas à avoir recours à la violence de rue pour affronter ses adversaires, va éroder le monopole de la violence étatique, sous les couleurs de la haine du prolétaire et de l'étranger (Cattarunza, 2016, 63). La *Semana Tragica* est la première crise à laquelle fait face Yrigoyen. Il en sort affaibli, consolidant son image de faible face au désordre tout en étant témoin de la naissance d'un groupe paramilitaire voué à imposer l'ordre selon ses conditions.

Un second conflit, sensiblement identique à la *Semana Tragica*, va confirmer, au sein d'une certaine frange de la population, qu'Yrigoyen est le président de la faiblesse et des masses chaotiques. Encore une fois, les origines du conflit sont relativement simples. En 1920, dans l'extrême sud de la Patagonie, dans ce qui deviendra la province de Santa Cruz, des employés du secteur agricole (laine et mouton) se mettent en grève pour

demander une amélioration de leurs conditions de vie et de travail. La demande est rejetée. La grève perdure et les secteurs patronaux font appel à la même *Liga patriótica* pour organiser la répression. En 1921, le conflit perdurant, l'armée est appelée sous la gouverne du lieutenant-colonel Varela. Sous la Loi martiale, il procède à des exécutions de masses. Les chiffres font état de 2000 morts et 600 détentions. En janvier 1923, un anarchiste assassine le lieutenant-colonel Varela à Buenos Aires en guise de représailles. Le meurtrier sera lui-même abattu par la suite de la main d'un membre de la *Liga* (Cattarunza, 2016, 124-128).

Les événements patagoniques ont eu une grande répercussion, malgré leur distance des grands centres de population. Avant tout, la faillite de la médiation d'Yrigoyen, fortement sommé par les milieux patronaux, aurait été la preuve ultime, un an après les événements de la *Semana Trágica* que le gouvernement est complètement débordé par les revendications sociales et qu'un retour à l'ordre s'impose (Cattarunza, 2016, 127). Pourtant, si la *Semana Trágica* a vu la naissance de la *Liga*, le massacre de Santa Cruz sera l'occasion d'une prise de conscience dans les rangs des forces armées. Tout d'abord, Varela a été élevé au rang de martyr militaire (Franco, 2020). En second lieu, cette « opération » fait l'objet d'une récupération du côté des Forces armées, qui la considère comme une campagne militaire en bonne et due forme. Cette fois-ci, le « barbare » au sud n'est plus « l'indien » de la Conquête du désert (1879-1881), qui a mené à l'invasion et au massacre des populations autochtones encore indépendantes et souveraines, mais le « bandit », sorte « d'idiot utile » à la solde du Chili dans un conflit frontalier de longue date entre Buenos Aires et Santiago (Franco, 2020). Cet élément sera discuté plus loin, mais il importe pour l'instant de souligner que suite au conflit dans le territoire de Santa Cruz, une frange non

négligeable des forces armées se voit désormais comme un rempart contre les « idéologies dissolvantes ou antisociales – spécialement, le communisme et l’anarchisme » (Franco, 2020).

La Semana Tragica et le conflit en Patagonie vont donc consacrer Yrigoyen comme président du chaos, en plus de constituer la naissance d’une conscience militaire et réactionnaire dont l’utilisation de la violence comme arme politique légitime va renforcer le désordre en Argentine. Dans le camp politique, le pouvoir d’Yrigoyen s’avère un géant au pied d’argile. Le parti radical et le système clientéliste qui l’ont amené avec une très grande majorité au pouvoir vont s’écrouler. Avec eux, chute tout le régime.

Écroulement du régime d’Yrigoyen

Les deux années du deuxième gouvernement d’Yrigoyen (1928-1930) se résument à une tentative de maintenir le système clientéliste que la crise économique de 1929 rendra insoutenable. Les premières actions d’Yrigoyen consistent à créer une administration qui lui est loyale. Il s’appuie, notamment dans la capitale, sur des membres issus des comités locaux du parti, en leur octroyant des postes clefs dans les ministères et en augmentant allègrement les dépenses de l’État, financées par une explosion des exportations agricoles (Rock, 1975, 243). Ces pratiques rompent du tout au tout avec sa première administration reposant plutôt sur les propriétaires terriens et une gestion plus conservatrice des finances. Dans la fonction publique, Yrigoyen va remplacer les nominations effectuées par son prédécesseur Alvear (1922-1928) par les employés présents au moment de quitter le pouvoir en 1922 (Rock, 1975, 242).

Une pratique phare de la gestion d'Yrigoyen, et qui sera largement commenté au moment du coup d'État, va résumer à elle seule le problème du clientélisme et de la centralisation démesurée de la présidence : la question de l'intervention.³ Afin de sécuriser le vote de la classe moyenne de Buenos Aires, Yrigoyen tente de faire passer une législation sur le pétrole, qu'un Sénat échappant à son contrôle refuse d'approuver (Rock, 1975, 247). La solution, pour le président, passe donc par l'intervention fédérale. Les sénateurs n'étant pas élu au suffrage populaire, mais par les provinces elles-mêmes, remplacer les gouverneurs opposés par des loyalistes permet d'assurer des nominations *yrigoyeniste* au Sénat et donc, en fin de compte, de faire approuver la législation sur le pétrole (Rock, 1986, 449) Ce procédé, prévu par la constitution, choque doublement. Premièrement, dans un système fédéral, elle diminue le pouvoir des provinces au détriment de Buenos Aires. En deuxième lieu, la question du pétrole oppose une aristocratie terrienne provinciale à une classe moyenne urbaine, pour savoir qui contrôlera cette ressource clef, ses revenus et le pouvoir qu'elle promet à qui la détient (Rock, 1975, 247, 249). Yrigoyen s'interpose dans un double clivage : ville-campagne et fédéral-province. Il résulte de cette intervention une aggravation profonde de la division opérant au sein du parti radical depuis la présidence d'Alv  ar, cette fois-ci entre sa frange urbaine et provinciale (Rock, 1975, 249). Si le gouvernement survie (Rock, 1975, 251), les germes de la sédition n'en sont pas moins semés pour autant.

Le coup de grèce pour le président affaibli viendra, en fin de compte, de New York, lorsque la bourse de Wall Street s'écroule en octobre 1929. En effet, la crise anéantit le

³ Procédure prévue par la constitution dans laquelle l'exécutif fédéral peut remplacer un Gouverneur provincial pour mettre fin à toute dérive ou excès (Rock, 1975, 114).

système de patronage pour une population gravement touchée par une récession. L'inflation (Rock, 1975, 253), conjuguée à la chute de l'emploi dans le secteur de l'exportation et la diminution de l'importation, privant le gouvernement d'importants revenus issus des frais de douanes (Rock, 1975, 254) va miner le système de patronage (Rock, 1975, 257). Le gouvernement, incapable d'augmenter les dépenses et de distribuer des postes dans la fonction publique pour étendre le clientélisme, se retrouve privé du système d'appui sur lequel sa popularité reposait (Rock, 1975, 257). « La dépression a détruit très rapidement le parti *yrigoyenista* » (Rock, 1975, 261).

Les importantes grèves de Patagonie et de Buenos Aires, consolidant l'image d'un président inapte, pour ne pas dire régnant sur une masse d'asociaux, et la crise économique de 1929 rendant impossible le maintien du système partisan sur lequel repose le pouvoir d'Yrigoyen, vont permettre à l'armée de se désigner comme la solution à un régime décadent. La relation entre militaire et civils n'ayant qu'empiré sous les deux mandats d'Yrigoyen, les officiers vont pouvoir assumer pleinement leur rôle de forces restauratrices.

L'armée argentine, avant 1930

Pendant la transition vers la démocratie en Argentine, un autre changement majeur a eu lieu au sein de la société. Le tournant du siècle a été l'occasion d'une profonde transformation pour l'armée argentine, parfois sous les effets des soubresauts du pouvoir civil. Cette évolution, les crises en découlant et la façon dont les officiers surmonteront ces difficultés seront déterminantes pour le comportement subséquent des forces armées le 6 septembre 1930 et pour la période que cette date inaugure. La modernisation de l'armée argentine opposera les officiers au pouvoir civil sur trois tableaux. En premier lieu, les

forces armées argentines traversent, avec l'ouverture du XXe siècle, une ère de profonde modernisation et professionnalisation. Deuxièmement, les conflits sociaux du premier mandat d'Yrigoyen (1916-1922) vont instaurer, chez les officiers, des craintes de plus en plus profondes de voir la Nation, qu'ils doivent protéger, ruinée par l'extrême gauche. Finalement, la deuxième gestion d'Yrigoyen (1928-1930), caractérisée par une centralisation de plus en plus aigüe, va dissiper la cohérence interne de la corporation et la handicaper dans la poursuite de sa mission.

L'armée qui a pris le pouvoir le 6 septembre 1930 a très peu en commun avec sa consœur ayant participé aux grands conflits du pays que c'est la Conquête du Désert (1879-1881) ou la Guerre de la Triple Alliance (1864-1870). « Malgré des efforts de modernisation antérieurs, l'armée argentine au tournant du siècle demeurait une milice sous-entraînée, mal équipée et menée par des officiers dépourvus d'entraînement professionnel » (Pope Atkins et Thompson, 1972, 258). Sous l'influence du prestige de leur armée, et de manière irrégulière, quoiqu'ininterrompue, les officiers allemands vont être appelés par Buenos Aires pour réorganiser ses forces (Pope Atkins et Thompson, 1972, 258). Repasser sur la relation entre Berlin et Buenos Aires permet de comprendre les étapes de la professionnalisation.

En 1899, une mission militaire allemande est envoyée à l'*Escuela Superior de Guerra* pour entraîner et organiser le corps d'officiers selon le modèle prussien. Cette collaboration sera étendue au cours des années subséquentes aux autres institutions martiales comme le *Colegio Militar* et l'*Escuela de Tiro*. L'influence de Berlin s'approfondira et dépassera le cadre strictement militaire, notamment lors de la rédaction de la Loi sur le service militaire de 1901, « un élément important du système militaire

prussien » (Pope Atkins et Thompson, 1972). La relation professionnelle entre les deux États va dans les deux sens. À partir de 1905, la République de la Plata envoie des officiers se faire former outre-Atlantique. Jusqu'au déclenchement de la Première Guerre mondiale, il est estimé qu'entre 150 et 175 officiers sont partis en Allemagne pour recevoir une formation ou observer des manœuvres, parmi lesquels figure le futur putschiste José Félix Uriburu.

Le déclenchement du conflit de 1914, et la défaite subséquente n'ont pas miné le prestige dont jouissaient les officiers allemands sur les rives de La Plata. La seule véritable différence venue avec le Traité de Versailles (1919) repose dans les entraves imposées à la mise en place du programme militaire allemand. Limité dans leur capacité de rejoindre des missions à l'étranger, les officiers allemands exerçant des fonctions en Argentine ont dû, pour contourner les restrictions entérinées par le document, se faire naturaliser argentins et être employé comme « citoyens privés » (Pope Atkins et Thompson, 1972). La relation, compliquée, s'est néanmoins maintenue jusqu'au coup d'État de 1930, malgré certains accrocs avec des officiers argentins qui ont entraîné une diminution de la présence germanique à Buenos Aires de 1927 à 1930 (Pope Atkins et Thompson, 1972).

En grande partie sous l'influence allemande, l'armée qui a pris le pouvoir en 1930 était une armée professionnelle, au sens d'Huntington (1957), ou du moins en cours de professionnalisation. Pourtant, la démocratie et les conflits sociaux abordés précédemment vont entraîner les officiers argentins dans des considérations politiques, parfois contre leur propre gré.

Comme mentionné plus haut, le conflit en Patagonie et sa répression sanglante vont motiver l'assassinat du Lieutenant-Colonel Hector Varela. Cet événement a suscité un très

grand émoi dans les cercles militaires qui n'ont pas tardé à ériger l'officier au rang de martyr militaire (Franco, 2020). De même, au risque de nous répéter, la campagne dans le territoire national de Santa Cruz a pris la place dans la mémoire martiale de véritable « campagne de guerre » contre un « régime de soviets » opéré par le Chili (Franco, 2020). Si cette double mention d'un ennemi interne (le prétendu régime de soviets) et externe (le voisin chilien) méritait son propre commentaire, il importe avant tout de relever comment l'effort de professionnaliser l'armée ne rend pas cette dernière insensible au front interne.

Les forces armées dans les années 20 sont profondément préoccupées par la détérioration du climat politique argentin. En effet, les autres conflits sociaux (*La Semana Tragica* en premier lieu), et ce malgré une présence plus discrète dans les revus militaires, vont être l'occasion pour les forces armées de penser leur rôle dans la société, bien au-delà des enjeux strictement militaires. Une revue des publications militaires argentines durant les années 20, effectuée par Franco (2020), démontre clairement que les velléités professionnelles des officiers argentins n'ont pas tenu compte de la séparation radicale entre politique et armée requise par le paradigme d'Huntington (1957). Gardant à l'esprit que les trois revues étudiées s'adaptent à leurs publics, conscrits ou gradés (Franco, 2020), l'armée devient une garantie de « paix intérieure », contribuant à « un noyau de nationalité ». Les officiers sont même élevés au rang de rempart de la contrepropagande. La « professionnelle » *Revista Militar* va non seulement exhiber sa filiation à la *Liga Patriótica*, mais endosser sa mission et appeler de tout vœu une « réaction citoyenne en faveur de la nationalité » devant une « subversion populaire » dissimulée au sein des manifestations ouvrières au sein de laquelle n'a pas participé le « véritable citoyen argentin » (Franco, 2020). La *Revista Militar* était si à l'aise avec la *Liga* que le journal a

publié, durant des années, des discours prononcés par le président de la milice dans le *Colegio Militar* ou l'*Escuela Superior de Guerra* (Franco, 2020). En Argentine, il semblerait que le professionnalisme ait été réalisé à la carte.

La professionnalisation incomplète de l'armée argentine depuis l'arrivée allemande, qu'elle incombe à un conflit social de plus en plus critique ou à une sélection des principes à adopter, est profondément minée par Yrigoyen. En 1921, un groupe d'officiers constituent la *Logia San Martin* pour réunir leur doléance vis-à-vis de la propension des civils à régler des questions militaires (Potash, 1982, 29). Réputée abriter environ un cinquième du corps d'officiers, la *Logia* va communiquer des griefs en grande partie professionnels, comme un retard dans l'achat d'armes ou une mauvaise formation des conscrits (Potash, 1982, 29). Pourtant, il est important de noter qu'à ces points propres à l'organisation, s'ajoutent deux autres dimensions politiques. En premier lieu, en réaction à la constitution des « soviets » dans les rangs des forces armées, ayant pour but de promouvoir des activités partisanses, les officiers vont prendre conscience du risque que « la gauche politique » peut avoir sur la corporation. La *Logia* compte exercer une plus grande pression sur le gouvernement pour qu'il cesse de tolérer ces groupes que ses principaux membres jugent comme dommageables à son professionnalisme (Potash, 1982, 29). Deuxièmement, et plus globalement, le groupement visait à prohiber toute association entre les partis politiques et les officiers. Pour se « protéger » d'Yrigoyen, de manière insidieuse, beaucoup d'officiers vont finir par rejoindre d'autres partis (Potash, 1982, 31). Il est vrai, comme le souligne Potash (1982, 30) que la *Logia* n'avait pas de programme politique en soi, comme en auront d'autres groupes dans le futur, et qu'elle n'avait pas d'avis sur la gestion globale d'Yrigoyen. Le portrait global se complique lorsqu'il s'avère

que certains officiers appuyaient même le cacique. Yrigoyen a certes entravé une professionnalisation complète des forces armées qu'une proportion importante des forces armées, de toute façon, ne semblaient pas sérieusement désirer dans l'entièreté de ses exigences.

Ces quelques lignes ne sauraient rendre justice à plus d'une décennie de démocratie. Sous Alvear (1922-1928) et son ministre de la Guerre Augustin Justo (futur président, 1932-1938), une satisfaction contrastant prodigieusement avec ce qui suivra irradiait depuis rangs de l'Armée. L'institution se modernise, augmente ses effectifs et participe à ses premières grandes manœuvres en dix ans (Potash, 1982, 34). Il y a lieu de voir dans cette brève idylle entre civils et militaires, et le prestige auréolant le ministre Justo, l'origine d'une rumeur voulant qu'en cas de victoire d'Yrigoyen, le ministre fomente un coup d'État. Sous les années Alvear, la réputation de Justo comme homme de résultats pouvait en faire une option attractive (Potash, 1982, 37). Il reste que le principal intéressé a nié dans les pages de *La Nacion* toute intention golpiste, arguant que malgré son opposition à Yrigoyen, la solution armée serait pire et ferait reculer le pays (Potash, 1982, 40).

Le deuxième mandant d'Yrigoyen va achever l'exaspération des forces armées. Le retour du caudillo à la *Casa Rosada* va démontrer clairement qu'il ne comprend pas les besoins des militaires, ce qui va être la source d'une profonde frustration parmi les officiers. Lors du coup, même si la conspiration n'est le fait que de quelques officiers, la majorité va être profondément indifférente au sort du président et va refuser de s'interposer pour le protéger (Potash, 1982, 80). Deux éléments sont à l'origine de cette disgrâce rapide. En premier lieu, la tendance à la centralisation du régime d'Yrigoyen nuit au bon

fonctionnement des forces armées. Le président, dans le but de mettre fin aux rumeurs de malversation dans les contrats militaires, interrompt les processus d'acquisition d'armes et de développement d'infrastructures. Les fonds dédiés à l'armement et aux œuvres publiques chutent, et dans certains cas l'armée doit même renvoyer du matériel, provoquant une profonde insatisfaction dans les cercles militaires (Potash, 1982, 59). La seconde source de mécontentement provient du favoritisme dont va faire preuve le gouvernement civil dans la distribution des promotions. Ce biais se manifeste par la réintroduction de personnel exclu sous le mandat d'Alvear, la promotion d'officiers retirés avec rétroaction et la modification de la date d'incorporation de certains dans le but de favoriser l'ascension sur la base de l'ancienneté (Potash, 1982, 61). Cette ingérence va culminer dans l'absence de publication de liste de promotion dans les rangs seniors, de l'inauguration à la destitution du président. Les listes juniors, elles furent publiées, mais après un retard de plusieurs mois, suscitant l'ire de la corporation (Potash, 1982, 63). Pour reprendre les mots de Potash (1982, 63-64), Yrigoyen « s'est cru autorisé à introduire des changements dans les listes présentées par les groupes de promotion de l'Armée, et a ordonné des promotions supplémentaires en réponse à des demandes personnelles d'officiers spécifiques ».

Les quatorze ans de démocratie que va interrompre Uriburu se caractérisent par une relation fluctuante entre forces militaires et civiles. La tentative de professionnalisation est sérieuse, et impressionnante si on compare les troupes parties du principal centre de commandement du pays, le *Campo de Mayo*, à celles ayant affronté les autochtones de Patagonie. Le constat s'impose de lui-même. Les crises sociales, et l'hypercentralisation d'un président sans ressource face à la crise de 1929 vont entraver un professionnalisme qui semblait déjà incomplet. Pourtant, la présidence d'Alvear indiquait qu'une relation de

travail pouvait unir la *Casa Rosada* au *Campo de Mayo*. Dans tous les cas, le 6 septembre 1930, José Felix Uriburu met fin à l'expérience démocratique, selon ses dires, pour protéger la Nation et l'Armée.

Chapitre 2 : La Décade Infâme, une décade prétorienne

Le prétorianisme caractéristique de la Décade Infâme, enlisant le régime dans des questions politiques, mine profondément le professionnalisme des forces armées argentines. Comprendre le prétorianisme permettra de comprendre le déclin du professionnalisme. Une fois ce premier phénomène décrit, il sera possible de saisir pleinement « la destruction créatrice » du coup d'État de 1943 qui, sur les ruines du professionnalisme décadent de la Décade Infâme (1930-1943) et de la Démocratie (1916-1930), fait naître un nouveau professionnalisme des forces armées. En premier lieu, il est nécessaire de démontrer comment se manifeste ce prétorianisme grâce à la lecture de correspondances et de discours, des présidents José Felix Uriburu (1930-1932) et Augustin P. Justo (1932-1938). Ainsi, il deviendra apparent comment les putschistes s'attachant au pouvoir après 1930, malgré leur apparente volonté initiale, se « déprofessionnalisent » à force de se perdre dans la gestion étatique. Les documents étudiés ici montrent comment les longs débats politiques détournent le régime, incarné par les militaires, puis soutenu par eux, des questions militaires.

I. Le Coup d'État du 6 septembre 1930 : naissance de l'État prétorien argentin

Le 6 septembre 1930, le Général José Félix Uriburu renverse le président démocratiquement élu, Hipolito Yrigoyen. Le manifeste publié dans la presse argentine le même jour traduit les motivations de la junte désormais au pouvoir. Jugeant le

gouvernement civil irresponsable tant économiquement que politiquement, l'intervention est jugée nécessaire pour mettre fin à un système décadent et corrompu.

Une intervention ponctuelle?

La lecture du manifeste daté du 6 septembre (Manifeste corrigé par le lieutenant-colonel Sarobe, 6 septembre 1930) laisse entrevoir en premier lieu une intervention ponctuelle. En effet, le 6 septembre même, Uriburu annonce la tenue d'élection libre dans laquelle ni lui ni aucun membre du gouvernement provisoire ne se présenteront. La Constitution, selon le nouveau maître de Buenos Aires, sera maintenue tout comme les lois en vigueur. Le retour à la normalité constitutionnelle et institutionnelle, sans avoir de date fixe, aura lieu lorsque la situation le permettra. Il n'y a donc rien, en date du 6 septembre 1930, qui laisse entrevoir une quelconque volonté de la part d'Uriburu de se maintenir au pouvoir ou de paver la voie à un gouvernement militaire.

Par ailleurs, un document préliminaire et qui aurait contribué à la rédaction du manifeste du 6 septembre (Programme d'action présenté à la Junte de gouvernement d'Arequipa par le colonel Montagne), avançant certains éléments qui se trouveront au centre du manifeste dans sa version définitive (comme les élections libres), maintient l'importance pour le gouvernement provisoire de garder le pouvoir uniquement le temps d'organiser des élections. Le concept de retour à la normalité, présent dans la mouture finale, est présenté avec plus de substance dans la version préliminaire. En plus du suffrage, la normalité passe par la réinstauration d'une culture démocratique, possible en grande partie par un travail de mobilisation de l'opinion publique effectuée par les médias. Cette culture démocratique requiert le retour de la tranquillité et de l'ordre.

Ce document antérieur au coup, rédigé par un autre officier (Réponse du lieutenant-colonel d'État-major José M. Sarobe à l'interrogatoire formulé par Monsieur le Juge militaire ad hoc, Colonel d'État-major D. Miguel Duval), et qui a été soumis à l'approbation des officiers de l'*Escuela Superior de Guerra*, prône une diminution de l'appareil étatique. Sous prétexte de rééquilibrer les dépenses de l'État, d'importantes mises à pied auront cours. Pourtant, sous ce souci pécuniaire se trame ce qui a l'air d'une menace envers les « mauvais fonctionnaires » laissant présager une purge au sein de la fonction publique. Il est à noter que ce document circulant que parmi certains officiels, il n'eût aucune prétention publique ou officielle. Néanmoins, sa grande circulation et son approbation traduisent très certainement la pensée d'une grande partie des putschistes.

En dernier lieu, lorsque la Cour suprême de la Nation est saisie le 10 septembre (Doctrines des gouvernements *de facto*) par Uriburu lui-même, celle-ci réaffirme que le gouvernement provisoire a l'intention de maintenir la constitution vigilante et les lois.

Si l'on s'en tient à la lecture du manifeste publié le 6 septembre et la documentation préliminaire, l'intervention, dans les premières semaines du coup d'État de 1930, ne présage somme toute qu'un règlement de compte ne devant inquiéter que quelques hommes, aux dires de ses propres auteurs.

Un mouvement civil, une reconnaissance militaire.

Si le gouvernement provisoire est composé presque exclusivement de militaires, il se vante de l'appui d'une grande partie de la population civile. Après tout le manifeste du 6 septembre clame que l'armée a répondu « patriotiquement » à « la clameur populaire ». En premier lieu, des partis politiques (le parti conservateur, les socialistes indépendants et les

radicaux antipersonnalistes⁴) ont marqué, par le biais de proclamation publique, antérieure et postérieure au Coup, leur opposition franche à Yrigoyen et la nécessité de restaurer la démocratie (Manifeste des droites et des socialistes indépendants; Manifeste des antipersonnalistes signé par six sénateurs et tous les députés du secteur). En 1931, un officier subissant un interrogatoire (Déclaration du lieutenant-colonel Descalzo), affirme qu'une large partie de la société civile craignait, à ce moment, une dictature militaire en cas de sortie des casernes. L'officier a donc dû se réunir, selon sa version des faits, à de multiples reprises avec des membres phares de la société civile pour dissiper cette crainte. Le déclarant, ayant assisté aux réunions publiques des partis d'oppositions, sentait à ce moment-là que la population était mûre pour le soulèvement. Si la communication entre civils et militaires semble bien documentée, il reste difficile de déterminer l'implication réelle et concrète des premiers dans le mouvement. Il reste néanmoins clair qu'une frange de la société civile était prête à terminer le mandat d'Yrigoyen avant l'heure et qu'elle a exprimé clairement et publiquement cette intention. L'armée s'est portée garante de ce message. Selon cette même source, certains officiers se sont par la suite réunis pour discuter du type de régime mis en place une fois le soulèvement complété. Dans tous les cas, l'exécutif serait dans une très grande proportion détenue par des officiers malgré l'implication des civils.

Cette version des événements du 6 septembre 1930 sera reprise l'année suivante par Uriburu dans une lettre envoyée au gouverneur de la province d'Entre Rios en réponse à des critiques lui ayant été adressées par celui-ci (lettre au Docteur Don Eduardo

⁴ Terme référent aux membres de l'Union Civil Radical, parti d'Yrigoyen, opposé à la présidence de celui-ci. Les antipersonnalistes sont donc une frange dissidente du radicalisme, ayant gouverné de 1922 à 1928 sous la présidence de Marcelo T. de Alvear.

Laurencena). Il réitère que le mouvement était populaire et organique dans le sens où il n'était pas organisé par des partis politiques. L'armée se serait contentée de couronner les masses triomphantes. Par contre, le Lieutenant-Colonel Ramirez, qui sera président de 1943 à 1944 suite à un autre coup d'État, en 1943, nie ce récit. Le mouvement aurait été principalement militaire comme il l'affirmera dans une tribune publiée dans le quotidien La Nacion (L'armée et la Révolution).

Même si la répartition des tâches reste difficile à établir de manière satisfaisante, militaires et civils ont tous deux voulu la chute d'Yrigoyen. Les informations réunies, la description des événements et surtout la composition du gouvernement issu du coup démontrent néanmoins que le mouvement a été porté par les officiers. Le 6 septembre est donc une solution militaire à un problème civil, et surtout l'acte de naissance du prétorianisme argentin.

L'enlèvement dans le pouvoir prétorien

Si le coup du 6 septembre s'annonçait assez superficiel et peu ambitieux dans ses objectifs, les événements vont démontrer que l'action du gouvernement provisoire dépasse de loin l'élimination d'un seul homme, Yrigoyen. Il faut changer le système qui lui a permis, en amont, de conquérir le pouvoir et pervertir la Nation. À partir de ce moment, le prétorianisme, forçant la tenue de longs débats politiques, politise l'armée au détriment des questions militaires et surtout de son professionnalisme.

Les semaines qui ont suivi l'installation du Général Urriburu dans le palais présidentiel présentent un programme tout autre que celui annoncé le 6 septembre. Dans un second manifeste publié le 1^{er} octobre 1930 (Manifeste du 1^{er} octobre 1930), Urriburu annonce

l'approfondissement du programme de réforme. Dans le but de démanteler le personnalisme d'Yrigoyen, la nécessité de réformer l'administration, sur laquelle le caudillo aurait assis son pouvoir, est répétée et maintenue. Néanmoins, il est clair à partir de cette date que la poursuite de ce but est beaucoup plus complexe qu'initialement crue. Il ne s'agit plus de lutter contre un homme, se contentant de le remplacer en plus d'écarter ses principaux sycophantes. Désormais, il apparaît nécessaire à la junte de lutter contre le système qui lui a permis de prospérer. Uriburu reconnaît la nécessité de modifier la constitution et les lois, si le peuple le demande (Manifeste du 1^{er} octobre). Il marche sur une mince ligne puisqu'il dit ne pas vouloir toucher aux lois fondamentales et procéder seulement dans le cadre permis par la constitution, ne revenant pas sur sa parole de ne pas suspendre la Constitution et les lois, répété dans le manifeste du 1^{er} octobre 1930. Néanmoins, la tâche se complique. Les officiers au pouvoir doivent dès lors se mêler de questions au-delà de leurs compétences. Il leur incombe de toucher à des questions constitutionnelles, voir politiques, dépassant de loin les simples mises à pied et la restauration de l'ordre proposées à d'autres moments (Manifeste du 1^{er} octobre 1930; Entrevu à J. M. Espigares Moreno)

Une question particulière illustre cet embourbement légal. Le droit de vote des analphabètes fait l'objet d'un long débat, même après le départ d'Uriburu de la *Casa Rosada*. Que ce soit dans des missives lui étant adressées (Interdire les analphabètes) pour l'implorer d'interdire aux illettrés l'exercice du suffrage, ou dans des discours prononcés devant l'*Escuela de Guerra* (discours à l'École de Guerre) par le Président Général, la question accapare l'attention d'un gouvernement qui s'était donné comme mission initiale la simple restauration de l'ordre. Uriburu, et d'autres officiers membres du soulèvement

(L'armée et la Révolution), sont amené à discuter l'esprit de la loi Saenz Pena qui prône une vision permissive du suffrage, jusqu'aux analphabètes, alors que l'intervention n'avait comme vocation initiale que de montrer la porte de sortie à un gouvernement inapte et corrompu.

Dans la même missive au gouverneur d'Entre Rios, citée plus haut (lettre au Docteur Don Eduardo Laurencena), Uriburu dévoile postérieurement aux évènements que la « révolution » n'était pas contre un homme, mais contre un système. Cette extension du domaine de la lutte explique, selon le Général Uriburu, le retard dans la convocation des élections présidentielles : aucun parti politique ne serait en mesure de maintenir l'ordre, la société civile n'est donc pas encore à la transition et il faut aller de l'avant avec le « nettoyage » du système.

Ces préoccupations politico-légales auraient été présentes dès la naissance du mouvement, selon le Lieutenant-Colonel Ramirez cité plus haut. S'il reprend à son compte les vellétés réformistes du Général, il prétend que le caractère politique du mouvement était si marqué, et important, qu'il a rebuté de nombreux officiers conspirationnistes qui se sont exclus d'eux-mêmes du mouvement, ne se sentant pas en à l'aise avec les objectifs des putschistes.

Le long débat de théories politiques des officiers putschistes

A priori, l'intervention dans la vie politique argentine des officiers inféodés à Uriburu ne laissait présager aucune volonté de s'installer au pouvoir. Les cercles rapprochés du Général-président ne semblaient pas avoir formulé une vision politique claire. Pourtant, la difficulté de céder la présidence selon les modalités initialement

prévues, et les problèmes empêchant la tenue de scrutins dépassant les excès d'un seul homme, vont pousser les officiers à articuler un projet politique. Un tel maintien au pouvoir, au-delà des plans convenus, constitue un cas clair de prétorianisme et va contribuer, à terme, à détériorer le professionnalisme traditionnel des forces armées, s'occupant plus de politique que de science militaire. Cette réflexion politique entreprise par les officiers se fait en deux temps. En premier lieu, l'adversaire du mouvement entamé le 6 septembre 1930 sera étendu bien au-delà des frasques imputées à Yrigoyen. En second lieu, une véritable philosophie politique va être articulée pour réformer l'État selon les désirs de plus en plus conscients des officiers au pouvoir.

Le projet politique de la junte de 1930 se voulait initialement assez limité, comme démontré antérieurement. Une fois Yrigoyen, chassé du palais présidentiel, et ses alliés mis hors d'état de nuire, des élections auraient dû avoir cours en toute tranquillité, tel que promis. Avec les mois, le scrutin tarde à s'organiser et les obstacles à la restauration d'une vie politique saine et ordonnée se multiplient. Au premier rang de ceux-ci se trouvent les partis politiques.

Avec le temps, Uriburu et son gouvernement provisoire radicalisent leur antagonisme vis-à-vis des partis. Si au moment d'organiser le coup d'État, puis dans les jours le suivant, la stratégie à l'encontre de ceux-ci se limite à une simple mise à l'écart, la présidence d'Uriburu s'avérera au fil des mois de plus en plus hostile aux partis politiques. En effet, si dans les premiers temps le soutien des partis est nécessaire à l'élimination d'Yrigoyen, le refus apparent de ceux-ci de céder l'entièreté de leur pouvoir à la faction d'Uriburu semble un obstacle à la junte aux commandes. Pour que la « Révolution »

triomphe, il faut passer par-dessus les partis politiques pour atteindre le peuple. La politique, selon la junte, se fait sans les politiciens.

Le 1^{er} octobre le gouvernement provisoire publie un manifeste venant se greffer par-dessus le document du 6 septembre dans le but de calmer « l'impatience de groupes politiques déterminés ». En première instance, il est spécifié que les partis politiques doivent se subordonner à « l'intérêt supérieur » même s'il est fait amende honorable à l'action de leurs chefs en opposition au gouvernement antérieur d'Yrigoyen. Par contre, et ici s'inaugure le début de la critique uriburiste des partis politiques, en dépit du fait qu'il faille tenir compte de l'opinion des partis politiques, il reste clair qu'ils ne représentent pas à eux seuls le peuple.

À partir de cette déclaration, à caractère public, le dénigrement des partis politiques ne se fera que de manière plus systématique et élaborée, à travers divers canaux. Ces organisations, et les politiciens de carrières sont vus comme les usurpateurs de la volonté populaire, en prétendant parler au nom de cette dernière. Carlos Ibarguren (Ibarguren, 1930), historien renommé de son temps, lorsqu'il est nommé interveneur⁵ dans la province de Cordoba, établie une dichotomie entre la « révolution » où évolue les « représentants authentiques de véritables intérêts sociaux » et « le professionnalisme électoral » qui « accapare le gouvernement et s'interpose entre celui-ci et les forces vives et travaillantes du pays ». L'opposition entre labeur national et politique sera répétée par Uriburu lors de l'inauguration de l'ascenseur du terminal du port céréalier de Rosario (Inauguration de l'ascenseur terminal de grains). Les travailleurs ruraux, argumente-t-il, voient leurs

⁵ Rappelons que l'intervention est le fait d'imposer à une province un officiel depuis le pouvoir fédéral. L'interveneur est donc le gouverneur imposé par Buenos Aires, et non élu.

richesses accaparées par les villes « parasites » et « usurières » (*usufructuadores*) qui agissent « par le biais de groupes parasites de politiciens professionnels, de la représentation des partis au Congrès ». Le Congrès, quant à lui, est traversé par une crise profonde « de travail collectif et de caractère personnel » sous « l'action prépondérante et toute-puissante d'un *caudillo* sans scrupules » aux dires du Lieutenant-Colonel Ramirez, dans la lettre ouverte publiée dans le journal *La Nacion*, (L'armée et la Révolution). L'officier synthétise alors l'action du Gouvernement Provisoire en un programme simple : « supprimer le plus possible le professionnalisme en politique », afin de parvenir au « fondamental (c'est-à-dire) changer le système ».

Comme lorsqu'il est question des objectifs du coup d'État, qui débute avec la mauvaise gestion d'Yrigoyen avant d'être étendu au système entier, Uriburu va radicaliser sa position avec le temps. Les partis politiques ne sont plus, selon lui, le groupe de sycophantes décrit plus haut qu'une réforme pourrait encadrer. Dans la même lettre adressée au Gouverneur d'Entre Rios, Uriburu déclare la faillite au grand complet des partis politiques dans le contexte putschiste argentin. Les excès décrits du régime personaliste⁶ n'ont fait que mettre la lumière sur cette défaillance généralisée qui s'accumulait depuis des années. Les partis politiques,

« peu importe leur tendance ou leur dénomination, ont été incapables d'endiguer les exactions du personalisme, ni de canaliser un grand courant d'opinion publique, ni de peser efficacement au Congrès, bien qu'il y ait une opposition majoritaire à Yrigoyen au Sénat ».

⁶ Rappelons que le personalisme désigne les membres de l'Union Civica Radical proche du président Hipolito Yrigoyen (1916-1922; 1928-1930)

Toujours selon le même document, Yrigoyen, durant sa gouvernance, étant réputés victorieux grâce à ses procédés « démagogiques », les partis ont plongé à pieds joints dans la machinerie partisane pour tenter de rester compétitifs, au lieu de tenter de freiner le caudillo. « Les syndicats électoralistes » entreprenant une véritable course vers le bas, le peuple se détourna des partis politiques, de plus en plus incapable de les distinguer du président tant leurs pratiques démagogiques s'apparenteraient. Les chefs et les officiers de la Marine et de l'Armée se tournèrent donc vers Urriburu « pour sauver le pays grâce à un mouvement armé », selon son propre plaidoyer au gouverneur d'entre Rios. En fait, aux dires du Général Président, ces groupes civils n'étaient guère plus qu'une masse amorphe qu'il fallait ignorer pour mener à bien l'opération. Même s'ils se disaient opposés à Yrigoyen, ils formaient un bloc de résistance à l'action d'Urriburu, certains de ces partis ayant tenté d'empêcher ce soulèvement et de le saboter une fois qu'il a eu lieu. Il est donc nécessaire de les écarter du mouvement pour que la restauration de l'ordre ait lieu. Sinon, si ces groupes avaient été mêlés au Coup, par le biais d'un « gouvernement de parti ou de partis coalisés », la dénommée révolution « serait tombée avec eux (les partis) à la première défaite électorale ». Le coup d'État de 1930 est donc « apolitique » et Urriburu « interviendr(a) avec tous les moyens à (sa) disposition (pour empêcher) que soient tournés en dérision les fins de la Révolution et que revienne le système qui l'a provoquée, que ce soit avec les mêmes hommes, que ce soit avec des clones (afines) qui les représentent déguisés ». Le Lieutenant-Colonel Ramirez, dans la même tribune, abonde dans le même sens. La junte ne désire la coopération, pour le moment, avec aucun parti politique. L'objectif est de « servir honnêtement la patrie » sans compromis ou entrave.

Très rapidement, le discours de la junte fait un amalgame entre les maux du personnalisme et les maux de la politique partisane entravant la réorganisation de la vie politique argentine. Pour Uriburu, les partis politiques passent du rôle de parasites inutiles à celui d'agents saboteurs de la vie politique nationale à restaurer. Une fois ceux-ci écartés, la Décade Infâme s'évertuera de trouver une solution de rechange pour mettre en place un système politique fonctionnel, sans partis politiques. Il reste à savoir comment.

Encore une fois, le manifeste du 1^{er} octobre 1930 peut servir de boussole afin d'identifier les points cardinaux de la « révolution » du 6 septembre de la même année. Le politique semble devoir s'orienter entre deux pôles, le peuple et la nation, le premier étant l'unique souverain, le second constituant l'intérêt supérieur. Si ces deux piliers sont encore vaguement définis, les officiers révolutionnaires prétendent vouloir se porter garants de leurs intérêts. Loin de vouloir imposer par la force leur projet pour un peuple qui, sans sombrer dans l'angélisme, peut être dupé de bonne ou de mauvaise foi, ils se disent tenant d'un projet qu'ils comptent mettre en place sans l'imposer. Quel est ce projet national-populaire ?

Le document d'octobre 1930 étant ce qu'il est, un manifeste, il ne rentre pas dans les détails d'une théorie politique et peut surtout dissimuler certains objectifs. En dépit de ces limites, il laisse néanmoins poindre une forme de corporatisme. La démocratie « sera plus qu'un beau nom » une fois que les « représentants du peuple cessent d'être les représentants de comités politiques et que sur les bancs du Congrès siègeront des ouvriers, des éleveurs, des agriculteurs, des professionnels, des industriels, etc... » (Manifeste du 1^{er} octobre 1930). Ce corporatisme semble compatible avec la prétention démocratique initiale du nouveau régime, puisque le Congrès « corporatiste » sera élu. Pour ce qui est de la

corporation militaire, dans les spécificités des membres de la junte, il est clair, comme il a été dit à maintes reprises (Programme d'action présenté à la Junte du Gouvernement d'Arequipa; Manifeste du 6 septembre), qu'aucun membre du gouvernement provisoire ne briguera le poste de président ou de vice-président. Le document publié le 1^{er} octobre ne fait aucune mention d'une interdiction formelle pour les officiers de participer à des événements de natures politiques ou de remplir des fonctions civiles, en conformité avec ce qui a été formulé par le même programme du « Colonel Montagne » ayant servi de brouillon au manifeste du 6 septembre. La participation des officiers dans la vie politique, en général, reste donc *a priori* ouverte, même s'il est répété qu'aucun membre de la « révolution » ne milite dans un parti. L'absence d'activité politique des officiers n'est donc ni un vœu ni un impératif, mais un fait.

Le concept de « démocratie » est employé sans plus lors de la rédaction des manifestes, même s'ils mentionnaient une vague forme de corporatisme national-populaire. Dans d'autres contextes postérieurs au 6 septembre, Uriburu et son entourage reviennent sur « ce beau mot » qui semble plutôt, dans leur bouche, rimer avec un corporatisme élitiste.

Carlos Ibarguren, dans le même document que précédemment (Ibarguren, 1930), verse à nouveau dans le corporatisme qu'il juge être un système apte à représenter avec succès la volonté populaire par le biais des corps de métiers (*gremios y corporaciones*). Suffisamment encadrées, ces structures peuvent prendre le relais d'une société individualiste vers une société collectivisée aux intérêts complexes, pour organiser la société de façon cohérente conformément aux exigences du carcan social.

Uriburu, dans un discours devant l'*Escuela de Guerra* (Discours à l'École de Guerre), met en garde contre les réflexes militaires de voir la « démocratie comme un élément dissolvant ». Le concept en lui-même n'est donc pas tabou aux premiers abords pour le dirigeant de la junte. Contrairement à Ibarguen, et en opposition à ce que son manifeste du 1^{er} octobre suggérait, le Général ne se fait pas l'apôtre du corporatisme. Dans sa bouche, la démocratie est sujette à redéfinition dans un pays où « il y a 60% d'analphabètes ». S'appuyant sur une théorie héritée d'Aristote, il conçoit la démocratie comme la gouvernance des masses par les meilleurs, chose impossible en Argentine étant donné que les meilleurs, c'est-à-dire les lettrés, sont minoritaires. Faisant appel aux enseignements de l'histoire, il argue que « les peuples étant parvenus à avoir une physionomie propre dans le monde, ce sont les minorités intelligentes qui ont gouverné et qui ont amené les grands peuples aux sommets à la hauteur où ils sont arrivés ». La démocratie d'Uriburu ne serait rien de plus qu'une aristocratie, c'est-à-dire un gouvernement d'une minorité éclairée. Cette conception élitiste du politique, qu'Uriburu continue de qualifier de démocratie, est maintenue dans une entrevue publiée la veille de son départ du palais présidentiel, le 19 février 1932 (Entrevu à J. M. Espigares Moreno). La démocratie, maintient-il, ne se fait pas en « bavardant » (*charlando*); elle ne s'est faite ainsi dans un aucun peuple. Reprenant sa vision « évolutionniste » de la démocratie de son discours à l'*Escuela de Guerra*, où à partir d'une étude « historique » il détermine les facettes que doit prendre la gouvernance, en phase avec sa réalité, Uriburu avance que « chaque époque a signifié un processus différent ». La démocratie croitra, mais en temps et lieu, à la façon argentine.

À cette étape de la recherche, il devient clair que le prétorianisme caractérise la vie politique sous Uriburu. Les officiers mobilisent du temps et de l'énergie pour débattre de la meilleure organisation politique pour l'Argentine, allant à l'encontre du professionnalisme tel que décrit par Huntington. Pourtant, si le professionnalisme semble déjà à ce moment une chose du passé, il est impossible de voir à ce moment l'existence d'un nouveau professionnalisme puisqu'il n'est stipulé à aucun moment que la politique doit être gérée par les militaires. Bien évident, aucune dictature militaire ne semble considérée, mais le postulat est plus profond: l'Armée, sous Uriburu, commente allégrement la vie politique argentine sans jamais affirmer que la politique est de son ressort ou que pour mener à bien sa mission sécuritaire elle doit l'incorporer dans l'étude scientifique de la guerre. Uriburu enterre le professionnalisme traditionnel sans pour autant annoncer le nouveau professionnalisme.

II. Agustín Pedro Justo : l'enlèvement prétorien d'un régime en quête d'identité

Le 20 février 1932, Agustín Pedro Justo (1932-1938), élu démocratiquement, assume la présidence de la République. Face au boycott des élections par les radicaux suite à l'exil d'Alvear et de nombreux dirigeants en réponse à une tentative de contrecoup par des loyalistes Yrigoyeniste en 1931, Justo triomphe grâce à l'appui de diverses factions conservatrices, le Parti Socialiste Indépendant (une branche rebelle du plus ample *Partido Socialista*) et la frange anti-Yrigoyen de l'UCR (Cattarunza, 2016, 158; Rock, 1991, 10). Devant lui ne se présente qu'une coalition de socialiste « orthodoxe » et de démocrates-progressistes (Rock, 1991, 11), tentant de constituer une opposition républicaine et de gauche modérée (Cattarunza, 2016, 159) qui n'aura réuni qu'un peu moins de 500 000 du

million et demi de votes exprimés (Rock, 1991, 11). Général, ingénieur de formation, ministre de la Guerre d'Alvear bénéficiant de contacts étroits avec certains secteurs radicaux (Cattarunza, 2016, 154) suggérant la thèse que, pour certains appuis du coup de 1930, les maux de la nation étaient plutôt imputables à la démagogie d'Yrigoyen qu'à la démocratie dans son acception la plus vague (Rock, 1991, 6), sa position ambiguë fait de lui l'unique président de la Décade Infâme à avoir effectué un mandat complet. Comme dans le cas d'Uriburu, le prétorianisme qu'il dirigera politise l'Armée sans jamais politiser la science militaire : malgré la longueur de son mandat, Justo, en six ans, n'est pas à l'origine du nouveau professionnalisme.

Au moment d'assumer le pouvoir, Justo compte positionner sa présidence dans la continuité de l'action entreprise par son prédécesseur, José Felix Uriburu. Dans le discours prononcé le 20 février 1932 au moment d'accéder au pouvoir (Discours du Général Justo 1), Justo se reconnaît « dépositaire des espoirs (du) peuple et chargé par lui de continuer à diriger l'œuvre (qui a échoué au Gouvernement Provisoire) ». Au moment où la « Révolution, comme force et comme régime, disparaît totalement », il ne reste que le « triomphe de ses idéaux d'honnêteté, d'ordre, de justice et d'égalité ». Dans un second discours prononcé le même jour (Discours prononcé à la Casa Rosada), le président récemment investi reprend cet idéal d'ordre. Il appelle à l'unité dans l'espoir que « la paix que tous désirent soit une réalité ». En tant que président de la Nation, il demande « aux hommes de bien » de renoncer « à tout ce qui peut embraser ou perpétuer la haine et inciter à la violence », puisque « la violence cause la violence ». Celle-ci est l'arme de ceux qui « placent le bonheur du peuple dans la destruction de la société ». Au peuple argentin, il assure œuvrer

à « faire triompher sa volonté de vivre en paix, usant de manière modérée, mais ferme, les moyens légaux pour imposer l'ordre ».

Cette quête de l'ordre entamée le 6 septembre 1930 aura constitué le véritable fil d'Ariane de la gestion de Justo. En effet, dans un discours devant le Congrès (Information extraordinaire 1), il remémore la profonde crise qui traversait la République. « À peine arrivé au pouvoir », le gouvernement Justo « a présidé la grande œuvre cherchant à rendre la sérénité aux âmes ». Face aux « grandes exigences du moment », où « une vague de violence agite les esprits et émeut le monde », il est « plus que jamais nécessaire d'en appeler à la sérénité, la raison et le désintéret de tous. »

Malgré une attention somme toute moindre que sous le gouvernement provisoire, le discours sur l'ordre est toujours cultivé et entretenu chez Justo, servant, en quelques sortes, de relais entre sa gestion et celle de son prédécesseur Uriburu.

La passation de pouvoir était plus qu'un évènement symbolique. Justo, le jour de son investiture, reconnaît la filiation entre son pouvoir et celui d'Uriburu, porté par les urnes et entaché de prétorianisme. Pour espérer « être digne d'une si haute confiance », il propose d'aller de l'avant avec les projets de réformes de la Constitution « afin d'éviter la répétition des causes qui ont perturbé si profondément le régime qu'elle fondait (la démocratie) ». Sans ces chantiers, « les autorités » peuvent « altérer dans son essence le régime de gouvernement que la nation s'est octroyé ». De quelles réformes parle Justo ? Dresser une liste exhaustive serait parfaitement vain, étant donné que tous les domaines sont concernés, de l'éducation, à la monnaie en passant par les infrastructures; autant d'indices que la Décade Infâme, encore dirigée par un gradé, aspire à beaucoup plus qu'une

simple restauration. L'armée veut gouverner et l'armée, dans les faits, modèle l'État et la Nation.

En premier lieu, si les projets de réformes constitutionnelles sont renouvelés, Justo insiste sur leur développement au sein du cadre légal de la constitution elle-même. Cette conscience légale est déclarée au moment de recevoir les pouvoirs et est réitérée lors de la dernière année de son mandat, lorsqu'il est répété que toute réforme sera soumise au Congrès. Si le projet politique de Justo peut à certains moments paraître peu clair, au-delà de l'élévation du « bien-être matériel », il faut souligner sa définition précise des secteurs concernés par l'action rénovatrice de son gouvernement. Il est intéressant de souligner la très grande attention à la culture politique dans le discours de Justo, le régime issu d'un coup d'État visant a priori qu'à mettre Yrigoyen hors-jeu plonge profondément dans des questions politiques, consumant le prétorianisme hérité d'Uriburu et qui mettra définitivement fin au professionnalisme.

Dans le même discours devant le Congrès, inaugurant la dernière session ordinaire sous sa présidence, le Général Justo disserte longuement sur l'état de la démocratie argentine. Si elle requiert « un haut niveau de culture, que même les peuples ayant atteint l'âge de la maturité politique n'ont pu entretenir », il s'agirait d'une « erreur de chercher le perfectionnement civique par le chemin de l'amélioration des lois et des institutions, sans remarquer qu'il faille y parvenir surtout par le biais de l'amélioration des coutumes et habitudes politiques. » Si cela explique par la suite, dans le même discours, l'importance accordée à l'instruction, Justo voit dans cette analyse « culturelle » de la démocratie la vanité, et le danger, d'améliorer la vie politique par un changement de système. Tout

régime sera entravé par les mêmes vices que sont l'ignorance, la fermeture, la haine et la misère « qui engendrent le retard politique ».

Ce contraste avec la politique d'Uriburu se concrétise dans la question du vote des analphabètes. Alors que le premier contemplait ouvertement sa suspension, Justo, devant le Congrès (Information extraordinaire 1), laisse la question en suspens et propose, au contraire, de faciliter l'accès à la culture et l'instruction. Si cette première inflexion mérite d'être soulevée, elle n'annonce aucune rupture avec la présidence antérieure. En effet, un Général siège encore à la *Casa Rosada* et héritant d'un projet qui se voulait a priori une simple restauration de l'ordre, il admet lui-même continuer la réforme de la vie politique argentine bien que ce soit résorbé la « révolution ». Plus que jamais, un régime porté au pouvoir par l'armée entreprend de lourdes réformes, bien au-delà de ce qui était sur la table le 6 septembre 1930.

La dichotomie posée par Justo entre la démocratie comme institution ou comme culture marque le ton d'une discussion sur ce qu'est « le pouvoir du peuple ». Si Justo prend bien le temps de clarifier sa pensée, parfois argumenté avec attention, l'intérêt de cette dissertation réside surtout dans le fait qu'elle traduit un changement d'attitude de la part du gouvernement. À l'inverse d'Uriburu qui comme nous l'avons vu défendait une démocratie aristocratique, fonctionnant selon un principe corporatiste et hostile aux partis politiques, Justo semble plutôt accepter la démocratie dans ses aspects les plus difficiles. Son commentaire, au moment d'assumer le pouvoir le 20 février 1932 (Discours prononcé dans la Casa Rosada au moment de prendre le pouvoir), affirmant ne vouloir tolérer « ni la tyrannie du capitalisme ni de l'ouvriérisme » indique le chemin d'une troisième voie plus conciliante. Cette vision plus ambitieuse de la démocratie est clairement exprimée par le

président lors d'un discours prononcé devant des membres de l'administration publique le 5 octobre 1937 (5 octobre 1937). Diagnostiquant le totalitarisme sévissant en Europe comme une tentative de surmonter le décalage entre les institutions et les troubles de l'époque, mais « possédant en son sein de graves maux », il insiste sur la nécessité de ne pas abandonner la démocratie. Il faut, pour la sauver, l'aider à s'adapter à une société complexe, beaucoup plus que ce qu'elle n'était sous l'individualisme du XIXe siècle. Justo maintient donc la nécessité de garder en vue ce qui est vu comme essentiel, ne pas se défaire de ce régime et s'efforcer de le réadapter aux exigences de la nouvelle vie économique, politique et sociale.

Devant le Congrès (Information extraordinaire 1), il décrit la démocratie comme un régime imparfait, mais exigeant, « indispensable pour la signification de l'homme ». Consolider la République, requiert « élever le niveau de l'action politique » qui concrètement passe par « abandonner la violence verbale, qui avec le temps prépare le terrain de la violence physique ». Plus important encore, il faut « arriver, si non à la collaboration entre adversaire- si commune dans des pays de culture politique élevée- au moins à la suppression de l'obstruction délibérée et la déformation intentionnelle des faits et objectifs des adversaires avec des fins subalternes ».

Cet appel à l'unité, ou du moins à une sorte de trêve, qui avait ouvert sa présidence lors du discours d'investiture, sert de rédemption à un secteur pourtant malmené par le discours d'Uriburu : les partis politiques. Devant le Congrès (Information extraordinaire 1), Justo invective les partis qui « tant qu'ils ne sont pas de véritables écoles de civisme où le peuple peut s'illustrer et discuter les idées et considérer des problèmes concrets, il ne peut y avoir aucun espoir de progrès dans la culture civique. » Il reprend son plaidoyer en

les accusant de vouloir le pouvoir cyniquement pour le pouvoir lui-même. Loin de leur faire des compliments, son jugement se démarque particulièrement du groupe d'Uriburu qui les voyait comme un obstacle clair à la vie politique.

La Décade Infâme, du moins au cours des premières années couvrant les mandats d'Uriburu et Justo, se caractérise avant tout par un prétorianisme endémique. Reprenant la thèse de Perlmutter (1977), le prétorianisme s'appuie sur deux piliers. En premier lieu, pour qu'il y soit un prétorianisme, il faut un effondrement de l'exécutif, incarné dans la chute du pouvoir civil d'Yrigoyen au lendemain de la crise de 1930. En second lieu, le prétorianisme doit être témoin d'une implication active des forces armées dans la vie politique nationale. En Argentine, ce point est rendu évident par le coup d'État de 1930 : l'armée prend le pouvoir et est désormais maîtresse de l'exécutif à partir du moment où deux officiers deviennent présidents. Au-delà de ce constat, l'étude des documents entourant les événements de 1930 démontre clairement comment les officiers « font de la politique » dans le sens où ils débattent de questions constitutionnelles et théoriques, au détriment de leur préoccupation professionnelle et au modèle de séparation civico-militaire mise en place durant la démocratie. Le coup d'État de 1930 sonne donc le glas du professionnalisme à l'ancienne.

La question se pose néanmoins. Cette politisation des officiers et les longs débats auxquels ceux-ci s'adonnent ne sont-ils pas suffisants pour voir à ce moment déjà la naissance du nouveau professionnalisme? Les discussions de théories politiques et deux présidents-généraux, clairement prétoriens, ne font pourtant pas le nouveau professionnalisme. Premièrement, les officiers ne semblent pas vouloir conserver le pouvoir : cette politisation est temporaire, le simple temps de s'assurer que le radicalisme

est hors d'état de nuire. Deuxièmement, et de manière plus importante encore, sur le plan sécuritaire, l'Armée ne considère pas que les menaces que court la nation proviennent de l'intérieur. Il n'y a pas de front intérieur ni d'agents séditieux infiltrés dans la population civile comme le prétendront les officiers à la source du coup de 1943. Si la politique est débattue, l'objectif n'est en aucun de la considérer comme un élément clef de la science militaire. Le soldat voulant accomplir son devoir de protection, il n'est pas nécessaire d'étudier la politique. Néanmoins, le professionnalisme est profondément érodé, pour ne pas dire réduit à néant. Avec le coup de 1930, la voie est pavée vers le coup de 1943 et, par le fait même, vers le nouveau professionnalisme.

Chapitre 3 : Le coup d'État de 1943 et la filière espagnole

De 1930 à 1943

La Décade Infâme, comme unité historiographique, possède la double particularité d'être cernée par deux coups d'États et de constituer un régime militaire renversé par d'autres militaires. Pour l'étude historique portant sur un aussi court laps de temps (un peu plus de dix ans), genèse et fin se mélangent dans la succession rapide des événements. Le coup de 1930 semble déjà porter en lui les germes de sa dissolution. La tendance prétorienne de la vie politique argentine agit bien entendu comme inhibiteur, mais pour comprendre comment le régime de 1930 disparaît aussi violemment qu'il est né, il faut étudier au-delà des tendances de fond, les événements catalyseur du changement. Ainsi, il apparaîtra de plus en plus clairement comment le prétorianisme, face aux crises perpétuelles, érode le professionnalisme à l'ancienne. À partir de ce moment, une nouvelle solution s'avérera nécessaire à une frange des officiers argentins.

La répression

La Décade Infâme, au risque de souligner des évidences, est une période de répression politique en Argentine (Kalmanowiecki, 2000). Déjà, sous le court mandat du président putschiste Uriburu, il y eut des exécutions et des déportations « politiques » comme le souligne un journaliste lors d'une entrevue avec le chef de l'exécutif (Entrevu à J. M. Espigares Moreno). À cette violence politique sous Uriburu s'ajoutent la censure, la

torture et les purges dans les forces armées et la police (Kalmanowiecki, 2000, 1). Pourtant, à la suite du départ du Général, ces pratiques non seulement perdurent, mais elles se systématisent, faisant de la répression et de l'autoritarisme, non pas la politique d'un seul homme, mais bien le fonctionnement d'un système. En effet, l'ascension de Agustin P. Justo (1932-1938), malgré sa réputation de « presque civil », étant ingénieur de formation, ne va qu'entériner l'appareil de répression argentin (Kalmanowiecki, 2000, 2). À l'aune des exemples mentionnés précédemment, la violence politique n'a pas été inventée le 6 septembre 1930. La Semana Tragica (1919) et les troubles en Patagonie au début des années 20 ont démontré que déjà civils et militaires étaient prêts et capables de faire preuve de violence. L'innovation du régime de la Décade Infâme consiste en l'élaboration d'un réseau d'espionnage (Kalmanowiecki, 2000, 3) avec l'identification de « l'ennemi » avec, précisément, les radicaux et les communistes. Cette intensification de l'autoritarisme argentin n'est possible qu'avec une « politisation » de la police (Kalmanowiecki, 2000). Pour ce faire, sous Justo, la surveillance, effectuée par la police, est centralisée et préventive (Kalmanowiecki, 2000,7). Les principales victimes sont les militants de l'UCR et les officiers « loyalistes » de l'armée n'ayant pas accepté le renversement d'Yrigoyen. Les conspirateurs suivis, écoutés et observés, leurs tentatives de soulèvement décrit plus haut et mentionné par l'auteure plus haut (Kalmanowiecki, 2000, 8) ont ainsi pu être déjouées. Fortement impliqué dans cette mission de surveillance, le renseignement militaire est mobilisé et invité à collaborer avec les forces policières, afin de prévenir « l'avancer du communisme ou un retour des radicaux » (Kalmanowiecki, 2000, 8). La collaboration entre militaires et policiers dans des missions de surveillance domestique, la hiérarchisation de ces missions depuis le sommet de l'État, du bureau du président, passant

par le ministère de la Guerre, et l'extension de la définition de l'extrémisme et sa criminalisation (Kalmanowiecki, 2000, 9) sont autant de signes du déclin de la professionnalisation des forces armées selon la définition de travail. En reprenant les propos de Stepan, les forces armées, sous le mandat de Justo, se sont détournées de leur but premier, la surveillance des menaces externes, pour consacrer de plus en plus de ressources au contrôle du front interne. Il y a donc déjà sous Justo une grave fissure dans le professionnalisme des forces armées: ses ressources sont employées à des fins politiques, notamment pour affermir sa main mise sur l'exécutif.

Ce dernier élément est très important, mais il ne suffit pas à lui seul pour voir dans le régime de la Décade Infâme, visiblement autoritaire, l'apparition du nouveau professionnalisme. L'appareil de répression est certes systématisé, mais non pas généralisé. Il y a là au mieux un « protonouveau professionnalisme », même s'il manque d'importants éléments de la nouvelle doctrine, allant de la nouvelle mystique militaire des franquistes à la formulation d'une doctrine de sécurité intérieure. Si les pratiques de Justo sont loin d'être démocratiques, elles sont confinées à un ennemi politique identifié aux radicaux, eux-mêmes vaguement associés aux communistes, et non pas généralisées à la population entière dans un front intérieur indéfini comme ce qui est observable en Espagne, durant la Guerre civile. De même, la politisation de la science militaire ne semble pas encore élevée au rang de doctrine de la même façon que les officiers du coup de 1943 le feront. La politique n'est pas encore une facette de la science militaire.

Une ouverture : Ortiz

Malgré cette dégradation profonde du professionnalisme, il faut noter que ce processus n'est pas uniforme. Il importe, à cet égard, de noter au moins une tentative réelle

de préserver le professionnalisme des forces armées. La présidence de Roberto Marcelino Ortiz (1938-1940) fait office de rupture. Premier civil à détenir la plus haute magistrature depuis l'action d'Uriburu, sa volonté de nettoyer la politique argentine détonne face à la fraude endémique qui sévissait alors. Loin d'être un accident de parcours, la candidature d'Ortiz a été promue par Justo lui-même. Inéligible à sa propre réélection, il a désigné le civil comme « gardien », maintenant son héritage durant 6 ans, quitte à le contrôler lorsque nécessaire, avant de se représenter (Potash, 1982, 156). Au-delà de la réduction du président civil à un rôle de pion au service de Justo, la candidature d'Ortiz se place dans la continuité des dernières années. Député radical sous Yrigoyen qu'il a répudié au moment de la scission de l'UCR entre pro et anti-Yrigoyen, il a été ministre sous Alvear et sous Justo. À cet égard, son pédigrée de « libéral-conservateur » est impeccable, lui qui est en faveur de la démocratie, mais allergique aux excès populistes du président déchu (Rock, 1991, 38). Grâce à la fraude qu'il jure détruire, il entre à la *Casa Rosada* inscrit sur le billet qu'il partage avec Ramon Castillo, chef conservateur, ministre de Justo et doyen de la faculté de droit de l'Université de Buenos Aires, issu de l'oligarchie terrienne d'une des provinces les plus sous-développées, Catamarca (Rock, 1991, 38). Cette cohabitation difficile est à l'image de ce qu'est devenue la coalition régnante : un fossé séparant les réformistes des réactionnaires (Rock, 1991, 38)

En parallèle d'une tentative sérieuse de démocratisation de la vie politique argentine, déclarant la guerre à la même fraude lui ayant permis d'accéder au pouvoir, quitte à intervenir dans les provinces frauduleuses, Ortiz a essayé de ramener l'armée dans le giron du professionnalisme (Potash, 1982, 160). Ayant abandonné le soutien des conservateurs en même temps qu'il a manifesté son désir de démocratiser la vie politique

argentine, Ortiz a dû chercher de nouveaux appuis, dans un premier temps du côté des radicaux avant de chercher à étendre sa base aux forces armées. Ce choix reposait en grande partie dans les fondements mêmes de la Décade Infâme : étant le premier civil à exercer la présidence depuis le renversement d'Yrigoyen, Ortiz se devait de faire preuve de prudence à l'encontre des forces armées (Potash, 1982, 158). Une grande partie de sa courte gestion consista à s'allier l'armée. À peine arrivé au pouvoir, il fait augmenter le budget militaire déjà assez conséquent, signé par son prédécesseur Justo, permettant l'expansion de l'armée de terre et de l'air en plus de faciliter l'achat d'armes à l'étranger (Potash, 1982, 160). Cette augmentation du poids de l'armée est venue avec « la plus ample réorganisation de la structure de commandement (*mando*) réalisé depuis 1905 et d'importantes innovations dans la préparation professionnelle des officiers » (Potash, 1982, 160). Ce dernier point, d'importance pour le propos de la recherche en cours, touche principalement la formation des officiers avec l'ajout d'une année supplémentaire de niveau collégial pour l'enrôlement des nouveaux officiers, et la nécessité pour les gradés de suivre plus de formations durant leur carrière (Potash, 1982, 162).

Comme le souligne Potash (1982, 162), ces efforts auraient pu raisonnablement mener à l'augmentation de l'influence d'Ortiz sur les officiers sur le long terme. Or, la situation délicate du président nouvellement élu requiert une action plus immédiate. Les interventions d'Ortiz dans les processus de nomination de fin d'années, plus lourde que d'habitudes, ont toutes en commun la désignation d'officiers aux opinions dites modérées et qui, particularité capitale, se sont opposés au coup d'État de 1930 (Potash, 1982, 165). En fait, l'attitude d'Ortiz peut se résumer au traitement réservé au Général Molina. Celui-ci a fomenté une tentative de coup d'État contre Justo qui, en contrepartie, s'est montré

particulièrement magnanime envers lui. Ortiz investi, Molina organise un banquet avec des députés radicaux sans l'aval d'une autorité supérieure. Cet incident, un discours apologétique de la « révolution de 1930 », et un accrochage avec le président à propos des limites du professionnalisme, Molina niant l'existence d'une telle limite, ont été suffisants pour signer la fin du mandat de Molina comme Directeur des ingénieurs (Potash, 1982, 162-163), indépendamment de sa couleur politique.

Le numéro d'équilibriste auquel s'est adonné le président Ortiz cherchait à restaurer la démocratie, en s'assurant de la loyauté des officiers. Pour ce faire, le président a soufflé le chaud et le froid, augmentant les budgets militaires tout en intervenant dans la hiérarchie et la formation afin de s'assurer la dépolitisation des forces armées. Cette parenthèse démocratique se referma avant l'heure, les problèmes de santé du président le forçant à démissionner en 1942. Le vice-président Castillo le remplace et forme son cabinet en 1941 (Cattarunza, 2016, 171). La mort d'Ortiz en juillet 1942 sonnera le glas de l'espoir démocratique (Cattarunza, 2016, 171).

L'écroulement : la Guerre

Un autre enjeu viendra complètement remettre en question l'équilibre précaire de la politique argentine et du rapport entre militaires et civils, lors de la Décade Infâme. La Seconde Guerre mondiale, en Argentine, changera complètement les allégeances entre les diverses factions. Le clivage entre alliés, neutralistes et pro-axes, éclipsera complètement les autres enjeux et exacerbera les divergences entre civils et militaires jusqu'au coup d'État du 4 juin 1943. L'objectif ne sera pas de résumer le conflit ni d'expliquer la neutralité argentine qui a fait couler beaucoup d'encre dans la communauté d'historiens. Les

prochains paragraphes n'ont pour vocation que de rendre compte des nouvelles modalités du bras de fer opposant civils et militaires.

La neutralité argentine n'a pas été le seul fait des nationalistes conservateurs, cette position ayant été aussi défendue par les milieux progressistes anti-impérialistes. À l'inverse, et de manière quelque peu surprenante, certains conservateurs favorables à la fraude électorale étaient sympathiques à la cause alliée pourtant défendue par les démocraties (Cattarunza, 2016, 209). La Seconde Guerre mondiale a donc, à cet égard, transcendé la politique argentine et forcée des rapprochements quelque peu contre nature. La rapidité avec laquelle les allégeances changent, et la modification du comportement de certains acteurs dans une situation chaotique contribuent au sentiment de confusion de la communauté d'historiens (Cattarunza, 2016, 178). Dans ce contexte un enjeu en particulier est capital pour la thèse. La guerre complique profondément l'acquisition d'armes pour l'Argentine. Cette rupture de la chaîne d'approvisionnement contribuera à l'augmentation du sentiment de frustration des officiers vis-à-vis du régime en place et invitera de plus en plus de gradés à repenser la relation entre civils et militaires.

Le conflit international joue en trame de fond à la lutte pour le pouvoir que la maladie et la disparition d'Ortiz ont provoqué, avec chaque groupe tentant de chercher du capital politique à l'étranger pour tenter de renforcer sa position à domicile (Potash, 1982, 185). Les États-Unis ont très bien compris cette dynamique. La stratégie américaine, vis-à-vis de Buenos Aires, après l'attaque de Pearl Harbour, est assez linéaire. Officiellement, l'Argentine est neutre (Rock, 1991, 47). Depuis Washington, il est prétendu qu'au plus profond le tempérament argentin est sensible à la démocratie et favorable à la cause alliée. Seule la présidence du conservateur Castillo censure les Argentins, ne pouvant exprimer

leur véritable voix sur la scène domestique et internationale, c'est-à-dire plaider en faveur des alliés et de la démocratie. Retirer Castillo, selon le calcul américain, permettrait à Buenos Aires de suivre sa diplomatie authentique et rejoindre le conflit du côté des démocraties et donc des Américains (alors que le *Foreign Office* affirmait que l'Argentine resterait neutre, peu importe le résident de la *Casa Rosada*).

Comprenant que l'armée est un véritable « faiseur de rois », la diplomatie du Département d'État consiste dans les mois suivants à rendre la politique de neutralité la plus couteuse possible pour les forces armées dans l'espoir de faire comprendre aux officiers que leur intérêt réside dans la déclaration de guerre aux forces de l'Axe (MacDonald, 1980). Autrement dit, les États-Unis veulent provoquer les officiers argentins pour les inviter à se retourner contre l'exécutif et que le *Campo de Mayo* pousse Buenos Aires dans le camp des démocraties : mélangeant carotte et bâton, on punit l'armée argentine qui tolère la neutralité et on promet une récompense si elle abandonne cette voie. Dans le but d'aliéner les forces armées à Castillo, Washington cherche alors à frapper où cela fait le plus mal. Un embargo est décrété sur la machinerie lourde, le pétrole et le crédit (Rock, 1991, 49) afin de rendre impossible la constitution d'une base industrielle nécessaire au développement d'un secteur de l'armement (Cattarunza, 2016, 249). Alors que les États-Unis fournissent des prêts avantageux et des armes au Brésil, un rival traditionnel de l'Argentine (Rock, 1991, 48), Buenos Aires est victime d'un embargo touchant aussi l'armement, renforçant les inquiétudes profondes des officiers (Macdonald, 1980). La neutralité argentine, sous pression américaine, est donc de plus en plus couteuse pour les officiers du *Campo de Mayo*.

L'écroulement : le GOU face à Castillo

La gestion de la guerre par le président Castillo, insistant pour maintenir la neutralité, devient de plus en plus insupportable pour l'armée lorsqu'elle remet en question son autonomie, pour ne pas dire sa survie, dans les domaines de l'armement et de l'industrie. Les officiers vont donc se voir obliger de contre-attaquer pour protéger l'intégrité et le fonctionnement vital de leur corporation. Le *Grupo de Oficiales Unidos* (GOU) (Potash, 1982, 267), voit le jour lors de réunions préliminaires, en 1942 (Potash, 1982, 268) et au début de 1943 (Potash, 1982, 267) à la fois pour se prémunir contre un soulèvement communiste et contre l'entrée en guerre sous pression externe, tout en ravivant un sentiment de solidarité au sein du rang des officiers. À mesure que les mois passent, le GOU servira de plus en plus de relais à la frustration de voir la politique gagner en importance dans les rangs de l'armée, surtout depuis l'ascension de Castillo (Potash, 1982, 268). Le GOU se constitue donc comme le rempart protégeant l'armée des assauts civils.

Cette offensive trouve son sens dans la gestion du vice-président devenu président Castillo. En dépit du court laps de temps depuis son ascension à la plus haute charge de l'État, avec la constitution d'un premier gouvernement, en 1941, Castillo va tenter de renverser les efforts initiaux d'Ortiz pour professionnaliser l'armée. Ce dernier, il est nécessaire de le rappeler, avait tenté de la protéger de toute considération politique pour maintenir au maximum la professionnalisation du corps d'officiers. Son successeur, lui, s'évertuera d'accomplir strictement l'inverse. Potash (1982, 263) décrit les mains tendues de Castillo comme une « utilisation partisane » de l'armée. En effet, le président demande aux officiers de signer des déclarations d'appui au candidat « officiel » à sa propre succession, Patron Costas. Pire encore, le chef de l'exécutif a pris l'habitude de « sonder »

les militaires afin de savoir si, comme le cas semblait se présenter, dans le cas d'une opposition du gouverneur de la province de Buenos Aires à la candidature de Patron Costas, héritier désigné de Castillo en période de fraude, l'armée serait prête à intervenir pour renverser l'autorité provinciale et sécuriser le projet présidentiel (Potash, 1982, 263). Castillo n'attendait même pas, dans certains cas, que des candidats soient désignés « officiellement », pour les présenter comme tels aux officiers lors d'évènements réunissant civils et militaires (Potash, 1982, 263). Ces procédés exaspéraient les sphères militaires et démontrèrent à de nombreux officiers la nécessité de défendre l'intégrité de la corporation. Cette opposition à Castillo possède la particularité de transcender les clivages politiques, unissant libéraux et conservateurs (Rock, 1991, 51), rapprochant pro-axe et pro-alliés au sein des forces armées (Potash, 1982, 263).

Malgré cette désunion apparente, faisant côtoyer un officier proche de l'Yrigoyenisme honni depuis 1930 et, par exemple, un nationaliste ayant tenté de renverser Ortiz, le seul président minimalement démocrate depuis la chute d'Yrigoyen (Cattarunza, 2016, 248), les questions de sécurité nationale serviront de ciment aux officiers opposés à Castillo. Le rejet de Castillo représentant le prétexte des réunions, le GOU devient le terrain désigné pour la réflexion entourant les questions sécuritaires (Cattarunza, 2016, 249). Rapidement, les deux éléments mentionnés précédemment, l'ingérence de Castillo dans la hiérarchie militaire, et le coup de la neutralité imposé par Washington se fondent ensemble. Le premier acte de la chute de Castillo s'ouvre sur la question de l'armement, celle-ci se faisant de plus en plus pressante lorsqu'un officier pro-allié tente de convaincre Castillo de parvenir à un accord avec les États-Unis pour développer les capacités défensives. Le président ayant refusé, le GOU se détourne des canaux conventionnels et se rabat, pour

faire avancer ses intérêts dans le dossier de la défense, sur les actions « à la marge de la chaîne de commandement » (Potash, 1982, 270).

Plus globalement, la défense est désormais rehaussée d'un versant économique, plaidant pour une plus importante intervention étatique et une politique d'industrialisation. De même, à la vue de la proportion croissante de conscrits retournés, ne remplissant pas les standards les plus élémentaires d'éducation et de santé pour accomplir le service militaire, les questions sociales sont intégrées dans la réflexion sécuritaire. Par ailleurs, de nombreux officiers, constatant l'ampleur du conflit social, prônent l'élaboration d'un projet de réconciliation politique sans lequel l'unité nationale, pourtant si nécessaire aux capacités défensives de l'État, serait gravement entravée (Cattarunza, 2016, 249). Dans ce contexte, l'extension du concept de défense nationale, cher aux yeux des gradés, augmente les points de tensions entre l'exécutif et le *Campo de Mayo*. Comme dans la question de l'armement et de l'embargo américain, la politique de l'exécutif, qui appelle un réflexe d'autodéfense dans les rangs de l'armée, est jugée comme une entrave de taille à l'accomplissement de la mission sécuritaire. L'opposition à Castillo devient donc à la fois une question sécuritaire, pour la nation, et de survie, pour l'armée.

Les questions sécuritaires se faisant de plus en plus aigües, la gestion de Castillo apparaît clairement comme une menace à l'intégrité de la nation, un choc externe à l'organisation qui nécessite un nouveau paradigme. Pour les officiers du GOU, il devient clair que laisser la politique aux civils présente une grave entrave aux fonctions martiales. Au-delà de cette réaction, il a été vu comme le complexe de sécurité nationale chez les officiers a été étendu jusqu'à englober des compétences civiles. De voir comment les civils

et leur politique, qualifiée à souhait de désastreuse, empêchent les officiers de travailler convenablement, ceux-ci comprennent que la politique est désormais de leur ressort.

Pourtant, au courant des réunions préliminaires du GOU, les discussions ne tournaient aucunement autour de questions politiques (Potash, 1982, 273). La loge n'avait aucune volonté de mettre fin au mandat présidentiel de Castillo ou de freiner les ambitions de Patron Costas. De toute façon, le groupe n'avait pas les moyens de ses ambitions, les membres du groupe n'ayant aucun mandat de troupes, confinés à des fonctions purement bureaucratiques (Potash, 1982, 274). Comment expliquer que quelques mois après la première réunion du groupe en mars 1943, le GOU renverse alors le président Castillo?

Le choc

Deux mouvements politiques de la part de Castillo vont précipiter sa propre chute. En premier lieu, la désignation de Patron Costas qui avait tout pour déplaire quoique pour des raisons différentes dans un système frauduleux revenait à le désigner président (Cattarunza, 2016, 244). Autoritaire, membre de l'oligarchie, propriétaire d'exploitation sucrière reconnue pour ses conditions difficiles, Patron Costas avait tout d'un candidat impopulaire (Cattarunza, 2016, 244; Rock, 1991, 51). Pour l'armée, sa nomination cavalière à la succession de Castillo dans une scène digne du plus pur *pronunciamiento*, décrit plus haut, a certainement froissé la sensibilité des officiers. Cela est sans compter sur le fait que Patron Costas était réputé, par les cercles de l'Axe et des démocraties, comme proche des Alliées et des Britanniques (Potash, 1982, 260, 265), ce qui ne manquait pas de rebuter la frange nationaliste et neutraliste des forces armées (Cattarunza, 2016, 244), qui a été rejointe par les officiers de tendances démocrates et désirant le retour à des pratiques politiques plus saines (Cattarunza, 2016, 244). L'armée

ne voulait donc pas se retrouver à défendre un candidat impopulaire dont, au fond, elle ne voulait pas, autant pour sa politique domestique qu'étrangère.

En second lieu, et de manière plus immédiate, le renvoi du ministre de la Guerre Pablo Pedro Ramirez, membre du GOU (Rock, 1991, 53), sous prétexte d'une rencontre avec des membres de l'Union Civica Radical où il aurait accepté d'être le candidat présidentiel du parti (Potash, 1982, 276) consumera la colère du GOU. Ramirez, en tant que ministre et membre du GOU, agissait comme « infiltré » pour le groupe d'officiers, tâchant d'influencer le gouvernement depuis l'intérieur. Sans cet accès privilégié, le GOU était certain de perdre tout espoir de faire renoncer à Castillo l'idée de la candidature de Patron Costas (Potash, 1982, 278). Cette mise à pied sera l'élément déclencheur d'un coup d'État presque improbable que la nomination de Patron Costas préparait (Rock, 1991, 51).

Que ce soit pour barrer la route à Patron Costas ou pour paver la voie à Ramirez, chaque faction de l'armée voyait l'occasion de réaliser ses propres ambitions en participant au coup d'État (Potash, 1982, 277). Une fois Castillo chassé, chacun des membres de la coalition hétéroclite pouvait se sentir parfaitement satisfait du déroulement des opérations quoique pour des raisons différentes. Les insatisfaits contre la politique étrangère de Castillo pouvaient voir le coup d'État comme l'occasion de mettre fin à la neutralité (Potash, 1982, 283; Cattarunza, 2016, 245), que d'autres membres du GOU étaient prêts à défendre à tout prix (Potash, 1982, 283). L'occasion était, pour d'autres, de renouer avec la démocratie (Cattarunza, 2016, 245). Dans tous les cas, Castillo a été chassé du pouvoir le 4 juin 1943 quelques heures seulement après le soulèvement (Rock, 1991, 51), et avec lui la Décade Infâme.

L'histoire est écrite par les gagnants : le coup de 1943 raconté par ses auteurs

Avec le coup du 4 juin 1943, et la longue crise opposant militaire et civils dans la décennie antérieure, l'armée argentine va redéfinir ses fonctions, donnant voie à un nouveau professionnalisme. Ce changement s'impose suite à plusieurs décennies de prétorianisme, sous la démocratie (1916-1930) puis sous la Décade Infâme (1930-1943). Au cours de ces décennies, civils et militaires n'arrivent pas à surmonter les problèmes de la République de la Plata et aucun groupe ne parvient à s'emparer du pouvoir de manière solide. Malgré des efforts sérieux pour professionnaliser l'armée, les conflits internes empêcheront la conclusion de ce cycle que les velléités autocratiques ont renversé et que des exécutifs incertains n'ont pu imposer. Le professionnalisme n'était pas complété que déjà il était interrompu, puis déconstruit. La fin du régime de la Décade Infâme annonce une nouvelle philosophie militaire dans l'espoir de transcender les vieilles rivalités paralysant le pays. La chute de Castillo peut aussi être vue comme la consécration d'un mouvement inauguré en 1930, mobilisant de plus en plus les forces armées dans la politique, consciente avec les années de ses intérêts et de sa différence, à entretenir, avec le pouvoir civil. La principale opposition entre 1930 et 1943 réside toutefois dans la formulation claire et concrète du projet politique des forces armées. Après une gestation de plus de 13 ans, l'armée donne naissance au nouveau professionnalisme le 4 juin 1943.

A priori, une première lecture des documents des officiers ayant pris part au coup du 4 juin 1943 surprend. Il semblerait que la situation en Argentine n'a connu aucune amélioration malgré l'action du Général Uriburu le 6 septembre 1930. Pire, elle semblerait

s'être détériorée. La démocratie, ou du moins le règne d'Yrigoyen avait dû être interrompu à cause de son caractère corrosif et anarchique. En 1943, le coup prend une tournure morale jusque-là absente. La Décade Infâme ne menace pas que les simples institutions, mais bien la fabrique même de la nation.

Dans un manifeste, les Forces armées lamentent une jeunesse livrée à elle-même dont on prive d'un enseignement vertueux, tourné vers l'amour de Dieu et de la patrie (Forces armées). L'espoir de 1930 a été enterré sous un pesant édifice de corruption, de vénalité et de fraude, allant jusqu'à faire tomber la justice de son piédestal (Forces armées). Absence de justice et le rapt comme unique politique économique ne sont qu'autant d'avatars d'un État travaillant pour ses fonctionnaires, et non l'inverse, comme le relève Pedro Pablo Ramirez, désormais deuxième président de la junte de 1943 (Discours public), remplaçant en quelques jours le golpiste Rawson et son cabinet jugé trop sympathiques à l'Axe (Cattaruzza, 2016, 246). Dans des documents internes au GOU, toujours à l'œuvre même après le coup, les officiers font le même diagnostic. La loi a été pervertie pour devenir l'instrument par lequel les politiciens servent leur propre intérêt (GOU, situation interne). L'État sert de fonds d'investissement pour les fonctionnaires vénaux alors que la patrie ne suscite aucun respect (Perlinger), pendant que la « corruption morale » s'est élevée au rang de « système » (Forces armées)

Ce portrait n'est pas si éloigné du discours Uriburiste, malgré une moralisation plus marquée. La véritable innovation des protagonistes de 1943 se situe au niveau de la crise sociale absente des publications antérieures. Contrairement à 1930, le coup d'État possède une dimension socio-économique avouée.

En effet, le « capital » pille la nation avec la complicité d'une frange de « l'élite économique », interdisant à la nation de se relever économiquement (Forces armées). Malgré la déception des officiers face à l'incapacité du « capital » de trouver un accord permettant de rémunérer de manière satisfaisante ses employés, le régime de 1943 ne se dit pas pour autant opposé au patronat. Perlinger, un officier pro-allemand et ministre de l'Intérieur sous Ramirez qui réduit les communistes et les libéraux à la même entité nuisible (Potash, 1982, 322), affirme qu'il est impossible pour l'armée d'antagoniser ceux « qui donnent des emplois à des millions d'hommes » (Perlinger). Le problème, lorsque adressé publique, n'est donc pas tant le capital en lui-même que les décisions de celui-ci. Idéologiquement, il n'y a aucune raison de s'opposer aux barons de la finance; l'adversité surgit sur le plan pratique lorsque ceux-ci ne collaborent pas avec les plans sociaux du régime de 1943.

Le président Ramirez relève les symptômes de ce manque de collaboration, pour ne pas dire sabotage économique, au sein de la population lorsqu'il s'adresse au corps d'officiers (Ramirez, 7 juin 1943). L'analphabétisme, la mauvaise distribution du travail et l'accès inégal aux richesses nationales, qui sont pourtant, selon son jugement, le bien de tous, ne font que précipiter la désintégration totale de la société (Ramirez, 7 juin 1943). Le GOU, dans le confort de l'entre-soi, se fait plus éloquent. Les « capitalistes » font leurs gains, les intermédiaires exploitent les producteurs et les consommateurs, les grands producteurs terriens s'enrichissent « au prix de la sueur du paysan », pendant que les employés de la bureaucratie profitent de leurs bonnes paies. Pendant ce temps, « les pauvres ne mangent pas, ni se chaussent, ni s'habillent conformément à leurs besoins »

(GOU, situation interne).⁷ « Tel est le panorama. Le politicien au service du spéculateur, des compagnies étrangères et du commerçant juif (sic) et l'exploiteur déconsidéré » (GOU, situation interne).

À l'anarchie déplorée précédemment, s'ajoute ici l'injustice économique que les autorités tolèrent quand elles ne sont pas elles-mêmes directement responsables.

La situation en 1943 ne serait, à la lecture des documents, qu'une répétition, mais en pire de la crise de 1930. La dégradation généralisée, malgré une touche sociale, répond somme tout à la même logique : le chaos ruine la nation. Par contre, les antagonistes, cette fois-ci, sont à la fois plus menaçants, plus organisés et plus nombreux. Pour Uriburu, le risque était somme toute assez bien délimité. Le chaos, le désordre, qui avait motivé la sortie des casernes, était le fait d'Yrigoyen et de ses sbires, excitant les passions de quelques asociaux ou du moins se montrant incapable de les contenir. Le projet du 6 septembre 1930 visait, succinctement, à annihiler Yrigoyen et avec lui, presque naturellement, ces éléments perturbateurs. En 1943, 13 ans après les faits, la lecture de la situation sociopolitique des officiers putschistes est tout autre, et la menace d'origines diverses. À cet égard, la liste est longue. Conspire contre l'État et son armée, les francs-maçons (GOU, 1) vaguement identifiés à une organisation juive et internationale, le Rotary Club, accusé d'être un réseau d'espionnage et de propagande juif au service des États-Unis (GOU, 1). Ces ennemies de l'État peuvent avoir une couleur politique précise, auquel cas la menace est clairement identifiée du côté de l'URSS et du Comintern, ou bien aussi indéfinie qu'un « demi-million de terroristes employés par des entités étrangères (GOU, 2)

⁷ Tous les documents du GOU cité se retrouvent dans Potash, R. 1984. Peron y el GOU : Documentos de una logia secreta. Buenos Aires: Sudamericana

» et les « sinistres personnages mus par les passions les plus viles » (Forces armées). D'autres acteurs sont identifiés au fil des publications militaires. Journalistes, étudiants (Farrell, 6 juillet 1945) ou politiciens (GOU, situation interne), tous contribuent d'une forme ou d'une autre à la désintégration de la nation et tous partagent la même particularité d'être pilotés depuis l'étranger (Forces armées; Farrell, 6 juillet 1945; GOU, situation interne).

La situation n'est pourtant pas désespérée. La lecture des lignes de la main des officiers ayant participé à la journée du 4 juin 1943 identifie un acteur capable de sauver la Nation argentine d'un tel péril. Face à la menace du communisme internationale, ou de la franc-maçonnerie judaïque, seule l'armée, « représentation la plus authentique du peuple lui-même » (Ramirez, 7 juillet 1943) peut s'ériger en rempart contre le vice. D'emblée, lorsque l'armée met en garde contre « tous groupes, sectes, associations » qui « d'une manière ou de l'autre conspirent contre l'État », elle avance que l'institution martiale « ont été élu pour cette tâche (les connaitre) » « afin de ne pas être surprise par la dialectique qu'elles mettent généralement en action » (GOU, noticia 1). Ce rôle lui incombe contre cette « maladie » grâce au fait qu'elle ait trouvé « un vaccin immunisant » (GOU, noticia 2). Plus globalement, « les Forces armées de la nation, gardiennes fidèles et jalouses de l'honneur et la tradition de la patrie, de même que du bien-être, les droits et libertés du peuple argentin » jouissent d'un rôle de premier rang, « conscient de la responsabilité qu'elles assument devant l'histoire et la nation », ont décidé « de remplir le devoir de l'heure actuelle : imposant la sortie en défense des intérêts sacrés de la patrie » (Forces armées).

Il y a là bien entendu une justification du coup d'État du 4 juin 1943. Pourtant, ce rôle dépasse la simple journée du 4 juin 1943 et impose aux forces armées un éthos, voire une mystique. Ramirez, lors d'un discours devant les officiers, vantera « les véritables temples de vertus civiques » que sont « les casernes et navires » où « les Forces armées accomplissent avec abnégation et patriotisme un travail noble et anonyme » (Ramirez, 7 juillet 1943). Les actions, reprend le président Ramirez, de ceux siégeant désormais au gouvernement, « sont appuyé sur les forces morales de ceux qui (...) dirigent leur devoir sur les postulats immobiles de leur honneur austère, leur désintérêt et leur modestie, dépourvue de tout intérêt ou aspiration personnelle » (Ramirez, 7 juillet 1943), ne cherchant comme unique prix « la récompense morale qu'accorde la conscience lorsque s'est accompli le devoir imposé » (Ramirez, 7 juillet 1943). La préoccupation morale des officiers putschistes sera présente dans les communications jusqu'au dernier jour avant le scrutin présidentiel de 1946, lorsque le général Edelmiro Farrell, ministre de la Guerre (Potash, 1982, 299), vice-président (Potash, 1982, 321 sous Ramirez,) puis à son tour président, renvoie aux événements du mois de juin 1943 comme « un moment de crise morale » (Farrell, 23 février 1946).

Cette importante moralisation soulignée par des communications publiques possède son équivalent dans les communications internes du GOU. En effet, au fil de ces pages, il est stipulé que la situation impose désormais le maintien d'« un nouveau système pour purifier et restaurer les valeurs morales et les bonnes coutumes » et non plus adresser « une situation chaotique » (GOU, nouvelles bases pour le GOU). Ce changement de mentalité donnera lieu à une sorte de réécriture du *Prince* de Machiavel. Dans un communiqué du GOU, un auteur anonyme décrit les vertus nécessaires au chef pour diriger. Celui-ci doit

faire preuve de sens commun, de prudence et d'honnêteté, l'exhortant à mépriser la vie « confortable et les valeurs matérielles » (GOU, 16). Est infligé au soldat un code de conduite particulièrement rigoureux et exigeant étant donné qu'un « État sans moral (sans véritable doctrine morale, affirmée sans ambiguïté), finit par être un État sans moralité (de conduite dépravée) » (GOU, la situation internationale argentine).

Cette idéalisation des forces armées comme pilier moral de la nation se positionne sous l'égide d'une mystique héroïque. En effet, contrairement à ce qui pouvait se lire en 1930, les officiers du GOU font clairement référence aux héros de l'indépendance pour exalter l'âme militaire, héroïsme sans lequel l'armée ne serait « qu'une bureaucratie » (GOU, 14). Ramirez, dans les jours suivant le coup, invoquera « le souvenir de nos aînés » pour « stimuler nos efforts dans le but de réaliser (...) la construction de l'œuvre spirituelle, politique et économique (...) jusqu'aux grands destins que réserve le futur » (Ramirez, 7 juin 1943). Ce culte des héros n'a d'égal que celui destiné à Dieu et à la patrie (Ramirez, 7 juillet 1943), et renvoie principalement à la Guerre d'indépendance argentine, passage de l'enfance à la liberté de l'âge adulte (Wilkinson, 1943) et son héros, San Martin, père de la victoire contre la métropole espagnole, dont « l'exemple austère (...) illumine nos efforts et oriente sagement le destin de la nation. » (Farrell, 6 juillet 1945), impose « la mort (meilleur) qu'être esclave des étrangers » (GOU, 16).

Ce culte du héros et cette moralisation du soldat sont contemporains à une redéfinition du professionnalisme. Cette réflexion introduit deux nouveautés, rompant du tout au tout avec ce qui était attendu précédemment des forces armées, dans le professionnalisme dit « à l'ancienne ». En premier lieu, il y a un rejet de la vision de la guerre comme science. En second lieu, et de manière plus dramatique, la politique n'est

plus à proscrire des champs d'intérêt des officiers, mais bien au contraire le principal front sur lequel se concentrer.

La guerre, selon les officiers de 1943, n'est plus ce qu'en a fait Clausewitz c'est-à-dire une science. En effet, l'exaltation de la vertu guerrière exposée plus haut possède des implications professionnelles, ne redéfinissant l'armée non plus comme une discipline avec des règles et des méthodes, mais bien un éthos. La guerre perd son aspect rationnel (dans le sens de technique) et retrouve un aspect irrationnel et mystique. « Une armée, expose le GOU, ne se forme, ni se maintient seulement avec l'enseignement de la conduite. La formation de sa morale est toujours supérieure à tout autre facteur, puisque c'est la force motrice que lui donne une impulsion et l'âme qui la guide, même au moment où toute autre conception a failli. » (GOU, nouvelles bases pour le GOU). Autrement dit, les guerres se gagnent avec l'âme et la défense du continent, « aujourd'hui plus que jamais », requiert que les forces armées « soient animées d'un esprit de progrès marqué, d'une haute discipline et d'une solide organisation » (Ramirez, 6 juillet 1945). Reprenant une citation de Napoléon, déplorant les officiers sachant trop pour vaincre, le GOU part dans une longue tirade contre le militaire « bureaucrate » et « bourgeois », ayant une conception trop technique de la guerre, « jugeant tout par rapport au nombre de canon, possibilités et principe de l'art – qu'ils ignorent souvent eux-mêmes- quand ils ne parlent pas longuement des efforts hivernaux en montagne et dans la neige, pendant qu'ils se plaignent que le chauffage de leur bureau ne dépasse pas les 20 degrés » (GOU, 14). « Sans valeur morale, ce ne sont ni les canons ni les tanks qui peuvent sauver (ce qu'il y a à sauver), si on ne les emploie dignement » (GOU, 14). En dépit de tout professionnalisme, de tout « rationalisme », « la guerre continue d'être une activité d'homme avec énergie, intelligence,

enthousiasme, et, surtout, une activité d'armées avec de grandes valeurs morales » (GOU, 14).

Deuxièmement, alors que l'ancien professionnalisme confinait l'attention des forces armées vers l'extérieur et les frontières nationales, les officiers du GOU se consacrent presque exclusivement à la société argentine et l'ouverture d'un front intérieur. Contre les ennemis intérieurs, mais recevant leurs ordres de l'étranger, parfois depuis Moscou, quelquefois Washington, les officiers doivent répondre sur le terrain politique. Cette surenchère politique, de répondre aux ennemis internes sur leur terrain de prédilection, provient d'un choix pragmatique. Les organisations secrètes conspirant contre l'État étant du ressort de l'Armée (GOU, 1) il incombe à celle-ci de les connaître, pour ne pas dire de les infiltrer, afin « de ne pas être surpris par la dialectique que leur propagandiste met généralement en pratique » (GOU, 1). Cette nouvelle stratégie procède d'une relecture des guerres civiles européennes des dernières décennies, principalement de la très récente Guerre d'Espagne, et la Guerre civile russe. En effet, malgré l'affirmation, sur le plan théorique du moins, que l'armée ne doit pas agir sur le plan de la politique interne, elle doit rester vigilante (GOU, 2). L'attitude inverse, le refus de s'impliquer en politique, est ce qui a mené aux guerres civiles espagnoles et russes, et par conséquent « au péril rouge » (GOU, nouvelles bases pour le GOU). Il s'agit donc d'une « obligation moderne » pour le militaire de connaître la politique, non pas pour faire de la politique, mais bien se protéger contre les dérives de la politique moderne, qui mettent en danger l'existence même de l'État et de l'Armée (GOU, nouvelles bases pour le GOU). Sans ce redéploiement sur le front intérieur (« Le GOU agit avec une mentalité de guerre, alors nous nous préparons pour elle », GOU, 9), l'auteur anonyme met en garde contre « une situation identique à celle en Espagne »

sans spécifier s'il craint une guerre civile ou l'avènement d'une dictature (GOU, nouvelles bases pour le GOU).

Dans ce contexte, le coup d'État du 4 juin 1943 se justifie presque de lui-même : le GOU est « la seule solution patriotique devant la grave situation créée dans le pays » (GOU, 5). « La révolution a été, alors, une nécessité non pas imposée par l'Armée, mais imposée à l'Armée qui l'a réalisée » (Perlinger, 1944). « De cette manière, le pays ne peut espérer une quelconque solution parmi les ressources légales à disposition » (GOU, situation interne).

Autrement dit, lors du coup d'État de 1943, l'armée s'est dotée d'une nouvelle mission, politique et éthique, dépassant de loin la simple science militaire. Déjà avec le prétorianisme légué par Uriburu, et rendu évident avec la destitution de Castillo, chute l'ancien professionnalisme. Des ruines de celui-ci croient le nouveau professionnalisme. Les officiers s'attardent désormais longuement aux questions sociopolitiques, développent une conception mystique de la guerre et détournent leur attention des menaces externes vers les menaces internes. Contrairement à ce qui a été vu précédemment, la politisation de l'Armée qui, il est vrai, se laissait voir dans les années antérieures, la situation ici est beaucoup plus généralisée et profonde. Le GOU a la prétention de refonder l'armée jusque dans son « éthique ». Il voit son action comme un acte de guerre que l'ennemi externe agit depuis l'intérieur, téléguident les masses anonymes. Le membre du GOU assume pleinement la nécessité de « faire de la politique », c'est-à-dire, que le soldat moderne, dans son expertise de la violence, doit être au fait de la science, non plus uniquement martiale, mais bien politique! Le GOU nie la séparation entre science politique et science militaire, théorisant par le fait le nouveau professionnalisme. Ce changement complet de paradigme,

par ailleurs, n'a été possible que par la prise de conscience du « danger » que représentait la gestion civile. La conscience que le front est désormais interne et que la sécurité nécessite de se pencher sur les questions politiques proviendra pour sa part de l'Espagne récemment franquiste.

La filière espagnole

Le coup d'État de 1943, en Argentine, est principalement endémique. En effet, les causes ayant poussé les officiers du GOU à conspirer contre le régime de la Décade Infâme sont internes et pourraient se résumer à une décennie de lutte entre anciens et nouveaux professionnels. Le bras de fer, déjà chaudement disputé avant la chute d'Yrigoyen, opposait les tenants d'un pouvoir militaire à la botte des civils et les défenseurs d'une armée forte, maîtresse de la nation. Le 4 juin 1943 est donc une histoire argentine. Pourtant, le coup d'État dans son vocabulaire et son imaginaire n'a rien d'un phénomène strictement national. En fait, la lecture des communications publiques et privées des conspirateurs trahit une ressemblance frappante avec les propos tenus par les mouvances d'extrême droite européenne durant l'entre-deux-guerres. La première référence des officiers argentins, sous leur propre plume, est l'Espagne franquiste durant les années de la Guerre civile (1936-1939). La comparaison entre les officiers espagnols et argentins, loin d'être artificielle, est appelée par le GOU qui se sert du conflit espagnol comme boussole. De manière plus implicite, le GOU reprend, parfois littéralement, les schémas de pensée des franquistes et leurs expressions, sans effort d'adaptation au contexte argentin. Comprendre l'influence espagnole permet de comprendre la délicate limite entre influence et inspiration. De manière plus fondamentale, suivre la piste espagnole permet de démontrer

comment le nouveau professionnalisme argentin possède des échos dans l'Espagne franquiste. Par ailleurs, démontrer la connexion entre l'Espagne et l'Argentine, scrutée sous la loupe des théories de la diffusion, permettra d'ajouter une pièce à conviction au dossier de la diffusion des normes transnationales par les facteurs culturels. Le nouveau professionnalisme a été importé en Argentine grâce à sa connexion privilégiée avec l'Espagne.

La comparaison entre l'Espagne de la Guerre civile et l'Argentine de la fin de la Décade Infâme n'est pas accidentelle ni artificielle. Elle est désirée par les conspirateurs du Campo de Mayo et presque constamment entretenue. Cependant, elle n'est pas une originalité des seuls officiers du GOU. Le panorama intellectuel et culturel au bord de la Plata était déjà teinté d'ibérisme durant les années 1930. Décade de l'extension du nationalisme (Cattarunza, 2016, 200), de nombreuses plumes à la recherche des racines faisant croire l'arbre de la nation camperont leur position dans le catholicisme et l'héritage espagnole (Cattarunza, 2016, 200). Pour ces intellectuels, la composition « hispano-catholique » de l'Argentine faisait partie d'un héritage que les élites nationales se devaient de récupérer pour repousser le positivisme et les héritiers du « libéralisme-séculaire » dans ses avatars contemporains, le socialisme et le communisme (Teran, 2015, 231). Dans ce secteur de *l'intelligentsia*, « l'hispanophilie » se démarque des autres influences étrangères, à proscrire. À cet égard, l'impérialisme britannique, fortement présent en Argentine tout au long de son histoire, est vertement critiqué dans sa dernière incarnation, le traité commercial Roca-Runciman, jugé défavorable à la République australe et ouvrant la voie aux rapines de Londres tout en entravant son développement (Teran, 2015, 231-234). Certaines figures de l'histoire nationale sont passées en revue, en fonction de leur

nationalisme, telles que l'influent président Sarmiento (1868-1874), grand réformateur s'étant inspiré des modèles européens et nord-américains, jugé comme une « caricature américaine, mais sans la fierté, le potentiel et l'ambition » (Teran, 2015, 238). Ces influences étrangères, mélangées à l'immigration massive, étaient à l'origine du déclin « de l'esprit patriotique argentin », que seul un retour aux sources hispano-catholiques pouvait prévenir (Rein, 1997, 23). Les nationalistes argentins, en quête de l'âme nationale, dans les années 1930, vont donc se retourner vers les racines espagnoles.

Dans ce contexte, à droite comme à gauche, la guerre civile espagnole attire l'attention des Argentins. En effet, la ressemblance entre Buenos Aires et l'Espagne *ante bellum* force la comparaison et met en relief les propres défis de la nation sud-américaine : la modernisation, une constitution moderne avec un mode de vie traditionnelle, l'intervention des forces armées dans la vie politique, la relation entre l'Église et l'État (Rein, 1997, 17). Le conflit espagnol vient se greffer sur les clivages déjà existants en Argentine, forçant nombre d'intellectuels d'un camp comme de l'autre à prendre publiquement position (Cattarunza, 2016, 182). À droite, le franquisme est apparu à l'oligarchie et aux militaires comme étant dans le meilleur garant des intérêts de la nation, grâce à sa promesse de maintien de l'ordre, de protection des intérêts économiques, de défense de la souveraineté nationale face aux pressions nord-américaines et d'indépendance dans les questions de politiques étrangères (Rein, 1997, 18). De l'autre côté du spectre politique, le principal enseignement qui ressort de la Seconde République espagnole et la guerre civile subséquente, prône la pratique du Front populaire pour unir les forces de gauche, parfois très différentes les unes des autres, sous une seule bannière (Cattarunza, 2016, 235).

Les officiers argentins conspirant pour organiser le coup de 1943 œuvreront à l'intérieur des mêmes frontières intellectuelles. Après tout, comme le vante Ramirez lui-même, la « racine hispanique (...) s'est renforcée (en Argentine) avec l'apport amené par des hommes du monde entier » (Ramirez, 7 juillet 1943). Pour reprendre la métaphore que lui-même emploie, l'Argentine est le produit de la semence espagnole que les immigrants ont fait croître (à l'inverse de certains discours xénophobes), démontrant que l'attache à l'ancienne métropole est plus qu'intellectuel. Sentimentale, cette filiation est encore présente au début des années 40. Prônant une intervention de l'armée dans la vie politique argentine, les officiers du GOU mettent en garde contre l'attitude de certains officiers refusant « de faire de la politique » (« yo no me meto en politica »). En effet, selon le même document (GOU, nouvelles bases pour le GOU) cette cécité, ce rejet de l'obligation « moderne du soldat », est ce qui a mené « au communisme en Russie et à la Guerre civile espagnole ». La propagande communiste sévissant dans les rangs des sous-officiers prépare une « situation similaire à celle en Espagne ». L'anticommunisme mentionné précédemment est intimement lié à l'Espagne. Cet élément doctrinal du GOU se justifie de lui-même : il suffit de regarder ce qui s'est passé dans la péninsule ibérique dans les années 30 pour comprendre le risque qui court le long de la Plata, sans aucune variation avec le cas espagnol. En effet, ce que le GOU appellera « le Front populaire » est « un groupe clairement révolutionnaire qui prétend reproduire le panorama rouge d'Espagne, où les forces modérées tombent finalement, pour être instrumentalisées par les communistes » (GOU, situation interne). « Comme en Espagne » si le Front populaire arrive au pouvoir, la révolution se ferait « par en haut » (GOU, situation interne). Il semblerait que les

officiers argentins croient revivre la Guerre d'Espagne dans son intégralité, et qu'ils n'ont qu'à corriger les erreurs commises par les franquistes, sans égards à la situation nationale.

Cette « espagnolisation » reprend de nombreux points observés plus haut en Argentine et semble jouer sur deux paliers chers au GOU : la création d'un front interne et l'influence néfaste des idées externes. En premier lieu, l'ennemi, en Argentine, en Espagne, est le même. Dit de manière plus exacte, la menace sévissant contre Madrid et Buenos Aires, est englobée sous le même amalgame, difficilement ordonnable et parfois contradictoire. En Espagne, les franquistes exécutent les franc-maçons (Casanova, 2010, 184) qui seront très rapidement mentionnés dans le premier bulletin de propagande du GOU comme étant à l'origine de la Guerre civile et même de la Révolution française (GOU, 1). À ces victimes du franquisme s'ajoute la répression qui aura été l'obsession du caudillo: la gauche sous tous ses avatars. Syndicalistes, élus, intellectuels ou membres des professions libérales, tous ont été exécutés ou emprisonnés sous les mains des rebelles (Casanova, 2010, 187-8). Cet anticommunisme prend le même langage fleuri qu'en Argentine, lorsque l'Église appelle les fidèles à lutter contre « les éléments judéo-maçonnique-soviétique » (Casanova, 2010, 205) ou lorsqu'un cardinal identifie l'ennemie à « un monstre, marxiste ou communiste, une hydre à sept têtes, la synthèse de toutes les hérésies, diamétralement opposées au christianisme dans sa doctrine religieuse, sociale et économique » (Casanova, 2010, 295). Cette surenchère rhétorique semble renvoyer à une opposition, pour ne pas dire une haine, de tout groupe affilié d'une manière ou d'une autre à l'anti-Espagne opposée à la nation dont Franco, à l'instar du Cid et de Philippe II serait le constructeur ou le reconquérant (Richards, 1988, 16). « La violence franquiste (...) a terrorisé et liquidé les groupes qui ne pouvaient se concilier avec la vision nationaliste de

la patrie. (...) Durant toutes les phases de la répression, il n'y avait qu'une seule intention : la destruction physique des rangs du Front populaire, des syndicats et des organisations maçonniques » (Richards, 1988, 31). Cet objectif devient une obsession du régime qui cherchait dans le marxisme espagnol une origine organique, dans des éléments juifs ou mauresques, à l'instar du marxisme international dérivé d'une source « sémitique » (Richards, 1988, 57). Cette intériorisation, presque littérale dans le cadre eugéniste et médicale, du front, élément central du nouveau professionnalisme, se retrouve dans la stratégie franquiste durant la guerre. Les troupes rebelles avancent lentement, continuant d'opérer loin du front républicain pour s'assurer de l'élimination méticuleuse de l'opposition à l'intérieur des zones loyalistes récemment libérées (Richards, 1988, 35). Même en contexte de conflit « conventionnel » et non en situation coloniale ou de contre-insurrection, l'armée livre une guerre à l'ennemi interne, et non plus seulement contre l'ennemi externe, les forces républicaines. Typique des troupes africaines de Franco, cette tactique a fait ses preuves au Maroc (Richards, 1988, 34-5) où les troupes espagnoles échappaient à tout contrôle civil (Casanova, 210, 278).

En second lieu, il faut comprendre, comme en Argentine, que cet ennemi œuvrant en Espagne est fortement lié à des forces étrangères. Ennemis internes et ennemis externes ne seraient que deux faces de la même pièce, l'un ne pouvant être conçu sans l'autre. Cet ennemi met à mal un idéal « d'autarcie »; l'ennemi international instrumentalise des forces domestiques pour faire régner le chaos. « Le virus étranger du libéralisme, qui a enfanté le communisme, était une infection qui devait être éradiquée » (Richards, 1988, 47). « Afin d'arriver à une paix intérieure et exalter les idéaux nationalistes (...), l'Espagne a besoin de « se défaire du poids » des idées étrangères » (Richards, 1988, 58). Une fois l'ennemi

interne identifié en Espagne, il semble inséparable de la menace externe : « L'ennemi à la porte était obsédé par un désir furieux de revanche, et l'ennemi interne n'a pas encore été extirpé, se cachant dans les âmes faibles, trompeusement derrière le déguisement des vies vulgaires incapables d'effort, ou les divertissements frivoles et immoralités facilement accessibles » (Richards, 1988, 59). L'antimarxisme, justifié par son caractère apatride ou anti-espagnol, débouche dans une xénophobie pure et simple. Toutes les idées importées depuis l'étranger ont eu des conséquences terribles pour l'Espagne. Selon Vallejo-Nagera « les intellectuels progressistes du XVIIIe ... ont entraîné la ruine de la science espagnole (...) (et un siècle plus tard) la perte des colonies, les révoltes politiques perpétuelles et la convulsion sociale » (Richards, 1988, 59). L'encyclopédie française, l'école de Manchester, sont autant de maux étrangers qui ont mené, aux États-Unis et en Angleterre au communisme, par le biais du libre-échange (Richards, 1988, 59). Le contact avec l'étranger en général est perçu comme une contamination ou une invasion « des hordes asiatiques de Moscou » (Richards, 1988, 96), les villes portuaires comme Malaga, étant particulièrement atteintes de cette maladie en vertu de son ouverture sur le monde (Richards, 1988, 62). Le libéralisme et le communisme sont autant de maux provenant de l'étranger et menaçant l'intégrité de l'Espagne. Seule l'autarcie, économique, politique et spirituelle peut la sauver.

Cette « filière espagnole » qui est à la source de l'importation du nouveau professionnalisme en Argentine, ou du moins le port de départ d'éléments centraux du discours sécuritaire interne qui seront assemblés au *Campo de Mayo*, possèdent des ramifications plus intimes. Une lecture plus attentive des écrits des officiers et argentins et espagnols recense une influence beaucoup plus profonde. Au-delà du même vocabulaire,

d'une rive à l'autre, il y a une syntaxe identique, des schémas de pensée similaire et des préoccupations égales.

Au-delà de la guerre interne et le rejet des idées étrangères à la péninsule ibérique, le GOU et les franquistes vont se rejoindre sur certaines postures philosophiques. Les officiers espagnols des premières décades du XXe siècle vont manifester un rejet violent de tout positivisme et de la rationalité dans sa formulation la plus élémentaire. Cet irrationalisme sera extrapolé jusqu'à sa conclusion la plus aboutie, descriptible comme une « moralisation » ou une « esthétique » de la guerre.

Irrationalisme

En 1936, au début du conflit espagnol, l'affrontement entre l'officier Millan-Astray et l'écrivain, alors recteur, Miguel de Unamuno, marque le ton de la lente gestation de l'irrationalisme espagnole. Alors que l'homme de lettres soulignait lors d'un discours l'importance de la persuasion et de la conviction dans ce qui devait être un débat d'idée, mais était en réalité une guerre civile, le militaire s'est écrit « À mort l'Intelligentsia! » avant d'asséner : « Longue vie à la mort! » (Jensen, 2002, 140). Cette anecdote culmine au sommet d'un long mouvement intellectuel au sein des forces armées espagnoles puisqu'en effet une partie considérable des officiers espagnols rejetaient le rationalisme et la science dans la sphère militaire (ou même en général). Le plus grand apôtre de cet irrationalisme, Ricardo Burguete, s'est fait un opposant farouche au « progrès » (Jensen, 2002, 34). Son ouvrage principal, *Asi hablaba Zorrapastro*, est une adaptation au déclin pressenti de l'Espagne du célèbre ouvrage de Nietzsche, *Ainsi parlait Zarathoustra*. Sur cette trame de fond, l'officier va entériner le déclin de la science militaire et glorifier (pour ne pas dire espérer) une vision « antirationnelle », « vitaliste » de « la stratégie, la tactique et même la

politique et la société » (Jensen, 2002, 35). Sous sa plume, la science, rimant avec libéralisme et démocratie, ayant repoussé les valeurs spirituelles métaphysiques sur lesquelles reposait la puissance de la civilisation espagnole, serait à l'origine de cette décadence hispanique qu'il constate (Jensen, 2002, 38). En termes martiaux, il va identifier « les forces morales » comme dominantes sur le champ de bataille (Jensen, 2002, 57), le détournant des doctrines et institutions militaires de son temps pour le pousser vers les sciences occultes (Jensen, 2002, 57).

En Argentine cet irrationalisme est tout aussi présent dans l'esprit des officiers. Alors que Burguete mettait en garde contre « l'homme habile », « hypocrite et avare » (Jensen, 2002, 37), le GOU vante le dirigeant simple, prudent et honnête et faisant preuve de « sens commun » à différencier des hommes à deux faces (*moscas muertas*) et rusés (GOU, la situation internationale argentine). Dans le domaine militaire, le GOU sonne la charge contre les bureaucrates, rappelant que « à la guerre, rien ne s'enseigne, mais se comprend » (GOU, 14). Les officiers rebelles entretiennent jalousement la différence avec « le militaire bourgeois et bureaucrate » avec qui ils parlent « une langue différente » (GOU, 14). Cette opposition culmine dans l'homme de paille, « assis confortablement dans son bureau », « entouré de chauffage », « jugeant de tout par la quantité de canons », « parlant avec suffisance des efforts hivernale en montagne et dans la neige, alors qu'il se plaint que son chauffage atteint à peine les 20 degrés Celsius » (GOU, 14).

Héroïsme

Cette table rase effectuée par Burguete ayant « détruit » les prétentions de la raison dans les sphères militaires pave la voie à une mystique de la guerre. Il voit celle-ci comme « une affaire majoritairement spirituelle et mystique (...) contrastant avec les vues des

segments traditionnellement libéraux et technocratiques de l'armée espagnole » (Jensen, 2002, 56). Commentant la Guerre franco-prussienne, il voit la guerre comme un art, qui, comme tous les arts, s'apprend en sentant. Le sentiment de la guerre selon Burguete s'enseigne à l'école et à la maison, mais en aucun cas la guerre ne se mène en apprenant une série de règles et de régulation (Jensen, 2002, 62). Le facteur dominant de la guerre, en se plaçant sous l'autorité de Clausewitz, est la morale qui échappe à toute mesure ou tout échantillonnage (Jensen, 2002, 62). Pour Burguete, l'ultime exemple de cette thèse se trouve dans la guerre sino-japonaise (1904-1905). Au courant de celle-ci, selon l'espagnol, la force de caractère nipponne a assuré le triomphe sur les troupes du Tsar (Jensen, 2002, 63), jugées trop « défensive ». Russes, Espagnoles, coupables d'un excès de défense se retrouvent « dans un état inférieur à celui du sauvage, puisqu'ils souffrent des effets de la vie moderne et de ses fragilités corporelles. Et ils continuent de perdre la vertu de courage, qui requiert l'adversité physique ou spirituelle afin de se maintenir. Un peuple dans un tel état est comme un sol inculte : il n'a ni la luxuriance du sol vierge ni la capacité de faire croître les espèces supérieures du sol cultivé » (Jensen, 2002, 63).

Cette vertu du courage permet au héros, qui est à « la guerre ce que le prophète est à la religion » (Jensen, 2002, 61), de gagner dans les moments de « frictions ». Ce concept, hérité de Clausewitz, différencie la guerre réelle de la guerre sur le papier, en introduisant des éléments d'incertitude et de chance qui rendent les qualités morales nécessaires au triomphe (Jensen, 2002, 62). Se plaçant sous un autre penseur, Carlyle cette fois, Burguete héroïse la guerre : le héros accomplit tout, et (...) le héros enflamme son peuple avec le feu de son héroïsme (Jensen, 2002, 61). Dans le combat, le héros émerge, le superhéros ne pouvant naître que du rang des guerriers consommant « le fruit sacré du paradis qu'est la

guerre » (Jensen, 2002, 77). Très loin de la vision de Clausewitz pour qui la guerre n'était pas autre chose que la continuation de la politique par d'autres moyens, Burguete donne à la guerre une dimension pleinement religieuse.

En Argentine, la même table rase négligeant la science militaire donnera naissance au culte du guerrier. Commentant la situation nationale aux officiers au lendemain du coup d'État de 1943, le président Pedro Pablo Ramirez décrit comment la journée du 4 juin a été organisée depuis les casernes, « véritables temples de vertu civique » (Ramirez, 7 juillet 1943). Il fait son exposé « avec la simplicité, la franchise et l'austérité qui correspondent à un soldat » (Ramirez, 7 juillet 1943) et incarne, avec les nouveaux dirigeants, « le destin national l'austérité, le désintérêt et la modestie » (Ramirez, 7 juillet 1943). Ce souci moral des forces armées se retrouve de même dans les communications du GOU au moment de justifier le complot. « Il ne s'agit plus, comme avant, d'une situation interne chaotique qu'il était nécessaire de corriger, mais plutôt (*sino*) de maintenir un nouveau système arrivé pour purifier et restaurer les valeurs morales et les bonnes habitudes » (GOU, nouvelles bases pour le GOU). Dans les questions politiques et interpersonnelles, ce souci pour la bonne conduite débouche sur une véritable éthique, au sens plus littéral de *façons d'être*, dans un communiqué du GOU (situation internationale argentine) où l'auteur donne une série de règles pour établir la manière adéquate de diriger, à l'instar d'un manuel d'instruction pour aspirant chef. La différence avec le coup de 1930 est, à ce moment pleinement, assumée : les officiers de 1943 affirment vouloir bien au-delà de la simple correction ponctuelle. Ils veulent produire une nouvelle armée qui pour être experte dans les questions de sécurité est parfaitement au fait des enjeux politiques de la nation.

Les réflexions autour de la conduite convenable et des valeurs cardinales débouchent, dans la propagande du GOU, sur une apologie passionnée de l'abnégation et de l'héroïsme. Rejetant les biens matériels, sans ambitions personnelles, inspiré par la grandeur de la Patrie et la pureté de l'Armée, passionné du sacrifice et de la Vérité, le membre du GOU préfère mourir à la frontière plutôt qu'avoir une vie commode, valorisant un sentiment héroïque de la vie plutôt que vivre dans l'opulent esclavage (GOU, 14). Tout le document peut se lire, comme dans le cas espagnol, à la manière du portrait du militaire en tant que héros, sans les citations savantes renvoyant à Carlyle ou à Clausewitz. « Sans chars d'assaut, sans avions, sans canons, l'honneur national se sauve en se faisant tuer à la frontière, quand les hommes possèdent ce qu'il faut. Sans valeurs morales, ce ne sont ni les canons ni les chars d'assaut qui peuvent le sauver, s'ils ne sont employés dignement » (GOU, 14). En Argentine, comme en Espagne, « la guerre continue d'être une activité d'homme avec une âme, avec énergie, avec intelligence, avec enthousiasme et, surtout, une activité d'armée avec de grandes valeurs mortelles » (GOU, 14).

Ces similitudes ne dénotent pas forcément une influence directe. Comme le remarque Jensen (2002, 57) dans un contexte différent, les ressemblances entre les écrits de deux officiers, dans ce cas un Espagnol et un Britannique, ne démontrent aucune filiation. Selon lui, dans ce cas, les deux hommes ignoraient sûrement leur existence respective, et ce malgré une ressemblance évidente. Il faut plutôt voir dans ces symétries le produit d'influence intellectuelle et culturelle commune qui a permis la transmission de normes de l'Espagne vers l'Argentine. D'ailleurs, la comparaison est suggérée par le GOU lui-même, ce qui dénote une certaine prise de conscience du processus en cours. L'exemple de la Guerre civile n'a peut-être pas été « choisi » parmi de nombreux exemples, mais il a

été compris comme ayant énormément de sens pour le GOU lui-même. Il y avait donc compatibilité.

Conclusion générale

Comment est apparu, en Argentine, le nouveau professionnalisme, entre les coups d'État de 1930 et de 1943?

La réponse se formule en deux temps. Dans un premier temps, la Décade Infâme inaugurée par Uriburu a donné vie au prétorianisme en Argentine. Ce prétorianisme, au fil des années, a mis fin à la division entre pouvoir militaire et pouvoir politique, à partir du moment où les officiers ont dédié de plus en plus de temps aux questions politiques. Le prétorianisme a donc mis fin au professionnalisme à l'ancienne. Par contre, il n'a pas été immédiatement suivi du nouveau professionnalisme. Il faudra attendre la Seconde Guerre mondiale pour que les officiers se rendent compte que, la gestion civile entravant profondément la capacité de l'Armée de défendre la nation dont elle a la charge, un nouveau paradigme est nécessaire. Ce choc donne lieu au nouveau professionnalisme. Le soldat, le nouveau professionnel, est, en plus d'un expert en science militaire, un expert en politique pour défendre au mieux l'État.

En second lieu, la question de l'origine possède une dimension culturelle. D'où provient l'idée que le désordre et les menaces sécuritaires frappant l'Argentine en son sein sont le fait d'ennemis internes? Que ceux-ci sont une bande d'apatrides inféodés au « judéo-communisme » international? Que pour sauver la patrie assiégée il fallait que les officiers contrôlent la vie politique? L'Espagne franquiste est la mère de ces idées cardinales du nouveau professionnalisme. Les liens intellectuels et culturels unissant Argentine et Espagne dans les années 1930 ont facilité cette importation d'une côte de l'Atlantique à l'autre. Le sentiment habitant les officiers peu avant 1943 relève du plus pur mimétisme :

ce qui s'est passé en Espagne, l'horreur du Front populaire et de l'athéisme, se reproduira sur les rives de La Plata, sauf si l'armée prend le pouvoir.

En Argentine, le nouveau professionnalisme est une réponse au désordre initial des années Yrigoyen et aggravé par le prétorianisme de la Décade Infâme. L'ancien professionnalisme enterré par le prétorianisme, la gestion des civils jugée dangereuse pour la sécurité de l'État, un nouveau modèle s'est avéré nécessaire. L'expérience franquiste durant la Guerre civile et l'interprétation qu'en ont faite les officiers argentins est à l'origine de ce modèle, le nouveau professionnalisme.

Ce constat est d'importance à de nombreux points de vue. Historiquement, il permet de comprendre ce qui a servi de guide et d'éléments unificateurs à un acteur malheureusement incontournable de l'histoire argentine : les forces armées. Certains noms présents en 1930 et 1943 réapparaîtront dans les années subséquentes, comme Perón, trois fois président (1946-1955, 1972-1973) et Juan Carlos Onganía, lui-même président putschiste (1966-1970) (Potash, 1982, 287). Par ailleurs, le nouveau professionnalisme semble déjà posséder les germes de la « Révolution argentine » (1966-1970) et le « Processus de réorganisation nationale » (1976-1983), et ses 30 000 morts et disparus.

Pour la théorie, la thèse présentée initialement par Farrell (2001) se voit renforcée : l'implantation des normes transnationales est facilitée, dans le domaine militaire, par la compatibilité culturelle entre deux acteurs. Une norme va donc être adoptée plus facilement si d'un côté comme de l'autre la culture facilite la communication, en dépit de considération plus rationnelle. Même si l'Argentine et l'Espagne se ressemblent à de nombreux égards, leurs armées respectives n'étaient pas aux prises avec les mêmes défis. L'Argentine n'a pas perdu de territoires coloniaux dans le Pacifique et dans les Caraïbes

aux mains des États-Unis, tout comme elle n'affrontait pas une insurrection anticoloniale au Maroc. Tout au plus, dans les années 20, l'armée a-t-elle été appelée face à des troubles sociaux dans la capitale et en Patagonie. La recherche se conclut sur un important constat, celui de l'apparition du nouveau professionnalisme dans un corps d'officiers suite à une diffusion plutôt que par une réflexion purement interne. À partir de là, les possibilités pour l'investigation scientifique sont fascinantes, s'il est question, par exemple, de déterminer si le nouveau professionnalisme apparaît plus facilement de manière endogène ou grâce à la diffusion, en tenant compte de la période et de la région. De même, certains conflits seraient-ils plus propres à la diffusion et au nouveau professionnalisme que d'autres?

Au-delà de la théorie de la diffusion, la présente recherche permet, humblement, d'ajouter un exemple de plus de nouveau professionnalisme aux occurrences de plus en plus nombreuses. Si pour l'instant les constats de nouveau professionnalisme se limitent au simple inventaire, au simple constat qu'entre deux dates, dans un pays en particulier, une armée est reconnue coupable de nouveau professionnalisme, la force de la présente analyse est de pouvoir établir une filiation, quoique faible, entre l'expérience d'un corps d'officier et le discours d'un autre. Peut-être le temps des occurrences touche à sa fin pour laisser place aux entreprises généalogiques et son labyrinthe d'influence et d'imitation.

Bibliographie

Sources

1930

« 5 octobre 1937. Discours prononcé par l'Excellentissime Monsieur le Président de la Nation, Général Agustin P. Justo durant le repas de camaraderie du personnel civil de l'État, aux « Ambassadeurs » ». Document 18. AR-AGN-APJ01, Fondo Agustin P. Justo, S7-3277. Archivo General de la Nacion :Buenos Aires

« L'armée et la Révolution : une lettre du lieutenant-colonel Ramirez. *La Nacion*. 13 novembre 1930 ». AR-AGN-APJ01, Fondo Agustin P. Justo, S7-3209, document 132. Archivo General de la Nacion, Buenos Aires.

« Carlos Ibarguren, interveneur de Cordoba, octobre 1930 ». Publié dans De Titto, R. 2010. *El pensamiento de los nacionalistas*. Buenos Aires : El Ateneo. p108

« Déclaration du lieutenant-colonel Descalzo au cours de l'instruction ordonnée par Uriburu en 1931 ». Document 10. Publié dans Arredondo, JA. 1998. Peron, su protagonismo en la revolucion de 1930. Buenos Aires : Corregidor.

« Discours à l'École de Guerre. José Félix Uriburu. 13 décembre 1930 ». Publié dans De Titto, R. 2010. *El pensamiento de los nacionalistas*. Buenos Aires : El Ateneo. pp 108-109.

« Discours du Général Justo , *Casa Rosada*, au moment de recevoir le pouvoir du Général Uriburu. 20 février 1932 ». Document 1. AR-AGN-APJ01, *Fondo Agustin P. Justo*, S7-3277. Archivo General de la Nacion :Buenos Aires.

« Discours prononcé dans la Casa Rosada au moment de prendre le pouvoir. 20 février 1932 ». Document 2. AR-AGN-APJ01, *Fondo Agustin P. Justo*, S7-3277. Archivo General de la Nacion :Buenos Aires.

« Doctrines des gouvernements *de facto*. Accordement à la Cour Suprême de Justice, 10 septembre 1930 ». Publié dans De Titto, R. 2010. *El pensamiento de los nacionalistas*. Buenos Aires : El Ateneo. pp 102-104.

« Entrevu de J. M. Espigares Moreno à José Félix Uriburu. 19 février 1932 ». Publié dans De Titto, R. 2010. *El pensamiento de los nacionalistas*. Buenos Aires : El Ateneo. pp 120-137.

« Inauguration de l'ascenseur terminal de grains, Rosario, juillet 1930. José Félix Uriburu ». Publié dans De Titto, R. 2010. *El pensamiento de los nacionalistas*. Buenos Aires : El Ateneo. p109.

« Information extraordinaire 1. Message de l'excellentissime Monsieur le Président de la Nation, Général Augustin P. Justo, lors de l'inauguration de la période ordinaire de

sessions de l'honorable Congrès National. 14 mai 1937 ». feuillets 56-68. AR-AGN-APJ01, Fondo Agustin P. Justo, S7-3277. Archivo General de la Nacion :Buenos Aires.

« Interdire les analphabètes. Lettre d'Enrique Molina à José F. Uriburu. Buenos Aires, 16 août 1931 ». Publié dans De Titto, R. 2010. *El pensamiento de los nacionalistas*. Buenos Aires : El Ateneo. p110.

« Lettre au Docteur Don Eduardo Laurencena, Buenos Aires, 30 juin 1931 ». AR-AGN-APJ01, Fondo Agustin P. Justo, S7-3209, document 132. Archivo General de la Nacion, Buenos Aires.

« Manifeste corrigé par le lieutenant-colonel Sarobe tel qu'il a été donné à la publication le 6 septembre 1930 ». Document 2. Publié dans Arredondo, JA. 1998. *Perón, su protagonismo en la revolucion de 1930*. Buenos Aires : Corregidor.

« Manifeste des antipersonnalistes signé par six sénateurs et tous les députés du secteur ». Document 12. Publié dans Arredondo, JA. 1998. *Peron, su protagonismo en la revolucion de 1930*. Buenos Aires : Corregidor.

« Manifeste des droites et des socialistes indépendantes ». Document 11. Publié dans Arredondo, JA. 1998. *Peron, su protagonismo en la revolucion de 1930*. Buenos Aires : Corregidor.

« Manifeste du 1^{er} octobre 1930 ». Publié dans De Titto, R. 2010. *El pensamiento de los nacionalistas*. Buenos Aires : El Ateneo. pp 104-107.

« Programme d'action présenté à la Junte du Gouvernement d'Arequipa par le colonel Montagne ». Document 3. Publié dans Arredondo, JA. 1998. *Perón, su protagonismo en la revolucion de 1930*. Buenos Aires : Corregidor.

« Réponses du lieutenant-colonel d'État major José M. Sarobe à l'interrogatoire formulé par Monsieur le Juge militaire ad hoc, Colonel d'État major D. Miguel Duval ». Document 9. Publié dans Arredondo, JA. 1998. *Peron, su protagonismo en la revolucion de 1930*. Buenos Aires : Corregidor.

1943

Pour les documents identifiés comme appartenant au GOU (par exemple : (GOU, 17)), se référer à Potash, R. 1984. *Peron y el GOU : Documentos de una logia secreta*. Buenos Aires: Sudamericana.

« Farrell, Edelmiro, président de la Nation. Repas de camaraderie des Forces armées, 6 juillet 1945 ». Publié dans De Titto, R. 2010. *El pensamiento de los nacionalistas*. Buenos Aires : El Ateneo. pp 246-256

« Farrell, Edelmiro. Message durant la veillée des élections nationales. 23 février 1943 ». Publié dans De Titto, R. 2010. *El pensamiento de los nacionalistas*. Buenos Aires : El Ateneo. pp 256-260

« Forces armées. « Manifeste au peuple de la République. 4 juin 1943 ». Publié dans De Titto, R. 2010. *El pensamiento de los nacionalistas*. Buenos Aires : El Ateneo. pp 199-201.

« Perlinger, Luis C. Premier anniversaire du coup d'État. 6 juin 1944 ». Publié dans De Titto, R. 2010. *El pensamiento de los nacionalistas*. Buenos Aires : El Ateneo. pp 243-246.

« Ramirez, Pedro Pablo. « Aux officiers des Forces Armées ». 7 juillet 1943 ». Publié dans De Titto, R. 2010. *El pensamiento de los nacionalistas*. Buenos Aires : El Ateneo. pp 218-245

« Ramirez, Pedro Pablo. Discours public. 7 juin 1943 ». Publié dans De Titto, R. 2010. *El pensamiento de los nacionalistas*. Buenos Aires : El Ateneo. pp 203-204

« Wilkinson, RA, capitaine militaire. Discours pour le jour de l'indépendance. 9 juillet 1943 ». Publié dans De Titto, R. 2010. *El pensamiento de los nacionalistas*. Buenos Aires : El Ateneo. pp 231-233

Références

Alonso, P. 2000. *Between revolution and the ballot box: the origins of the Argentine Radical Party*. Cambridge: Cambridge University Press.

Agøy, NI. 1996. « When officers need internal enemies :aspects of civil-military relations in Scandinavia between the World Wars. » *Journal of Peace Research*. 33(4) :469-481.

Arredondo, JA. 1998. *Peron, su protagonismo en la revolucion de 1930*. Buenos Aires : Corregidor.

Barbosa dos Santos, FL. 2019. *Power and Impotence :a History of South America under Progressivism*. Boston :Brill

Casanova, J. *The Spanish Republic and Civil War*. New York :Cambridge University Press.

Cattaruzza, A. 2016. *Historia de la Argentina :1916-1955*. Biblioteca basica de Historia, collection dirigé par Luis Alberto Romero. Buenos Aires : Siglo 21.

Checkel, JT. 1999. « Norms, Institutions, and National Identity in Contemporary Europe ». *International Studies Quartely*. 43(1) :83-114.

De Titto, R. 2010. *El pensamiento de los nacionalistas*. Buenos Aires : El Ateneo.

Farrel, T. 2001. « Transnational Norms and Military Development : Constructing Ireland's Professional Army ». *European Journal of International Relations*. 7(1) :63-102.

Franco, M. 2020. "Ejercito, conflicto social y orden interno en la Argentina de comienzos del siglo XX". *Revista Universitaria de Hisoria Militar*. 19: 208-230

Gates, JM. 1985.« The « new » Military Professionalism ». *Armed Forces and Society*. 11(3) :427-436.

Huntington, S. 1957. *The soldier and the State : the theory and politics of civil-military relations*. Cambridge : Harvard University Press.

Jensen, G. 2002. *Irrational triumph : cultural despair, military nationalism, and the ideological origins of Franco's Spain*. Reno :University of Nevada Press

Kalmanowiecki, L. 2000. « Origins and Applications of Political Policing in Argentina ». *Latin American perspectives*. 111 :36-56.

Lewis, DK. 2001. *The History of Argentina*. Westport, Connecticut : Greenwood Press.

McCann, F. 1979. « Origins of the « new professionalism » of the Brazilian Military ». *Journal of interamerican studies and World Affairs*. 21(4) :502-522

MacDonald, C A. 1980. "The politics of intervention: the United States and Argentina, 1941-1946", *Journal of Latin American studies*. 12 (2): 365-396.

Pope Atkins, G et Thompson, LV. 1972. "German Military Influence in Argentina, 1921-1940. *Journal of Latin America Studies*. 4(2):257-274

Potash, R. 1982. *El ejercito y la politica en Argentina I :1928-1945 De Yrigoyen a Peron*. Buenos Aires : Sudamericana

Potash, R. 1984. *Peron y el GOU : Documentos de una logia secreta*. Buenos Aires: Sudamericana.

Perlmutter, A. 1977. *The military and politics in modern times*. London: Yale University Press

Rein, R. 1997. « Another front line : francoists and anti-francoists in Argentina, 1936-1949 » *Patterns of Prejudice*. 31(3) :17-33.

Richards, M. 1998. *A time of silence : civil war and the culture of repression in Franco's Spain :1936-1945*. Cambridge :Cambridge University Press.

Rock, D. 1975. *Politics in Argentina, 1890-1930 : the rise and fall of radicalism*. London :Cambridge University Press.

Rock, D. 1986. « Argentina from the first world war to the Revolution of 1930 ». *The Cambridge History of Latin America, volume 5*. Sous la direction de Bethell, L. Cambridge: Cambridge University Press.

Rock, D. 1991. « Argentina, Uruguay and Paraguay ». *The Cambridge History of Latin America, volume 8*. Sous la direction de Bethell, L. Cambridge : Cambridge University Press

Scharpf, A. 2018. "Ideology and state terror: How officers' beliefs shaped repression during Argentina's "Dirty War"". *Journal of Peace Research*. 55(2): 206-221.

Stepan, A. 1976. « The new professionalism of internal warfare and military role expansion ». *Armies and politics in Latin America*. Sous la direction de Lowenthal, A. New York et Londres : Holmes and Meier Publishers, Inc.

Teran, O. 2008. *Historia de las ideas en la Argentina : diez lecciones iniciales, 1810-1980*. Buenos Aires : siglo 21.

Torre, JC et de Riz, L. 1991. « Argentina since 1966 ». Volume 8. The Cambridge History of Latin America. Sous la direction de Bethell, L. Cambridge : Cambridge University Press.